



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 23 AVRIL 2024
GEMEENTERAAD VAN 23 APRIL 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig Caroline Dupont, *Présidente/Voorzitster* ;
Mariam El Hamidine, *La Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Alitia Angeli, Kris Vanslambrouck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Evelyne Huytebroeck, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, Marianne Courtois, Rachid Barghouti, Joël Elongo-Lofemba, Samira Bouaid, Youssef Lakhroufi, Stéphane Peycker, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Valerie Pauwels, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Jans est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Dhr. Jans wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

1 **Revitalisation des quartiers – Finances – Budget 2024 – Modification n° 1 du service extraordinaire.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que les différents projets inscrits dans les programmes de revitalisation urbaine sont liés à des délais d'exécution stricts ;

Considérant la conjoncture actuelle, il y a lieu d'augmenter les montants inscrits afin de garantir que

les marchés de travaux puissent être attribués d'ici le 30 septembre 2024 ;

Considérant que l'intégralité des montants supplémentaires sont subsidiés à 100% et que donc aucun nouvel emprunt ne sera réalisé ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget extraordinaire 2024 ;

DECIDE :

De modifier le budget extraordinaire 2024 comme repris dans le tableau relatif à la modification budgétaire n° 1.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 25 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Cédric Pierre, Christophe Borcy, Michael Van Vlasselaer, Joël Elongo-Lofemba, Youssef Lakhoulfi, Stéphane Peycker.

Heropleving van de wijken – Financiën – Begroting 2024 – Wijziging nr. 1 van de buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 241 e.v. van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikel 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de verschillende projecten opgenomen in de stadsherwaarderingsprogramma's aan strikte uitvoeringstermijnen gebonden zijn;

Overwegende de huidige conjunctuur moeten de ingeschreven bedragen worden verhoogd om te waarborgen dat de opdrachten voor werken uiterlijk op 30 september 2024 kunnen worden gegund;

Overwegende dat alle bijkomende bedragen voor 100% worden gesubsidieerd en dat er dus geen nieuwe lening moet worden aangegaan;

Overwegende dat de buitengewone begroting 2024 gewijzigd dient te worden;

BESLIST:

De buitengewone begroting 2024 te wijzigen zoals weergegeven in de tabel met betrekking tot begrotingswijziging nr. 1.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 25 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Christophe Borcy, Michael Van Vlasselaer, Joël Elongo-Lofemba, Youssef Lakhoulfi, Stéphane Peycker.

Question de Mr VANVLASSELAER :

Conseil communal du 23 avril 2024 – pt 1 de l'OJ – Revitalisation des quartiers - Finances – Budget 2024 Modification n°1 du service extraordinaire

A/ Remarques préliminaires :

A1) Lors de sa séance du 23 mars 2024, le conseil communal a adopté les budgets ordinaire et

extraordinaire de 2024 .

A peine un mois après, le collège introduit la présente modification budgétaire, ce qui entraîne logiquement la question de savoir pour quels motifs impérieux cette dernière a été présentée !

A2/ la modification budgétaire n°1 concerne principalement un prélèvement complémentaire sur le Fonds de réserve extraordinaire, mais le tableau de l'évolution du Fonds de réserve extraordinaire qui doit figurer dans les annexes n'a pas été communiqué , ni adapté pour faire apparaître la situation nouvelle issue de la modification budgétaire !!

B/ La modification budgétaire proprement dite et le projet de délibération :

B1/ Le 3e considérant stipule que «les différents projets inscrits dans les programmes de revitalisation urbaine sont liés à des délais stricts » ; or, le contrat « Wiels sur Senne » fait partie de la 8e série de contrats régionaux et a démarré en 2018 pour se terminer normalement en 2022, durée normale d'exécution ! Entretemps, le programme a été l'objet de 2 modifications portant sur de multiples objets et au moins 6 chantiers ont été rééchelonnés sur 2023,2024 et 2025 . en outre, certains chantiers portant sur des opérations physiques se poursuivront jusqu'en mars 2026 !

Les faits montrent donc clairement qu'un report d'exécution peut être obtenu sans problème ! ...où se trouve le « délai strict » et impératif ? et où est donc l'urgence invoquée ?

B2/ Le 4e considérant précise : «Considérant la conjoncture actuelle, il y a lieu d'augmenter les montants inscrits (dans le budget, je suppose ?) afin de garantir que les marchés de travaux puissent être attribués d'ici le 30 septembre 2024 »

Compte tenu des constats relatifs au 3e considérant et de l'allongement constaté des délais d'exécution, quelle est la nature si particulière de l'urgence que le collège invoque ? et si urgence il y avait, pourquoi ne pas avoir inscrits les montants concernés d'emblée au budget 2024 ?

B3/ Le 5e et avant dernier considérant précise : «L'intégralité des montants supplémentaires sont subsidiés à 100% et donc aucun nouvel emprunt ne sera réalisé »

Les documents de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire affiche une hausse des dépenses d'investissement de 680.000€ apparemment équilibrée par un prélèvement de 680.000€ sur le fonds de subsides extraordinaires ; or, le solde dudit fonds pour le CQ Wiels sur Senne était au 31/12/2023 de 9.728.570,69€ , montant duquel il faut soustraire le montant des prélèvements inscrits au budget 2024, soit 9.350.763,00€, laissant donc un solde de 377.807,69€ !!

Le nouveau prélèvement sur le fonds inscrit par la modification budgétaire n°1 étant de 680.000€, on constate que ce montant excède de 302.192,31€ le solde disponible !! ...et que ce dernier montant n'est par conséquent pas couvert !

En conséquence, puisque aucune autre recette n'est inscrite dans la modification budgétaire n°1, force est de constater que 302.192,31€ de dépenses nouvelles restent sans aucun financement et que contrairement au texte du 5e considérant l'intégralité des montants supplémentaires n'apparaissent pas subsidiés et qu'en conséquence la nécessité d'un nouvel emprunt ne peut pas être exclu !!

Dès lors, la modification budgétaire n'affiche plus un équilibre entre les dépenses et les recettes et ne répond plus au prescrit de l'art.252 de la loi communale !

C/ Conclusion :

Ce dossier devrait être retiré de l'OJ !

Réponse de Mr SPAPENS :

Je vous rassure, le dossier est tout à fait opportun, urgent et correct.

Concernant pourquoi on a présenté cette modification : quand le budget a été réalisé par le service, la donnée de réajustement n'était pas connue. La donnée a été connue fin février, date à laquelle le budget avait déjà été présenté en collège. Pour ne pas semer le trouble lors de la présentation du budget au conseil communal, je n'ai pas déposé d'amendement sur les tables.

Vous signalez que l'annexe 1 n'a pas été jointe au dossier. Cela fait 5 ans que la première modification concerne les contrats de quartier, jamais ces documents n'ont été exigés, jamais la tutelle n'a trouvé à quoi dire. Cette modification a été validée par l'inspecteur. Nous avons vérifié ce jour avec les finances et cela ne posait aucun problèmes.

Par rapport à la modification proprement dite et au projet de délibération, je résume la question de Mr Van Vlasselaer : c'est pas si strict que cela les délais puisque plusieurs contrat de quartier ont pu en obtenir ;

Je rappelle que les délais dans les contrats de quartiers sont extrêmement stricts. Les contrats de quartiers qui ont pu avoir des délais supplémentaires font partie des contrats de quartier de la période covid. Le gouvernement a sorti un arrêté précis à ce sujet. Le dernier délai était le 31 mars 2024, délai que nous avons dépassé, le marché doit être attribué au plus tard le 30 septembre 2024 sous peine de perdre les subsides. C'est pour ça qu'il y a urgence à soumettre ce point aujourd'hui.

Dans les contrats de quartier, on travaille avec des fonds de réserve. On met le fonds de réserve en début d'année et on fait une double inscription l'année d'après. Ca permet qu'on ait déjà le budget si un marché passé en fin d'année est cassé et doit être repassé. Les fonds de réserve sont réorganisés à la première modification budgétaire.

Réplique de Mr VANVLASSELAER :

- La modification budgétaire a été présentée telle qu'elle est. 9 350 000 ont déjà été extraits du fonds de réserves. Ici on vient avec 680 000 € , comment va-t-on les couvrir ?

Réponse de Mr SPAPENS :

Par le prélèvement sur le fonds de réserve sur lequel il reste plus de 4 000 000.

Réplique de Mr VANVLASSELAER :

Les documents que nous avons reçus ne montrent pas cela. Ils montrent un solde de 377 800 €, ce n'est pas 680 000.

Vraag van de heer Van Vlasselaer :

Gemeenteraad van 23 april 2024 - punt 1 van de agenda - Heropleving van de wijken - Financiën - Begroting 2024 - Wijziging nr. 1 van de buitengewone dienst

A/ Voorafgaande opmerkingen:

A1) In zijn vergadering van 23 maart 2024 heeft de gemeenteraad de gewone en buitengewone

begroting voor 2024 goedgekeurd.

Nauwelijks een maand later diende het College deze begrotingswijziging in, wat logischerwijs de vraag doet rijzen naar de dwingende redenen voor de invoering daarvan!

A2/ Begrotingswijziging nr. 1 betreft voornamelijk een bijkomende opname uit het buitengewoon reservefonds, maar de tabel met de evolutie van het buitengewoon reservefonds, die in de bijlagen zou moeten staan, is niet meegedeeld en evenmin aangepast om de nieuwe situatie als gevolg van de begrotingswijziging weer te geven!

B/ De begrotingswijziging zelf en het ontwerp van deliberatie:

B1/ In de 3e considerans staat dat de verschillende projecten die deel uitmaken van de stadsvernieuwingsprogramma's aan strikte termijnen gebonden zijn; het contract "Wiels aan de Zenne" maakt echter deel uit van de 8e reeks gewestelijke contracten en is gestart in 2018 om normaal gezien te eindigen in 2022 ... een normale uitvoeringsduur! Ondertussen heeft het programma 2 wijzigingen ondergaan die betrekking hadden op meerdere punten, en zijn minstens 6 werven verschoven naar 2023, 2024 en 2025. Bovendien zullen sommige werven die betrekking hebben op fysieke operaties doorlopen tot maart 2026!

De feiten tonen duidelijk aan dat uitstel zonder problemen kan worden verkregen! Waar is de "strikte deadline"? En waar is de urgentie waarop men zich beroept?

B2/ De 4e considerans preciseert: "Overwegende de huidige conjunctuur moeten de ingeschreven bedragen – in de begroting, veronderstel ik – worden verhoogd om te waarborgen dat de opdrachten voor werken uiterlijk op 30 september 2024 kunnen worden gegund".

Wat is, rekening houdend met de opmerkingen in het 3e considerans en de geconstateerde verlenging van de uitvoeringstermijnen, de specifieke aard van de urgentie waarop het College zich beroept? En als er sprake is van urgentie, waarom werden de bedragen dan niet van in het begin in de begroting 2024 opgenomen?

B3/ Het 5e en voorlaatste considerans preciseert: "Overwegende dat alle bijkomende bedragen voor 100% worden gesubsidieerd en dat er dus geen nieuwe lening moet worden aangegaan".

De documenten betreffende begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst tonen een stijging van de investeringsuitgaven met 680.000 euro, die kennelijk wordt gecompenseerd door een onttrekking van 680.000 euro aan het buitengewoon subsidiefonds; Op 31/12/2023 bedroeg het saldo van het genoemde fonds voor het wijkcontract Wiels aan de Zenne echter 9.728.570,69 euro, waarvan het bedrag moet worden afgetrokken van de onttrekkingen ingeschreven op de begroting 2024, zijnde 9.350.763,00 euro, wat een saldo laat van 377.807,69 euro!

Terwijl de nieuwe onttrekking aan het fonds volgens begrotingswijziging nr. 1 680.000 euro is, kunnen we zien dat dit bedrag het beschikbare saldo met 302.192,31 euro overschrijdt! En dat dit laatste bedrag dus niet gedekt is!

Aangezien er geen andere ontvangsten zijn opgenomen in begrotingswijziging nr. 1, stellen we dus vast dat 302.192,31 euro aan nieuwe uitgaven niet wordt gefinancierd en dat, in tegenstelling tot de tekst van de 5e considerans, de bijkomende bedragen niet worden gesubsidieerd en dat bijgevolg de noodzaak van een nieuwe lening niet kan worden uitgesloten!

De begrotingswijziging vertoont dus geen evenwicht meer tussen uitgaven en inkomsten, en beantwoordt niet meer aan de voorschriften van art. 252 van de Gemeentewet!

C/ Conclusie:

Dit dossier zou uit de agenda gehaald moeten worden.

Antwoord van de heer Spapens :

Ik kan u verzekeren dat het dossier volledig opportuun, urgent en correct is.

Wat betreft de reden waarom we deze wijziging hebben ingediend: toen de begroting door de dienst werd opgesteld, was het bedrag van de aanpassing nog niet bekend. Dat gegeven was pas eind februari bekend, toen de begroting al aan het College was voorgelegd. Om geen verwarring te zaaien bij de presentatie van de begroting aan de gemeenteraad, heb ik geen wijziging ingediend.

U wijst erop dat bijlage 1 niet bij het dossier zat. Het is al 5 jaar dat de eerste wijziging betrekking heeft op de wijkcontracten en deze documenten zijn nooit gevraagd en het toezicht heeft er nooit iets over te gezegd. Deze wijziging is goedgekeurd door de inspecteur. We hebben vandaag navraag gedaan bij Financiën en dat stelde geen probleem.

Wat de eigenlijke wijziging en het ontwerp van beraadslaging betreft, zal ik de vraag van de heer Van Vlasselaer samenvatten: de termijnen zijn niet zo strikt, aangezien verschillende wijkcontracten er hebben kunnen krijgen.

Ik herinner u eraan dat de termijnen voor de wijkcontracten zeer strikt zijn. De wijkcontracten die bijkomende tijd hebben gekregen, zijn die van de coronatijd. De regering heeft hierover een specifiek besluit uitgevaardigd. De laatste deadline was 31 maart 2024, en dat is voorbij. De opdracht moet uiterlijk op 30 september 2024 gegund zijn of we lopen het risico de subsidies te verliezen. Daarom is het urgent om dit punt vandaag in te dienen.

Bij wijkcontracten werken we met reservefondsen. Het reservefonds wordt aan het begin van het jaar vastgelegd en het volgende jaar dubbel ingeschreven. Dit betekent dat we het budget al hebben als een opdracht die aan het einde van het jaar wordt gegund, wordt verbroken en opnieuw moet worden aanbesteed. De reservefondsen worden gereorganiseerd bij de eerste begrotingswijziging.

Repliek van de heer Van Vlasselaer :

De begrotingswijziging is ongewijzigd voorgelegd. Er is al 9.350.000 euro uit het reservefonds gehaald. Hier hebben we 680.000 euro: hoe gaan we dat dekken?

Antwoord van de heer Spapens :

Door te putten uit het reservefonds, waar nog ruim 4.000.000 euro van over is.

Repliek van de heer Van Vlasselaer :

Uit de documenten die wij hebben ontvangen, blijkt dit niet. Er staat een saldo in van 377.800 euro en geen 680.000 euro.

7 annexes / 7 bijlagen

-
- 2 **Revitalisation des quartiers – CQDW – Opération D.2.1 « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation » – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – CSC 2024-T-CQDW-B.2.2.**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 19 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant une prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération *D.2.1 : Etude participative et travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation*, portant la date de fin d'exécution du projet au 30 septembre 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 juillet 2022 relative à l'attribution du marché d'auteur de projet pour la mission « Etude participative et travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation » à l'association momentanée : Collectif Ipé/Latitude Platform/Les Saprophytes, rue Rouppe 5 à 1000 Bruxelles ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12 octobre 2023 relative à l'approbation de l'avant-projet pour le marché repris ci-dessus ;

Considérant l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-D.2.1 relatif au marché travaux « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation (« Ma rue est un jardin ») » ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme Bosa ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Aménagements de 3 interventions sur mesure et 4 modules d'arbre :

3 interventions sur mesure :

- A.2 : Rue Georges Leclercq 45, 1190 Forest;
- A.4 : Croisement rue Félix Waefelaer - rue des Primeurs, 1190 Forest;
- A.5 : Croisement rue des Alliés - rue de Mérode, 1190 Forest;

4 modules d'arbre :

- B.1 : Rue Pierre Decoster 49, 1190 Forest;
- B.2 : Rue Georges Leclercq 108, 1190 Forest;
- B.3 : Rue Georges Leclercq 33, 1190 Forest;
- B.4 : Rue du Feu 31, 1190 Forest.

* Tranche conditionnelle 1 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.1 : Croisement rue Georges Leclercq - avenue du Pont de Luttre, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 2 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.3 : Croisement rue du Feu - rue des Primeurs, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 3 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.6 : Croisement rue Berthelot - rue du Monténégro, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 4 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.7 : Croisement rue du Croissant - rue du Monténégro, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 5 : Aménagements d'un module d'arbre.

- B.5 : Rue des Alliés 364, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 6 : Aménagements d'un module d'arbre

- B.6 : Rue Berthelot 45, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 7 : Aménagements d'un module d'arbre

- B.7 : Rue du Monténégro 114, 1190 Forest

Considérant que l'estimation de la tranche ferme du marché s'élève à 112.982,28 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 129.929,62 euros HTVA soit 157.214,84 euros TVAC (21%) ;

Considérant que l'estimation des tranches conditionnelles du marché s'élève à :

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 23.610,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 27.152,14 euros HTVA soit 32.854,09 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 25.290,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 29.084,14 euros HTVA soit 35.191,81 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 28.078,16 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 32.290,34 euros HTVA soit 39.071,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 23.282,72 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 26.775,13 euros HTVA soit 32.397,90 euros TVAC (21%) ;

- Pour la tranche conditionnelle 5 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;

Considérant que la dépense liée à la tranche ferme sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital (Opération D.2.1. du Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne) ;

Considérant que, si et seulement si le subside du Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne est suffisant, une ou plusieurs tranches conditionnelles seront commandées, dès l'attribution du marché ;

Considérant que d'autres tranches conditionnelles seront éventuellement commandées, dans les deux ans endéans l'attribution du marché, si d'autres financements sont obtenus ;

Considérant que le crédit nécessaire pour cette dépense sera inscrit à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE :

De choisir une procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-D.2.1 relatif au marché travaux « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation (« Ma rue est un jardin ») » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation de la tranche ferme du marché à 112.982,28 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 129.929,62 euros HTVA soit 157.214,84 euros TVAC (21%) ;

D'approuver le montant de l'estimation des tranches conditionnelles à :

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 23.610,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 27.152,14 euros HTVA soit 32.854,09 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 25.290,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et

révisions de prix, soit un montant total estimé de 29.084,14 euros HTVA soit 35.191,81 euros TVAC (21%) ;

- Pour la tranche conditionnelle 3 : 28.078,16 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 32.290,34 euros HTVA soit 39.071,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 23.282,72 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 26.775,13 euros HTVA soit 32.397,90 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 5 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Heropleving van de wijken – DWCW – Operatie D.2.1 “Begroenings- en onthardingswerkzaamheden” – Opdracht voor werken – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek 2024-T-CQDW-B.2.2.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 19 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van een verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie *D.2.1: Participatieve studie en werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding*, wat het einde van de uitvoering van het project brengt op 30 september 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juli 2022 betreffende de toewijzing van de opdracht van projectontwerper voor de opdracht "Participatieve studie en werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding" aan de tijdelijke vereniging: Collectif Ipé/Latitude Platform/Les Saprophytes, Rouppestraat 5 - 1000 Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 tot goedkeuring van het voorontwerp voor de bovenvermelde opdracht;

Overwegende de aankondiging van de opdracht en bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-D.2.1 betreffende de opdracht "Werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding ("Mijn straat is een tuin")" als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden bekendgemaakt op het Bosa-platform;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is:

* Vast gedeelte: 3 interventies op maat en 4 boommodules:

3 interventies op maat:

- A.2: Georges Leclercqstraat 45, 1190 Vorst;
- A.4: Kruising Félix Waefelaerstraat - Vroegegroentenstraat, 1190 Vorst;
- A.5: Kruising Bondgenotenstraat - De Merodestraat, 1190 Vorst;

4 boommodules:

- B.1: Pierre Decosterstraat 49, 1190 Vorst;
- B.2: Georges Leclercqstraat 108, 1190 Vorst;
- B.3: Georges Leclercqstraat 33, 1190 Vorst;
- B.4: Vuurstraat 31, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 1: 1 interventie op maat

- A.1: Kruising Georges Leclercqstraat - Luttrebruglaan, 1190 Vorst;

- * Voorwaardelijk gedeelte 2: 1 interventie op maat
 - A.3: Kruising Vuurstraat - Vroegegroentenstraat, 1190 Vorst;
- * Voorwaardelijk gedeelte 3: 1 interventie op maat
 - A.6: Kruising Berthelotstraat - Montenegrostraat, 1190 Vorst;
- * Voorwaardelijk gedeelte 4: 1 interventie op maat
 - A.7: Kruising Halvemaanstraat - Montenegrostraat, 1190 Vorst;
- * Voorwaardelijk gedeelte 5: 1 boommodule
 - B.5: Bondgenotenstraat 364 - 1190 Vorst;
- * Voorwaardelijk gedeelte 6: 1 boommodule
 - B.6: Berthelotstraat 45, 1190 Vorst;
- * Voorwaardelijk gedeelte 7: 1 boommodule
 - B.7: Montenegrostraat 114, 1190 Vorst;

Overwegende dat het bedrag van het vast gedeelte van de opdracht geraamd wordt op 112.982,28 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 129.929,62 € excl. btw of 157.214,84 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag voor de voorwaardelijke gedeelten van de opdracht geraamd wordt op:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 23.610,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 27.152,14 € excl. btw, zijnde 32.854,09 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 25.290,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 29.084,14 € excl. btw, zijnde 35.191,81 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 28.078,16 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 32.290,34 € excl. btw, zijnde 39.071,32 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 23.282,72 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 26.775,13 € excl. btw, zijnde 32.397,90 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en

prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;

- Voorwaardelijk gedeelte 7: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave voor het vaste gedeelte voor 100% worden gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (operatie D.2.1. van het wijkcontract Wiels aan de Zenne);

Overwegende dat, als en slechts als de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne toereikend is, na de gunning van de opdracht een of meer voorwaardelijke gedeelten zullen worden besteld;

Overwegende dat andere voorwaardelijke gedeelten eventueel zullen worden besteld binnen twee jaar na de gunning van de opdracht, indien andere financiering wordt verkregen;

Overwegende dat het vereiste krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 9308/731-60/88 'Wegenwerken in uitvoering' bij de begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST:

Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek ref. nr. 2024-T-CQDW-D.2.1 betreffende de opdracht "Werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding ("Mijn straat is een tuin")" als bijlage;

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van het vaste gedeelte van de opdracht van 112.982,28 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 129.929,62 excl. btw of 157.214,84 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de voorwaardelijke gedeelten:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 23.610,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 27.152,14 € excl. btw, zijnde 32.854,09 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 25.290,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 29.084,14 € excl. btw, zijnde 35.191,81 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 28.078,16 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 32.290,34 € excl. btw, zijnde 39.071,32 € 21% btw inbegrepen;

- Voorwaardelijk gedeelte 4: 23.282,72 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 26.775,13 € excl. btw, zijnde 32.397,90 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;

Het vereiste krediet te voorzien op artikel 9308/731-60/88 “Wegenwerken in uitvoering” bij de begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

32 annexes / 32 bijlagen

3 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération B.2.2 « équipement d’intérêt collectif » – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier spécial des charges 2024-T-CQDW-B.2.2.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 01 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération B.2.2 : *maison des initiatives* ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 août 2020 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif" à Mamout Architectes, rue Adolphe Lavallée 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 janvier 2023 approuvant les conditions, le mode de passation et le cahier spécial des charges du marché de travaux relatif à l'opération B.2.2 : « équipement d'intérêt collectif » ;

Vu la décision du Collège communal du 07 septembre 2023 décidant d'arrêter la procédure de passation pour le marché travaux repris ci-dessus faute d'offres satisfaisantes ;

Vu la décision du Collège communal du 07 septembre 2023 décidant d'approuver l'avenant 1 du marché « mission d'auteur de projet relative à : réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » suite à l'arrêt de la procédure du marché travaux et en vue de la modification du projet afin de réduire le cout des travaux ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 29 décembre 2023 relative à l'approbation de l'avant-projet de l'avenant 1 et la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 08 février 2024 relative à l'approbation du dossier de permis d'urbanisme de l'avenant 1 pour la « réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif », proposé par Mamout Architectes, rue Adolphe LaVallée 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le permis d'urbanisme a été déposé par voie électronique en date du 19 février 2024 à la région de Bruxelles Capitale, que l'accusé de réception de dossier complet a été reçu le 21 mars 2024 ;

Considérant l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-B.2.2 relatif au marché travaux « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif », ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme Bosa ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché ;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 2.305.775,62 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.536.353,18 € HTVA soit 3.068.987,35 € TVAC (21%) ;

Considérant qu'il est proposé de mettre des éléments en option pour un montant de 312.461,77 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 343.707,95 € HTVA soit 415.886,62 € TVAC (21%) ;

Considérant la liste des options reprise en annexe ;

Considérant que le montant du marché hors options s'élève à 1.993.313,85 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.192.645,24 € HTVA soit 2.653.100,74 € TVAC (21%) ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital ;

Considérant que le crédit nécessaire sera prévu à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n° 1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-B.2.2 relatif au marché travaux « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation à 2.305.775,62 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.536.353,18 € HTVA soit 3.068.987,35 € TVAC (21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de de 312.461,77 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 343.707,95 € HTVA soit 415.886,62 € TVAC (21%) ;

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2 “Gemeenschapsvoorziening” – Opdracht voor werken – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek 2024-T-CQDW-B.2.2.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en

concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 1 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van de verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie B.2.2: *Initiatievenhuis*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020 betreffende de gunning van de opdracht voor het ontwerp van de opdracht "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening" aan Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en het bijzonder bestek van de opdracht voor werken betreffende operatie B.2.2: "gemeenschapsvoorziening";

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023 om de gunningsprocedure voor bovengenoemde opdracht voor werken stop te zetten bij gebrek aan bevredigende offertes;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023 tot goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "projectontwerper voor de rehabilitatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot gemeenschapsvoorziening" na de stopzetting van de procedure van de opdracht voor werken en met het oog op de wijziging van het project om de kosten van de werkzaamheden te beperken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2023 tot goedkeuring van het voorontwerp van aanhangsel 1 en de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 februari 2024 betreffende de goedkeuring van het dossier betreffende de stedenbouwkundige vergunning voor de "renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot gemeenschapsvoorziening", voorgesteld door Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning werd ingediend per mail op 19 februari 2024 bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de ontvangstbevestiging van het volledige dossier werd ontvangen op 21 maart 2024;

Overwegende de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-B.2.2 betreffende de opdracht "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening" als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden bekendgemaakt op het Bosa-platform;

Overwegende dat wordt voorgesteld te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 2.305.775,62 € excl. btw + 10% voor onvoorziene

kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.536.353,18 € excl. btw zijnde 3.068.987,35 € incl. btw (21%);

Overwegende dat wordt voorgesteld om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van 312.461,77 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 343.707,95 € excl. btw zijnde 415.886,62 € incl. btw (21%);

Overwegende de bijgevoegde lijst met opties;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht exclusief opties neerkomt op 1.993.313,85 € excl. btw + 10 % voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.192.645,24 € excl. btw zijnde 2.653.100,74 € incl. btw (21%);

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het nodige krediet moet worden voorzien op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” bij begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-B.2.2 betreffende de opdracht voor werken "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening";

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 2.305.775,62 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.536.353,18 € excl. btw zijnde 3.068.987,35 € incl. btw (21%);

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 312.461,77 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 343.707,95 € excl. btw zijnde 415.886,62 € incl. btw (21%) ;

Het nodige krediet te voorzien op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” bij begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

69 annexes / 69 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

4 Centrale d'achats – Marchés publics - Gestion des repas scolaires dans une perspective durable

– Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 § 1^{er} de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-S-013.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1^{er} relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l’arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2024 ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 mars 2024 d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de avril et mai 2024 ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 89, §1, 1^o (Services sociaux et autres services spécifiques) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché public "Gestion des repas scolaires dans une perspective durable (2020-S-024)" arrive à échéance et qu’il est indispensable d’en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Considérant le cahier des charges N° SCA-2024-S-013 relatif au marché “Gestion des repas scolaires dans une perspective durable” établi par la Centrale d'achats, en collaboration avec les services de l’Instruction Publique et de l’Enseignement Néerlandophone ;

Considérant que ce marché est divisé en :

* Marché de base (Repas scolaires - année scolaire 2024-2025), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 1 (Repas scolaires - année scolaire 2025-2026), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 2 (Repas scolaires - année scolaire 2026-2027) estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 3 (Repas scolaires - année scolaire 2027-2028), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 3.498.679,48 hors TVA ou € 3.708.600,24, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7031/124-23/16 et 7032/124-23/51 du service ordinaire de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation du budget par l'Autorité de Tutelle) et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour les exercices 2025 à 2028 ;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier des charges N° SCA-2024-S-013 et le montant estimé du marché "Gestion des repas scolaires dans une perspective durable", établis par la Centrale d'achats, en collaboration avec les services de l'Instruction Publique et de l'Enseignement Néerlandophone. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 3.498.679,48 hors TVA ou € 3.708.600,24, 6% TVA comprise pour 4 ans ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Art 5 : De financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7031/124-23/16 et 7032/124-23/51 du service ordinaire de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation du budget par l'Autorité de Tutelle) et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses pour les exercices 2025 à 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Duurzaam beheer van schoolmaaltijden – Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze – Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-S-013.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 19 december 2023 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2024 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 26 maart 2024 om twee voorlopige twaalfden toe te staan voor de maanden april en mei 2024;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten in latere wijzigingen, inzonderheid artikel 89, §1, 1° (Sociale en andere specifieke diensten) en artikel 57 (verlengingsclausules);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het overheidsopdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden (2020-S-024) bijna afloopt en dat het noodzakelijk is een nieuwe te gunnen voor de komende jaren;

Overwegende het bestek nr. SCA-2024-S-013 betreffende de opdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden", opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de diensten Openbaar Onderwijs en Nederlandstalig Onderwijs;

Overwegende dat de opdracht is opgedeeld in:

* Basisopdracht (Schoolmaaltijden - schooljaar 2024-2025), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

* Verlenging 1 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2025-2026), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

* Verlenging 2 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2026-2027), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen ;

* Verlenging 3 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2027-2028), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 3.498.679,48 € excl. btw of 3.708.600,24 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op de begrotingsartikelen 7031/124-23/16 en 7032/124-23/51 van de gewone dienst voor het begrotingsjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid) en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot opnemings voor de begrotingsjaren 2025 tot en met 2028;

BESLIST:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. SCA-2024-S-013 betreffende de opdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden", opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de diensten Openbaar Onderwijs en Nederlandstalig Onderwijs. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. De raming bedraagt 3.498.679,48 € excl. btw of 3.708.600,24 € incl. 6% btw voor 4 jaar;

Art. 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdrachtaankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal en Europees niveau;

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;

Art. 5: Deze uitgaven te financieren uit de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 7031/124-23/16 en 7032/124-23/51 van de gewone dienst van het begrotingsjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid) en kredieten te vragen om deze uitgaven te financieren voor de begrotingsjaren 2025 tot en met 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

5 Centrale d'achats - Marchés publics - Uniformes pour les gardiens de la paix - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2024-F-005 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture d'uniformes pour les gardiens de la paix (2020-F-001) a pris fin le 31 décembre 2023 et qu'il était nécessaire d'en relancer un nouveau pour couvrir les années 2024 à 2027 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} février 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Uniformes pour les gardiens de la paix " (SCA-2024-F-005) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 49.587,04 € hors TVA ou 60.000,36 €, 21% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 300/124-05/-/10 du service ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} février 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Uniformes pour les gardiens de la paix " (SCA-2024-F-005) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 49.587,04 € hors TVA ou 60.000,36 €, 21% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 300/124-05/-/10 du service ordinaire des exercices 2024 à 2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Uniformen voor de gemeenschapswachten - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2024-F-005 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht met betrekking tot de levering van uniformen voor de gemeenschapswachten (2020-F-001) afgelopen is op 31 december 2023 en dat het noodzakelijk was een nieuwe uit te schrijven voor de jaren 2024 tot 2027;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 februari 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Uniformen voor de gemeenschapswachten” (SCA-2024-F-005) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 49.587,04 € excl. btw of 60.000,36 €, 21% btw inbegrepen, voor 4 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 300/124-05/-/10 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 tot 2027;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 februari 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Uniformen voor de gemeenschapswachten” (SCA-2024-F-005) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 49.587,04 € excl. btw of 60.000,36 €, 21% btw inbegrepen, voor 4 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 300/124-05/-/10 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 tot 2027.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

- 6 **Finances – Immeuble sis avenue Van Volxem 364-376 - Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés (règlement-taxe du 16 décembre 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 et 21007 2018 09 000002) et taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités (règlements-taxe des 17 décembre 2013 et 16 décembre 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 et 21007 2018 16 000001) – Désignation d’avocat dans le cadre du recours administratif, devant le tribunal de première instance ainsi que devant la Cour d’appel pour les taxes de l’exercice 2018 – Désignation d’avocat devant la Cour d’appel pour les taxes des exercices 2016, 2017 – Application de l’article 234 paragraphe 3 de la nouvelle loi communale - Information. (*Confidentiel*)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment son article 234 par. 1 et 3;

Considérant que ces paragraphes stipulent respectivement que :

« § 1er. Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions. »

« § 3. Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros. Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance. (...) » ;

Vu les réclamations de la S.A. JCX IMMO datées du 6 octobre 2017, du 15 octobre 2018 et du 30 août 2019 relatives aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés et aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités établies à charge du bien sis 364-376 avenue Van Volxem (LE METROPOLE) pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;

Vu la délibération du collège échevinal du 28 mars 2024 (B/0020) désignant un avocat (Maître Alain MERCIER) ;

Considérant qu’en ce qui concerne les exercices 2016 et 2017, elle le charge d’assurer la défense de la commune de FOREST devant la Cour d’appel de Bruxelles si la SA JCX IMMO interjetait appel des jugements du 23 novembre 2023 rendus par le Tribunal de Première instance francophone de Bruxelles dans les affaires inscrites au rôle sous les références 19/5634/a et 19/5635/A favorables à FOREST ;

Qu’en ce qui concerne l’exercice 2018, elle le charge d’assurer la défense de la commune de FOREST tant au stade du recours administratif, que devant le tribunal de première instance et devant la Cour d’Appel, suite aux réclamations du 30 août 2019 de la S.A. JCX IMMO ;

Qu’elle a été prise en application, notamment, de l’article 234 par. 3 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la délibération du collège échevinal du 28 mars 2024 (B/0020) désignant un avocat (Maître Alain MERCIER) dans le dossier relatif aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés et aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités établies à charge de la S.A. JCX IMMO pour le bien sis 364-376 avenue Van Volxem (LE METROPOLE) pour les exercices 2016, 2017 et 2018 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Financiën – Onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 – Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen (belastingreglement d.d. 16 december 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 en 21007 2018 09 000002) en belasting op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen (belastingreglementen d.d. 17 december 2013 en 16 december 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 en 21007 2018 16 000001) – Aanstelling van een advocaat in het kader van het administratief beroep, voor de rechtbank van eerste aanleg evenals voor het hof van beroep wat de belastingen van aanslagjaar 2018 betreft – Aanstelling van een advocaat voor het hof van beroep wat de belastingen van aanslagjaren 2016, 2017 betreft – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving. (Vertrouwelijk)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 234 §§ 1 en 3;

Overwegende dat deze paragrafen respectievelijk het volgende bepalen:

“§ 1. De gemeenteraad kiest de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast.”

“§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen (...);”

Gelet op de bezwaarschriften van de nv JCX IMMO d.d. 6 oktober 2017, 15 oktober 2018 en 30 augustus 2019 m.b.t. de belastingen op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen en op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen die voor de aanslagjaren 2016, 2017 en 2018 ten laste van het onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (LE METROPOLE), worden gevestigd;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege van 28 maart 2024 (B/0020) die een advocaat (Meester Alain MERCIER) aanstelt;

-

Overwegende dat wat de aanslagjaren 2016 en 2017 betreft, ze hem de opdracht geeft de gemeente VORST voor het hof van Beroep te Brussel te verdedigen indien de nv JCX IMMO tegen de voor VORST gunstige vonnissen d.d. 23 november 2023 van de Franstalige Rechtbank van eerste aanleg te Brussel in de zaken op de rol ingeschreven onder referentnummer 19/5634/a en 19/5635/A, hoger beroep zou aantekenen;

Overwegende dat wat het aanslagjaar 2018 betreft, ze hem de opdracht geeft de gemeente VORST te verdedigen zowel in het stadium van het administratief beroep, als voor de rechtbank van eerste aanleg en voor het hof van beroep, naar aanleiding van de bezwaarschriften d.d. 30 augustus 2019 van de nv JCX IMMO;

Dat ze in toepassing van artikel 234 par. 3 van de Nieuwe Gemeentewet werd aangenomen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beraadslaging van het schepencollege van 28 maart 2024 (B/0020) tot aanstelling van een advocaat (Meester Alain MERCIER) in de zaak m.b.t. de belastingen op gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen en op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen ten laste van de nv JCX IMMO gevestigd voor het goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (LE METROPOLE), voor de aanslagjaren 2016, 2017 en 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

7 **Développement Durable – Action Climat – Projet Potage-Collation – Convention de mise à disposition du matériel pour le fabricant et les écoles.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de l'Action Climat, les services Développement Durable de Forest et Saint-Gilles ont obtenu un subside pour la mise en place de filière(s) « potage-collation » ;

Considérant que le subside précité permet d'acheter du matériel pour la fabrication et la distribution du potage ;

Considérant qu'APRE Services, situé Chaussée de Neerstalle 178 à 1190 Bruxelles, est le fabricant sélectionné pour la fabrication du potage ;

Considérant les écoles secondaires de Forest et Saint-Gilles qui vont consommer le potage-collation ;

Considérant que le matériel de fabrication et distribution du potage sera mis à disposition du fabricant et des écoles, aussi longtemps qu'ils participent à la filière potage-collation ;

Considérant que les communes de Forest et Saint-Gilles ont acheté ce matériel et en sont donc les propriétaires à part égale ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention pour la mise à disposition et l'utilisation de ce matériel ;

Considérant que les conventions ci-jointes ont été rédigées par les services Développement Durable des communes concernées ;

DECIDE ;

D'adopter les conventions de mise à disposition et d'utilisation du matériel de fabrication et distribution de potage dans le cadre du projet de mise en place de filière(s) « potage-collation ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling – Klimaatactie – Project soep als tussendoortje – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van materiaal voor fabrikant en scholen.

DE RAAD,

Overwegende dat de diensten Duurzame Ontwikkeling van Vorst en Sint-Gillis in het kader van de Klimaatactie subsidies hebben verkregen voor de uitvoering van het project "soep als tussendoortje";

Overwegende dat de bovengenoemde subsidie de aankoop van materiaal voor de bereiding en de verdeling van de soep mogelijk maakt;

Overwegende dat APRE Services, gevestigd Neerstalsesteenweg 178 in 1190 Brussel, de fabrikant is die geselecteerd is om de soep te maken;

Overwegende dat de soep zal worden geconsumeerd door de secundaire scholen van Vorst en Sint-Gillis;

Overwegende dat het materiaal voor de bereiding en de verdeling van de soep ter beschikking zal worden gesteld van de fabrikant en van de scholen zolang zij deelnemen aan het project;

Overwegende dat de gemeenten Vorst en Sint-Gillis dit materiaal hebben aangekocht en er dus in gelijke mate eigenaar van zijn;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden gesloten voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van dit materiaal;

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomsten zijn opgesteld door de diensten Duurzame Ontwikkeling van de betrokken gemeenten;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van materiaal voor de bereiding en de verdeling van soep in het kader van het project "soep als tussendoortje".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

8 Développement Durable – Subside Action Climat 2021 – Good Food – Les Potagers de la chaussée de Neerstalle - Avenant - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil du 21 décembre 2021 approuvant la convention de subside entre la commune et Bruxelles Environnement pour la mise en œuvre du projet « Les potagers de la chaussée

de Neerstalle » ;

Considérant que ce projet prévoyait l'activation du potager des Huileries et l'aménagement du potager de la teinturerie (dans l'intérieur d'îlot de la teinturerie) avant le 31 décembre 2023 ;

Considérant qu'en raison du chantier STIB sur la chaussée de Neerstalle, l'aménagement du potager de la teinturerie a dû être reporté à l'été 2024 ;

Considérant qu'il convient dès lors de prolonger la durée de la convention jusqu'en octobre 2024 via l'avenant ci-joint ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cet avenant ;

DECIDE,

D'approuver l'avenant à la convention de subside entre la commune de Forest et Bruxelles Environnement pour le projet « les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling – Subsidie Klimaatactie 2021 – Good Food – De moestuinen van de Neerstalsesteenweg – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Raad van 21 december 2021 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de uitvoering van het project "De moestuinen van de Neerstalsesteenweg";

Overwegende dat dit project voorzag in de activering van de moestuin van de Olieslagerij en de aanleg van de moestuin van de Ververij (op het binnenterrein van de Ververij) vóór 31 december 2023;

Overwegende dat vanwege de MIVB-werf aan de Neerstalsesteenweg de aanleg van de moestuin van de Ververij moest worden uitgesteld tot de zomer van 2024;

Overwegende dat de duur van de overeenkomst daarom moet worden verlengd tot oktober 2024 door middel van bijgevoegd aanhangsel;

Overwegende dat dit aanhangsel moet worden goedgekeurd;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel bij de subsidieovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel voor het project "de moestuinen van de Neerstalsesteenweg";

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om het voornoemde aanhangsel rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Développement Durable – Kaleidogarden – Convention de participation au parcours « Garden Tales » organisé par le CIVA.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège du 20 février 2020 d'approuver la création d'un jardin de plantes tinctoriales, le Kaléidogarden, dans le parc du Bempt sur le terrain situé entre la chaussée de Neerstalle et la ferme du Cairn;

Considérant que la commune s'est engagée sur la voie du développement durable ;

Considérant la mission de sensibilisation du service Développement Durable ;

Considérant l'intérêt pédagogique d'un jardin de plantes tinctoriales à destination du public forestois ;

Considérant qu'il y a lieu de faire connaître le Kaléidogarden aux Forestois ;

Considérant la proposition du CIVA d'inscrire le Kaléidogarden dans le parcours du « Garden tales » le 30 juin 2024 ;

Considérant que le Garden tales a comme objectif de faire parcourir aux publics bruxellois les parcs et jardins de la capitale en se divertissant ;

Considérant que la participation au parcours « Garden Tales » donnera de la visibilité au Kaleidogarden ;

Considérant que l'inscription au parcours du « Garden Tales » est gratuite ;

Considérant que l'ouverture du Kaléidogarden dans le cadre du « Garden Tales » se fera en collaboration avec l'asbl Nuances de plantes ;

Considérant la convention de participation ci-jointe;

DECIDE,

D'approuver la participation du Kaléidogarden au parcours « Garden Tales » le 30 juin 2024 ;

De désigner le Bourgmestre (ou son représentant) et la secrétaire communale pour signer la convention de participation ci-jointe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling – Kaleidogarden – Overeenkomst voor deelname aan het parcours 'Garden Tales' georganiseerd door CIVA.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 20 februari 2020 tot goedkeuring van de aanleg van een tuin met verplanten, de Kaleidogarden, in het Bemptpark op het terrein tussen de Neerstalsesteenweg en de boerderij van Le Cairn;

Overwegende dat de gemeente zich inzet voor duurzame ontwikkeling;

Overwegende de opdracht rond sensibilisering van de dienst Duurzame Ontwikkeling;

Overwegende de pedagogische waarde van een verplantentuin voor de Vorstenaren;

Overwegende dat de Kaleidogarden beter bekend zou moeten worden gemaakt bij de Vorstenaren;

Overwegende het voorstel van CIVA om de Kaleidogarden op te nemen in het parcours van Garden Tales op 30 juni 2024;

Overwegende dat het doel van Garden Tales is om de Brusselaars mee te nemen op een vermakelijke tocht door de parken en tuinen van de hoofdstad;

Overwegende dat deelname aan Garden Tales zichtbaarheid zal geven aan de Kaleidogarden;

Overwegende dat de opname in het parcours van Garden Tales gratis is;

Overwegende dat de opening van de Kaleidogarden in het kader van Garden Tales zal plaatsvinden in samenwerking met de vzw 'Nuances de plantes';

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de deelname van de Kaleidogarden aan het parcours van Garden Tales op 30 juni 2024;

De Burgemeester (of haar afgevaardigde) en de Gemeentesecretaris te machtigen om de bijgevoegde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Mostafa Bentaha entre en séance / treedt in zitting.

Mobilité - Mobiliteit

10 **Mobilité – Quartier Apaisé (CLM) Neerstalle – Convention de mise à disposition de subvention de la Région de Bruxelles-Capitale relative au quartier apaisé Neerstalle – Marquages cyclables.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan Régional de Mobilité approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 2021 ;

Vu l'action A.2 « Apaiser les quartiers » ;

Vu l'appel à candidatures lancé par Bruxelles Mobilité fin 2019 pour la mise en œuvre des premiers Contrats Locaux de Mobilité ;

Vu la décision du Collège en séance du 5 mars 2020 de répondre à l'appel de candidature de Bruxelles Mobilité en vue d'obtenir un Contrat Local de Mobilité, notamment pour la maille "Neerstalle" ;

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité daté du 30 juin 2020 informant les communes de Forest et d'Uccle que la candidature déposée était retenue et sélectionnée par le Gouvernement pour l'année 2021 ;

Considérant que l'étude mobilité liée au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle a démarré début 2022 ;

Considérant que cette étude, menée par le consortium BRAT, 21 Solutions, et Arter est pilotée par Bruxelles Mobilité ;

Considérant qu'un comité d'accompagnement a été créé pour le suivi de cette étude et est composé notamment des services communaux des communes concernées, du SIAMU, des zones de police concernées, et de plusieurs services régionaux ;

Considérant que le consortium désigné par Bruxelles Mobilité a établi un diagnostic participatif qui a été élaboré sur base :

- d'une analyse quantitative : comptages à toutes les entrées et sorties de la maille Neerstalle et à certains carrefours-clés, analyse des données de trafic (floating car data), diagnostic ciblé sur les axes-clés ;
- d'une analyse qualitative des remarques :
 - des associations lors des séance de participation des 29 et 31 mars 2022,
 - des habitants présents lors de la session de participation en ligne le 25 avril 2022,
 - des habitants lors des permanences du mai 2022 dans l'espace public
 - en matinée : croisement Neerstalle/Zwartebeek
 - en après-midi : croisement Kersbeek/Dumonceau/Fiéron,
 - de l'enquête en ligne disponible du 20 avril au 15 juin 2022 ;

Considérant que les comptes-rendus des réunions de participation ont été rendus disponible sur le site « Quartiers apaisés » et que ce site dédié est relayé par le site internet de la commune, afin qu'ils soient accessibles à tout public ;

Considérant les résultats du diagnostic participatif et reprenant les enjeux généraux, liés au trafic automobile, de cadre de vie, piétons et PMR, cyclables, transports publics, poids lourds et logistique ;

Considérant la présentation commune aux Collèges de Forest et d'Uccle en date du 27 septembre 2022 donnant les résultats du diagnostic et présentant les lieux-clés sur lesquels il est nécessaire d'agir afin de répondre aux objectifs du Plan Régional de Mobilité dont, notamment :

- l'apaisement de la maille Neerstalle

- la réduction du trafic de transit
- la réduction des vitesses
- l'amélioration du cadre de vie
- le renforcement des déplacements à pied, à vélo et en transports en commun
- tout en maintenant l'accessibilité du quartier

Considérant la méthodologie de participation citoyenne proposée lors de la présentation aux Collèges de Forest et d'Uccle en date du 27 septembre 2022 ;

Considérant que des ateliers de participation ont eu lieu le 7 décembre 2022 à Uccle et le 8 décembre 2022 à Forest, dont les comptes-rendus ont été rendus disponibles sur le site « Quartiers apaisés » et que ce site dédié est relayé par le site internet de la commune, afin qu'ils soient accessibles à tout public ;

Considérant qu'à la suite de ces ateliers, les résultats de la participation citoyenne ont permis d'alimenter le travail sur les fiches Actions du programme d'interventions ;

Considérant qu'à la suite de cette présentation, le Comité d'Accompagnement a été consulté afin de récolter les avis des acteurs clés tels que la STIB, le SIAMU, Bruxelles-Propreté, etc sur les fiches Actions ;

Considérant que les remarques des membres du CA sur les fiches présentées ont été prises en compte ;

Vu l'approbation des fiches d'interventions et du programme financier en séance du Collège des Bourgmestre et échevins du 29 juin 2023 ;

Considérant que suite à l'approbation des fiches d'interventions, la répartition financière est la suivante :

- 70.000,00 €, dédiés à la communication et l'évaluation du Quartier Apaisé Neerstalle
- 1.500.000 €, dédiés à l'exécution des travaux de réaménagement de la place Saint-Denis et de son parvis
- 1.275.275,00 €, dédiés aux aménagements repris dans les fiches d'interventions ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a transmis une convention pour les prestations liées à la réalisation des marquages cyclables dans plusieurs voiries au sein du Quartier Apaisé Neerstalle ;

Considérant que cette convention est jointe au dossier ;

DECIDE:

D'adopter les conventions jointes au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Autoluwe wijk (LMC) Neerstalle – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de autoluwe wijk Neerstalle – Fietsmarkeringen.

DE RAAD,

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 25 maart 2021;

Gelet op actie A.2 “De wijken autoluw maken”;

Gelet op de oproep tot kandidaatstelling eind 2019 gelanceerd door Brussel Mobiliteit voor de uitvoering van de eerste Lokale Mobiliteitscontracten;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 5 maart 2020 om in te gaan op de kandidatenoproep van Brussel Mobiliteit met het oog op het verkrijgen van een Lokaal Mobiliteitscontract, met name voor de maas “Neerstalle”;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 30 juni 2020 waarin de gemeenten Vorst en Ukkel worden geïnformeerd dat de ingediende kandidatuur is aanvaard en geselecteerd door de regering voor het jaar 2021;

Overwegende dat de mobiliteitsstudie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle begin 2022 van start is gegaan;

Overwegende dat deze studie, uitgevoerd door het consortium BRAT, 21 Solutions en Arter, wordt geleid door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat er een begeleidingscomité werd opgericht voor de opvolging van deze studie dat met name bestaat uit gemeentediensten van de betrokken gemeenten, de DBDMH, de betrokken politiezones en verschillende gewestelijke diensten;

Overwegende dat het door Brussel Mobiliteit aangestelde consortium een participatieve diagnose heeft opgesteld op basis van:

- een kwantitatieve analyse: tellingen aan alle in- en uitgangen van de maas Neerstalle en op bepaalde belangrijke kruispunten, analyse van de verkeersgegevens (floating car data), diagnose gericht op de belangrijkste assen;
- een kwalitatieve analyse van de opmerkingen:
 - van verenigingen tijdens de participatieve sessies van 29 en 31 maart 2022,
 - van inwoners die aanwezig waren op de online participatieve sessie op 25 april 2022,
 - van inwoners tijdens de permanenties in mei 2022 in de openbare ruimte
 - in de voormiddag: kruising Neerstalle/Zwartebeek
 - in de namiddag: kruising Kersbeek/Dumonceau/Fléron,
 - van de online enquête die beschikbaar was van 20 april tot 15 juni 2022;

Overwegende dat de verslagen van de participatievergaderingen beschikbaar zijn gemaakt op de website “Autoluwe wijken” en dat deze site vermeld staat op de website van de gemeente, zodat de verslagen voor iedereen toegankelijk zijn;

Overwegende de resultaten van de participatieve diagnose, waarin de algemene uitdagingen in verband met het autoverkeer, de leefomgeving, voetgangers en PBM, fietsinfrastructuur, openbaar vervoer, vrachtwagens en logistiek uiteengezet zijn;

Overwegende de gezamenlijke presentatie aan de Colleges van Vorst en Ukkel op 27 september 2022, waarin de resultaten van de diagnose werden gegeven en de sleutelplaatsen werden voorgesteld waarvoor actie moet worden ondernomen om te voldoen aan de doelstellingen van het Gewestelijk Mobiliteitsplan, waaronder met name:

- het autoluw maken van de maas Neerstalle
- de beperking van het transitverkeer
- de beperking van de snelheid
- de verbetering van de leefomgeving
- de bevordering van verplaatsingen te voet, met de fiets en met het openbaar vervoer

- met behoud van de toegankelijkheid van de wijk

Overwegende de methodologie voor burgerparticipatie die tijdens de presentatie aan de Colleges van Vorst en Ukkel op 27 september 2022 werd voorgesteld;

Overwegende dat er participatieworkshops plaatsvonden op 7 december 2022 in Ukkel en op 8 december 2022 in Vorst, waarvan de verslagen beschikbaar zijn gemaakt op de website "Autoluwe wijken" en dat deze site vermeld staat op de website van de gemeente, zodat de verslagen voor iedereen toegankelijk zijn;

Overwegende dat na deze workshops de resultaten van de burgerparticipatie input leverden voor het werk aan de actiefiches van het interventieprogramma;

Overwegende dat na deze presentatie het begeleidingscomité werd geraadpleegd om de meningen van de belangrijkste actoren zoals de MIVB, de DBDMH, Net Brussel, ... over de actiefiches te verzamelen;

Overwegende dat er rekening werd gehouden met de opmerkingen van de leden van de raad van bestuur over de voorgelegde fiches;

Gelet op de goedkeuring van de actiefiches en het financieel programma tijdens de zitting van het College van Burgemeester en Schepenen op 29 juni 2023;

Overwegende dat na de goedkeuring van de actiefiches de financiële verdeling als volgt is:

- 70.000,00 € voor de communicatie over en de evaluatie van de autoluwe wijk Neerstalle
- 1.500.000 € voor de uitvoering van de heraanlegwerken van het Sint-Denijsplein en zijn voorplein
- 1.275.275,00 € voor de in de actiefiches opgenomen voorzieningen;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit een overeenkomst heeft overgemaakt voor het aanbrengen van fietsmarkeringen op meerdere wegen in de Autoluwe Wijk Neerstalle;

Overwegende dat deze overeenkomst bij het dossier is gevoegd;

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomsten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Question de Mr Loewenstein :

On parle ici d'un subside de 62.475€ pour des travaux de marquages cyclables sur plusieurs voiries de la maille Neerstalle, ce qui est une bonne chose. Sur ces marquages eux-mêmes, je vois que l'avenue du Jonc y est reprise. Est-ce que le marquage est prévu uniquement sur la partie forestoise ou également sur le tronçon le plus délicat pour les cyclistes, entre Bambou et Gatti de Gamond ?

J'aimerais par ailleurs savoir où en est le projet de maille Neerstalle lui-même. Une

présentation avait été faite devant les conseillers communaux en commission en septembre dernier. Nous avons alors découvert toute une série de mesures renvoyant notamment tout le trafic entrant dans Forest à partir de la ch. de Ruisbroek vers l'avenue de Kersbeek qui monte vers Uccle.

Est-ce que les marquages cyclables sont fait au vu des futurs sens de circulation qui, sauf erreur, ne sont pas définitivement validés ?

Réponse de Mr Mugabo :

Je dois vérifier ce qu'il se fait à Uccle pour l'avenue du Jonc et je vous reviens par écrit.

Un plan de circulation a été adopté l'été dernier concernant la maille Neerstalle. Lors des travaux préparatoires avec la commune d'Uccle, la Région et les habitants, il a été mis en évidence qu'il devait y avoir un renforcement de sécurisation pour les cyclistes d'où la proposition actuellement formulée pour mettre en œuvre des marquages pour améliorer la circulation à vélo dans ce quartier.

Réplique de Mr Loewenstein :

Concernant l'avenue du Jonc, ça me semble essentiel de se coordonner avec Uccle pour avoir un cheminement sécurisé de manière continue.

Concernant la validation du plan de circulation Neerstalle ; pouvez-vous me dire quand et par qui cela a été validé ? Va-t-on réaliser des sens uniques en même temps que les pistes cyclables ? Si ce n'est pas le cas comment va-t-on réaliser de tels marquages en anticipant des futurs changements de sens de circulation ? Il y a une procédure de permis d'urbanisme pour le tronçon verrerie, on n'a pas encore de décision définitive sur ce qui est autorisé ou non sur ce tronçon.

Réponse de Mr Mugabo :

Je n'ai pas la date exacte mais de mémoire c'est en juin 2023 que le Collège a adopté ce plan. Je confirme qu'on attend bien la fin des travaux chaussée de Neerstalle et ceux de la chaussée de Bruxelles et de la place St Denis pour mettre en place le nouveau plan de circulation.

Certains endroits qui nécessitent des aménagements pour améliorer la circulation cycliste ne demandent pas de modification du sens de la circulation. Le marquage suggéré n'a aucune influence sur le sens de circulation.

Nous avons reçu un subside pour ces marquages qui doivent être effectués avant juin 2025.

Vraag van de heer Loewenstein :

We hebben het over een subsidie van 62.475 euro voor fietsmarkeringen op verschillende wegen in de Neerstalle-maas, wat een goede zaak is. Wat de markeringen zelf betreft, zie ik dat de Biezenlaan opgenomen is. Zijn de markeringen alleen gepland voor het Vorstse gedeelte of ook voor het delicaatste stuk voor fietsers, tussen Bamboe en Gatti De Gamond?

Ik zou ook graag willen weten hoe het staat met het project van de Neerstalle-maas zelf. Afgelopen september is er een presentatie gegeven aan de gemeenteraadsleden in de commissie. We hebben toen een hele reeks maatregelen ontdekt, met name het omleiden van al het verkeer dat Vorst binnenkomt vanaf de Ruisbroeksesteenweg naar de Kersbeeklaan, die omhoog gaat richting Ukkel.

Zijn de fietsmarkeringen aangebracht met het oog op de toekomstige verkeersrichtingen die - als ik me niet vergis - nog niet definitief zijn goedgekeurd?

Antwoord van de heer Mugabo :

Ik moet controleren wat er in Ukkel wordt gedaan voor de Biezenlaan en zal u daar schriftelijk antwoord op geven.

Vorige zomer is er een circulatieplan aangenomen voor de Neerstalle-maas. Tijdens de voorbereidende werkzaamheden met de gemeente Ukkel, het Gewest en buurtbewoners werd duidelijk dat de veiligheid voor fietsers verbeterd moest worden, vandaar het huidige voorstel om markeringen aan te brengen om het fietsen in deze wijk te verbeteren.

Repliek van de heer Loewenstein :

Wat de Biezenlaan betreft, denk ik dat het essentieel is om te coördineren met Ukkel om een ononderbroken veilig parcours te garanderen.

Kunt u mij vertellen wanneer en door wie het circulatieplan Neerstalle is goedgekeurd? Zullen er tegelijkertijd met de fietspaden ook eenrichtingsstraten komen? Zo nee, hoe zullen dergelijke markeringen worden aangebracht in afwachting van toekomstige veranderingen in de rijrichting? Er loopt een vergunningsaanvraag voor het gedeelte Glasblazerij en we hebben nog geen definitieve beslissing gehad over wat wel of niet is toegestaan op dit gedeelte.

Antwoord van de heer Mugabo :

Ik heb niet de exacte datum, maar volgens mij was het in juni 2023 dat het College dit plan goedkeurde. Ik kan bevestigen dat we wachten op het einde van de werken aan de Neerstalsesteenweg en die aan de Brusselsesteenweg en het Sint-Denijsplein om het nieuwe circulatieplan te implementeren.

Sommige plaatsen die moeten worden aangepast om het fietsverkeer te verbeteren, vereisen geen wijziging van de rijrichting. De voorgestelde markeringen hebben geen invloed op de rijrichting.

We hebben een subsidie ontvangen voor deze markeringen, die voor juni 2025 moeten aangebracht zijn.

2 annexes / 2 bijlagen

11 Mobilité – Convention de mise à disposition d’une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 66.870,30 € pour l’installation de stationnement vélo et dropzones.

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l’issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisés sur le territoire communal ;

Considérant la demande importante de stationnement pour trottinettes sur le territoire communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 janvier 2021 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A20-794) « Agence du stationnement – Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance :

- l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;
- l'installation de dropzones, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des emplacements ;

Vu l'email de Bruxelles Mobilité du 2 avril 2024 accordant un subside à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo et de dropzones;

Considérant que Bruxelles mobilité et le collège ont validé les emplacements suivants (installation de 53 dropzones) :

- Rue Alfred Orban 27,
- Rue des Alliés 97,
- Rue des Alliés 111,
- Rue des Alliés 235,
- Rue André Baillon 42,
- Place de l'Altitude Cent 34,
- Rue de Berkendael 93,
- Avenue Besme (chemin d'accès vers le parc),
- Rue Bollinckx (# Bd de l'Humanité),
- Rue de Bourgogne 48,
- Rue de Bourgogne 58,
- Avenue Clémentine,
- Avenue Général Dumonceau 56,
- Rue du Feu 11,
- Rue de Fierlant 29,
- Avenue Gabriel Fauré,
- Rue Georges Leclercq 98,
- Rue Georges Leclercq 115,
- Rue Georges Leclercq 47,
- Rue des Glands 53,
- Avenue du Globe 42,
- Avenue du Globe 57,
- Avenue du Globe 74,
- Avenue du Globe 74 (en face),
- Rue de l'Imprimerie 5,
- Avenue Jupiter 192,
- Avenue Kersbeek 252,
- Avenue Kersbeek 277,

- Rue Joseph Bens 191,
- Rue Marconi 167,
- Rue Marconi 167 (en face),
- Rue Marconi 34,
- Rue Marconi 47,
- Rue de Mérode 279 (côté place),
- Rue de Mérode 277 (côté place),
- Avenue Molière (hôpital),
- Rue Pierre Decoster 35,
- Rue Pierre Decoster 58,
- Rue Pierre Decoster 71,
- Rue Roosendael en face du 190,
- Rue de la Soierie (entre le chemin de fer et le Ring),
- Rue de la Soierie (côté Bd de la 2ème armée Britannique),
- Avenue Saint-Augustin 2,
- Avenue Stuart Merrill 222,
- Rue du Tournoi 45,
- Avenue des tropiques 46,
- Avenue de la Verrerie 43A,
- Avenue de la Verrerie 100,
- Rue Vaes (le long du 273 rue de Mérode),
- Rue Félix Waefelaer 18,
- Rue Henri Maubel en face du 106,
- Rue Berkendael en face du 141,
- Chaussée de Bruxelles face 362 ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 66.870,30 € voor de installatie van fietsstallingen en dropzones.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat een aanbod aan beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar parkeerplaatsen voor deelsteps op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20-794) “Parkeeragentschap – Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings”;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest:

- de installatie van beveiligde / niet-beveiligde parkeerplaatsen financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuren;
- de installatie van dropzones financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de locaties;

Gelet op de e-mail van Brussel Mobiliteit van 2 april 2024 waarin een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen en voor dropzones;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit en het College de volgende locaties hebben goedgekeurd (installatie van 53 dropzones):

- Alfred Orbanstraat 27,
- Bondgenotenstraat 97,
- Bondgenotenstraat 111,
- Bondgenotenstraat 235,
- André Baillonstraat 42,
- Hoogte Honderdplein 34,
- Berkendaalstraat 93,
- Besmelaan (toegang naar het park)
- Bollinckxstraat (# Humaniteitslaan),
- Boergondiëstraat 48,
- Boergondiëstraat 58,
- Clementinalaan,
- Generaal Dumonceaulaan 56,
- Vuurstraat 11,
- de Fierlantstraat 29,
- Gabriel Faurélaan,
- Georges Leclercqstraat 98,
- Georges Leclercqstraat 115,
- Georges Leclercqstraat 47,
- Eikelstraat 53,
- Globelaan 42,
- Globelaan 57,
- Globelaan 74,
- Globelaan tegenover 74,
- Drukkerijstraat 5,
- Jupiterlaan 192,
- Kersbeeklaan 252,
- Kersbeeklaan 277,

- Joseph Bensstraat 191,
- Marconistraat 167,
- Marconistraat tegenover 167,
- Marconistraat 34,
- Marconistraat 47,
- de Merodestraat 279 (kant plein),
- de Merodestraat 277 (kant plein),
- Molièrelaan (ziekenhuis),
- Pierre Decosterstraat 58,
- Pierre Decosterstraat 35,
- Pierre Decosterstraat 71,
- Roosendaalstraat tegenover 190,
- Zijdeweeverijstraat (tussen de spoorweg en de Ring),
- Zijdeweeverijstraat (kant van Britse Tweedelegerlaan),
- Sint-Augustinuslaan 2,
- Stuart Merrillaan 222,
- Steekspelstraat 45,
- Keerkringenlaan 46,
- Glasblazerijlaan 43A,
- Glasblazerijlaan 100,
- Vaesstraat (langs De Merodestraat 273),
- Félix Waefelaerstraat 18,
- Henri Maubelstraat tegenover 106,
- Berkendaalstraat tegenover 141,
- Brusselsesteenweg tegenover 362;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, aan te nemen;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

12 Personnel – Secrétaire communal – Règlement de promotion et de recrutement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 25 §1^{er}, qui prévoit que le secrétaire communal est nommé aux conditions fixées conformément à son art. 145 ou désigné dans un mandat conformément à l'art. 69 ;

Considérant qu'une désignation sous mandat est de nature à diminuer l'attractivité de l'emploi et, dès lors, à réduire le nombre de candidatures intéressantes pour cet emploi nécessaire au fonctionnement de toute administration communale, d'autant plus au vu des strictes exigences des conditions de bilinguisme, à laquelle ni la Loi ni la jurisprudence constante du Conseil d'état ne permet de dérogation, ne fut-ce que d'ordre temporaire ;

Vu l'art. 145 §1^{er} de la Nouvelle Loi communale, qui prévoit que le Conseil communal fixe les conditions de recrutement et de promotion du personnel ;

Vu sa décision du 9 septembre 2014 fixant les conditions d'accès au grade de secrétaire communal, en la réservant à la promotion au grand choix parmi les agents du grade de secrétaire d'administration ou supérieur ;

Considérant qu'au vu du profil spécifique demandé pour l'emploi de Secrétaire communal, il est judicieux d'élargir le nombre de candidatures potentielles en d'ouvrant l'accès à cet emploi également aux candidatures en recrutement ;

Considérant que, puisque les procédures de promotion et recrutement seront dès lors organisées conjointement et qu'il convient de soumettre les candidats tant en recrutement et en promotion au même programme d'examen, il y a lieu de fixer un nouveau programme d'examen, étant donné que les candidatures en recrutement peuvent difficilement faire l'objet d'une procédure de promotion au grand choix ;

Considérant par contre qu'il est également judicieux de ne pas entrer dans l'autre extrême et d'admettre trop de candidatures, et qu'il convient dès lors de limiter l'accès au grade par voie de promotion désormais aux agents titulaires du grade d'attaché principal ou supérieur ;

Vu le protocole N° 496, par lequel l'autorité du centre public d'action sociale marque son accord et les délégations syndicales représentatives leur désaccord quant au projet soumis aujourd'hui pour délibération ;

DECIDE,

D'abroger sa décision du 9 septembre 2014 réservant l'accès au grade de Secrétaire communale à la promotion au grand choix ;

D'adopter le règlement fixant les conditions d'accès à l'emploi de Secrétaire Communal par voie de promotion ou de recrutement présenté en annexe.

Le point est reporté.

32 votants : 32 votes positifs.

Personeel – Gemeentesecretaris – Bevorderings- en aanwervingsreglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 25 §1, dat voorziet dat de gemeentesecretaris wordt benoemd met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 145 of aangewezen in een mandaat overeenkomstig artikel 69;

Overwegende dat een aanwijzing per mandaat van dien aard is dat ze de aantrekkelijkheid van de

betrekking vermindert en zodoende het aantal interessante kandidaatstellingen voor deze voor de werking van ieder gemeentebestuur noodzakelijke betrekking verkleint, te meer gezien de strikte vereisten inzake tweetaligheid, waarvoor noch de Wet noch de vaste rechtspraak van de Raad van State uitzonderingen toelaat, zelfs niet indien deze van tijdelijke aard zijn;

Gelet op art. 145 §1 van de Nieuwe Gemeentewet, dat voorziet dat de Gemeenteraad de voorwaarden inzake werving en bevordering van het personeel vastlegt;

Gelet op zijn beslissing van 9 september 2014 tot vastlegging van de toelatingsvoorwaarden voor de graad van gemeentesecretaris, waarbij deze betrekking voorbehouden werd door bevordering door ruime keuze onder de personeelsleden met de graad van bestuurssecretaris of hoger;

Overwegende dat het, gezien het specifieke profiel dat voor de betrekking van Gemeentesecretaris gevraagd wordt, aangewezen is het aantal potentiële kandidaatstellingen uit te breiden door de toegang tot deze betrekking tevens te openen voor kandidaatstellingen via aanwerving;

Overwegende dat, aangezien de bevorderings- en aanwervingsprocedures zodoende gezamenlijk zullen worden georganiseerd en het aangewezen is de kandidaten in aanwerving en bevordering aan hetzelfde examenprogramma te onderwerpen, er een nieuw examenprogramma dient te worden vastgelegd, daar kandidaatstellingen via aanwerving bezwaarlijk het voorwerp kunnen uitmaken van een bevorderingsprocedure door ruime keuze;

Overwegende daarentegen dat het tevens oordeelkundig is niet in het tegenovergestelde uiterste te vervallen en te veel kandidaatstellingen toe te laten, en dat het dientengevolge aangewezen is de toelating tot de graad via bevordering voortaan te beperken tot personeelsleden die houder zijn van de graad van eerstaanwendend attaché of hoger;

Gelet op protocol nr. 496, waarin de overheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aangeeft in te stemmen en de representatieve vakbonden aangeven niet in te stemmen met het ontwerp dat vandaag ter beraadslaging voorligt;

BESLIST

Zijn beslissing van 9 september 2014, waarbij de toelating tot de graad van Gemeentesecretaris werd voorbehouden voor bevordering door ruime keuze, op te heffen;

Het reglement betreffende de toelatingsvoorwaarden voor de betrekking van Gemeentesecretaris door middel van bevordering of aanwerving, voorgelegd in bijlage, aan te nemen.

Het punt wordt verdaagd.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

13 **Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel – Congé de maladie – Modification (jours d'incapacité ne nécessitant pas de certificat médical).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 145 §1 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre VIII « Congé de maladie », section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité », article 5, qui prévoit que les agents contractuels sont dispensés d'introduire un certificat médical pour une absence pour cause de maladie d'un seul jour, tout en limitant cette dispense à un jour par trimestre ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'art. 31 § 2/1, introduite par l'art. 2 de la loi du 30 octobre 2022 portant des dispositions diverses relatives à l'incapacité de travail :

« [...] le travailleur n'est pas tenu, trois fois par année calendrier, de produire un certificat médical pour le premier jour d'une incapacité de travail. Le cas échéant, il communique immédiatement à l'employeur l'adresse où il séjourne durant ce premier jour d'incapacité de travail, à moins que cette adresse corresponde à sa résidence habituelle connue de l'employeur. »

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'adapter l'article précité du règlement des congés applicable au personnel contractuel, afin de supprimer, d'une part, la disposition selon laquelle cette dispense d'introduction de certificat médical serait limitée à un seul jour par trimestre, et, d'autre part, la mention selon laquelle il ne devra s'agir de maladies ne durant qu'une seule journée ;

Considérant également qu'il est judicieux de maintenir le régime de quatre jours de dispense au lieu de trois jours ;

Vu le protocole d'accord n° 486bis conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De modifier l'article 5 de la section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité » du chapitre VIII « Congé de maladie » du règlement des congés applicable au personnel contractuel comme suit :

Ancienne version :

ARTICLE 5

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable (cc 27/04/04 - MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le lendemain matin, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au service du personnel dans les 24 heures.

(cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) Nonobstant ce qui précède, le travailleur qui est malade pour une durée d'un jour (le vendredi compte pour un jour) ne doit pas produire de certificat médical. (CC 13/9/2016 – MRBC) Cette disposition est limitée à un jour par trimestre soit au total quatre jours par année civile. Les jours de maladie sans certificat ne pourront pas être accumulés dans la mesure où un seul jour est octroyé par trimestre et sera perdu, qu'il en ait été fait usage ou non, à l'issue du trimestre.

Nouvelle version :

ARTICLE 5

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2ème jour ouvrable (cc 27/04/04 - MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le jour de travail suivant ladite incapacité, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au département du Personnel et des Ressources humaines dans les 24 heures.

Nonobstant ce qui précède, l'agent qui est en incapacité de travail n'est pas obligé de produire de certificat pour les incapacités de travail ne dépassant pas la durée d'un seul jour ni pour le premier jour de son incapacité. Cette disposition est limitée à quatre jours par année civile. Les jours d'incapacité ne pourront pas être accumulés dans la mesure où ils sont limités à quatre par an et qu'ils seront perdus, qu'il en été fait usage ou non, à l'issue de l'année civile.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel – Ziekteverlof (ziektedagen waarvoor geen medisch attest vereist is).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 145, §1;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op het contractuele personeel, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk VIII 'Ziekteverlof', afdeling 1 'Verlof voor ziekte en/of gebrekkigheid', artikel 5, dat voorziet dat de contractuele personeelsleden niet verplicht zijn een medisch attest in te dienen voor een afwezigheid wegens ziekte van één enkele dag, waarbij deze vrijstelling echter beperkt wordt tot één dag per trimester;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid artikel 31 §2/1, ingevoerd per artikel 2 van de wet van 30 oktober 2022 houdende diverse bepalingen betreffende arbeidsongeschiktheid:

"[...] de werknemer [is] er driemaal per kalenderjaar niet toe gehouden een geneeskundig getuigschrift voor te leggen voor de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid. In voorkomend geval deelt hij de werkgever onmiddellijk mee op welk adres hij zal verblijven tijdens deze eerste dag van arbeidsongeschiktheid, tenzij dit adres overeenstemt met zijn gewoonlijke verblijfplaats die bij de werkgever gekend is";

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voornoemd artikel van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aan te passen, teneinde enerzijds de beperking van deze vrijstelling van het indienen van een medisch attest tot één dag per trimester en anderzijds de vermelding volgens dewelke het slechts om perioden van arbeidsongeschiktheid van één dag kan gaan, af te schaffen;

Overwegende dat het aangewezen is het stelsel van vier dagen vrijstelling in plaats van drie te behouden;

Gelet op protocolakkoord nr. 486bis gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST

Artikel 5 van de afdeling I 'Ziekte voor ziekte en/of gebrek' van hoofdstuk VIII 'Ziekteverlof' van het verlofreglement dat van toepassing is op het contractuele personeel, als volgt te wijzigen:

Vroegere tekst:

ARTIKEL 5

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende dag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04) Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet de agent die slechts één dag ziek is, geen medisch getuigschrift voorleggen (de vrijdag telt voor een hele dag). Deze schikking is beperkt tot één dag per trimester d.w.z. in totaal vier dagen per kalenderjaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin er één enkele dag per trimester toegekend wordt en na afloop van het trimester verloren is, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt. (GR 13/09/2016 – MBHG verstrijken termijn)

Nieuwe tekst:

ARTIKEL 5

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende werkdag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet het personeelslid geen medisch getuigschrift voorleggen voor de arbeidsongeschiktheden die niet langer zijn dan een enkele dag noch voor de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid. Deze bepaling is beperkt tot vier dagen per burgerlijk jaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin ze beperkt zijn tot vier per jaar en na afloop van het burgerlijk jaar verloren worden, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

14 **Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire et en stage – Congé de maladie – Modification (jours d’incapacité ne nécessitant pas de certificat médical).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’art. 119 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1^{er} ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel statutaire et en stage, adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre VIII « Congé de maladie », section 1ère « Congé de maladie et/ou infirmité », article 7, qui prévoit que les agents statutaires sont dispensés d’introduire un certificat médical pour une absence pour cause de maladie d’un seul jour, tout en limitant cette dispense à un jour par trimestre ;

Considérant que cette même disposition est reprise dans le règlement des congés applicable au personnel contractuel ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l’art. 31 § 2/1, introduite par l’art. 2 de la loi du 30 octobre 2022 portant des dispositions diverses relatives à l’incapacité de travail :

« [...] le travailleur n'est pas tenu, trois fois par année calendrier, de produire un certificat médical pour le premier jour d'une incapacité de travail. Le cas échéant, il communique immédiatement à l'employeur l'adresse où il séjourne durant ce premier jour d'incapacité de travail, à moins que cette adresse corresponde à sa résidence habituelle connue de l'employeur. »

Considérant, dès lors, qu’il y a lieu d’adapter l’article précité du règlement des congés applicable au personnel contractuel afin de supprimer, d’une part, la disposition selon laquelle cette dispense d’introduction de certificat médical serait limitée à un seul jour par trimestre, et, d’autre part, la mention selon laquelle il ne devra s’agir de périodes d’incapacité de travail ne durant qu’une seule journée ;

Considérant également qu’il est judicieux de maintenir le régime de quatre jours de dispense au lieu de trois jours ;

Considérant qu’il y a également lieu d’assurer une équité de traitement entre les agents contractuels et statutaires et, de ce fait, d’adapter le règlement des congés applicable aux agents statutaires en conséquent ;

Vu le protocole d’accord n° 486 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De modifier l’article 5 de la section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité » du chapitre VIII « Congé de maladie » du règlement des congés applicable au personnel statutaire et en stage comme suit :

Ancienne version :

ARTICLE 7

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d’infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2ème jour ouvrable (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) de l’absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le lendemain matin, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au service du personnel dans les 24 heures.

(cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) Nonobstant ce qui précède, le travailleur qui est malade pour une durée d'un jour (le vendredi compte pour un jour) ne doit pas produire de certificat médical. (cc 13/9/2016 – MRBC) Cette disposition est limitée à un jour par trimestre soit au total quatre jours par année civile. Les jours de maladie sans certificat ne pourront pas être accumulés dans la mesure où un seul jour est octroyé par trimestre et sera perdu, qu'il en ait été fait usage ou non, à l'issue du trimestre.

Nouvelle version :

ARTICLE 7

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2ème jour ouvrable (cc 27/04/04 - MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le jour de travail suivant ladite incapacité, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au département du Personnel et des Ressources humaines dans les 24 heures.

Nonobstant ce qui précède, l'agent qui est en incapacité de travail n'est pas obligé de produire de certificat pour les incapacités de travail ne dépassant pas la durée d'un seul jour ni pour le premier jour de son incapacité. Cette disposition est limitée à quatre jours par année civile. Les jours d'incapacité ne pourront pas être accumulés dans la mesure où ils sont limités à quatre par an et qu'ils seront perdus, que l'agent en ait été fait usage ou non, à l'issue de l'année civile.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage – Ziekteverlof (ziektedagen waarvoor geen medisch attest vereist is).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk VIII 'Ziekteverlof', afdeling 1 'Verlof voor ziekte en/of gebrekkigheid', artikel 7, dat voorziet dat de statutaire personeelsleden niet verplicht zijn een medisch attest in te dienen voor een afwezigheid wegens ziekte van één enkele dag, waarbij deze vrijstelling echter beperkt wordt tot één dag per trimester;

Overwegende dat diezelfde bepaling opgenomen is in het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid artikel 31 §2/1, ingevoerd per artikel 2 van de wet van 30 oktober 2022 houdende diverse bepalingen betreffende arbeidsongeschiktheid:

“[...] de werknemer [is] er driemaal per kalenderjaar niet toe gehouden een geneeskundig getuigschrift voor te leggen voor de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid. In voorkomend geval deelt hij de werkgever onmiddellijk mee op welk adres hij zal verblijven tijdens deze eerste dag van arbeidsongeschiktheid, tenzij dit adres overeenstemt met zijn gewoonlijke verblijfplaats die bij de werkgever gekend is”;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voornoemd artikel van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aan te passen, teneinde enerzijds de beperking van deze vrijstelling van het indienen van een medisch attest tot één dag per trimester en anderzijds de vermelding volgens dewelke het slechts om perioden van arbeidsongeschiktheid van één dag kan gaan, af te schaffen;

Overwegende dat het aangewezen is het stelsel van vier dagen vrijstelling in plaats van drie te behouden;

Overwegende dat het tevens aangewezen is een gelijke behandeling tussen contractuele en statutaire personeelsleden te verzekeren en zodoende het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden dienovereenkomstig aan te passen;

Gelet op protocolakkoord nr. 486bis gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST

Artikel 5 van de afdeling I ‘Ziekte voor ziekte en/of gebrek’ van hoofdstuk VIII ‘Ziekteverlof’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden en de personeelsleden in stage als volgt te wijzigen:

Vroegere tekst :

ARTIKEL 7

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende dag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet de agent die slechts één dag ziek is, geen medisch getuigschrift voorleggen (de vrijdag telt voor een hele dag). Deze schikking is beperkt tot één dag per trimester d.w.z. in totaal vier dagen per kalenderjaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin er één enkele dag per trimester toegekend wordt en na afloop van het trimester verloren is, ongeacht of er al dan niet

gebruik van werd gemaakt. (GR 13/09/2016 – MBHG verstrijken termijn).

Nieuwe tekst :

ARTIKEL 7

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende werkdag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet het personeelslid geen medisch getuigschrift voorleggen voor de arbeidsongeschiktheden die niet langer zijn dan een enkele dag noch voor de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid. Deze bepaling is beperkt tot vier dagen per burgerlijk jaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin ze beperkt zijn tot vier per jaar en na afloop van het burgerlijk jaar verloren worden, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

15 Marchés publics - MP-2023-T-016 - Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure – Révision du mode de financement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1^{er} juin 2023 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, de l'estimation du marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 relative à l'attribution du marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » à l'entreprise avec la seule offre régulière (sur base du prix), à savoir BAKS BVBA, Lochtemanweg 112 à 3550 Heusden-Zolder pour le montant d'offre contrôlé de € 83.055,00 hors TVA ou € 100.496,55, 21% TVA comprise, soit € 110.546,20, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que, postérieurement au lancement du marché, une demande d'octroi de subsides a été introduite auprès de la Commission communautaire française dans le cadre du soutien de l'accueil de l'enfance ;

Vu la décision définitive d'octroi de la subvention de la Commission communautaire française en date du 12 mars 2024 ;

Considérant qu'il convient de compléter le mode de financement initialement prévu, à savoir un emprunt à charge de la commune, par un subside de la Commission communautaire française d'un montant de 32.800,00 € (article de recette : 844/665-52/03) ;

DECIDE:

Art 1 : De financer la dépense relative au marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » par un subside de la Commission communautaire française dans le cadre du soutien de l'accueil de l'enfance d'un montant de 32.800,00 €, le solde restant par un emprunt à charge de la commune ;

Art 2 : D'inscrire la recette de 32.800,00 € à l'article 844/665-52/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-016 – Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatieweg – Herziening van de financieringswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 juni 2023 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de plaatsingsprocedure van de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 betreffende de gunning van de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg” aan de firma met de enige regelmatige offerte (op basis van de prijs), zijnde BAKS BVBA, Lochtemanweg 112 te 3550 Heusden-Zolder, tegen het nagerekende offertebedrag van € 83.055,00 excl. btw of € 100.496,55 incl. 21% btw; zijnde € 110.546,20, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat na het uitschrijven van de opdracht een aanvraag tot toekenning van subsidies is ingediend bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de ondersteuning van de kinderopvang;

Gelet op de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie d.d. 12 maart 2024;

Overwegende dat de aanvankelijk voorziene financieringswijze, namelijk een lening ten laste van de gemeente, moet worden aangevuld met een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie t.b.v. € 32.800,00 (artikel van ontvangst: 844/665-52/03);

BESLIST:

Art 1 : De uitgave met betrekking tot de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg” te financieren door een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de ondersteuning van de kinderopvang t.b.v. € 32.800,00 en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente.

Art 2 : De ontvangst van € 32.800,00 in te schrijven op artikel 844/665-52/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 tijdens de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

16 **Marchés publics - MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classés et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le Service Travaux réalise des travaux en interne et prépare des dossiers de demande de subsides ;

Considérant qu'il est nécessaire de recourir dans certains projets/travaux aux conseils d'un ingénieur de techniques spéciales et un conseiller PEB ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser des notes et des calculs dans le domaine d'énergie (techniques spéciales et PEB) dans le cadre de demandes de subsides ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an;

Considérant que le budget 2024 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 autorisant la disposition des trois premiers douzièmes provisoires 2024 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026)», pour un montant global estimé à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025 et 2026;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation

du marché «MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026)», pour un montant global estimé à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an, que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentebouwen (2024-2026) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat de dienst Werken intern werkzaamheden uitvoert en dossiers samenstelt voor subsidieaanvragen;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor bepaalde projecten/werken een beroep te doen op het advies van een ingenieur bijzondere technieken en een EPB-adviseur;

Overwegende dat het noodzakelijk is om nota's en berekeningen te maken op het vlak van energie (bijzondere technieken en EPB) in het kader van subsidieaanvragen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 18.595,00 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 21% btw, voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2023 om de drie eerste voorlopige twaalfden voor 2024 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentebouwen (2024-2026)", voor een geraamd totaalbedrag van 18.595,00 € excl.

btw of 22.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar;

Overwegende dat de voor deze uitgave benodigde kredieten opgenomen zijn in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 en de gemeenteraad zal worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentebouwen (2024-2026)”, voor een geraamd totaalbedrag van 18.595,00 € excl. btw of 22.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar; dat de voor deze uitgave benodigde kredieten opgenomen zijn in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 en de gemeenteraad zal worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17 **Marchés publics - MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant la nécessité de procéder à l'entretien des espaces verts communaux y compris ceux du cimetière ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Entretien des espaces verts sur la commune), estimé à € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Entretien des espaces verts dans le cimetière), estimé à € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises;

Considérant que le budget 2024 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 autorisant la disposition des trois premiers douzièmes provisoires 2024 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises et inscrits aux articles 766/124-06/38 (lot 1 : € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises) et 878/124-06/38 (lot 2 : € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises) du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises et inscrits aux articles 766/124-06/38 (lot 1 : € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises) et 878/124-06/38 (lot 2 : € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises) du service ordinaire du budget de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-004 – Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot het onderhoud van de groene ruimten van de gemeente, met inbegrip van die van de begraafplaats;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente), geraamd op 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 €, incl. 21% btw, zijnde 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Onderhoud van de groene ruimten op de begraafplaats), geraamd op 32.270,00 € excl. btw of 39.046,70 €, incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 71.740,00 excl. btw of € 86.805,40 incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2023 om de drie eerste voorlopige twaalfden voor 2024 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)”, voor een totaalbedrag geraamd op 71.740,00 € excl. btw of 86.805,40 € incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1: 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 € incl. 21% btw of 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en 878/124-06/38 (perceel 2: 32.270,00 € excl. btw of 39.046,70 € incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)”, voor een totaalbedrag geraamd op 71.740,00 € excl. btw of 86.805,40 € incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1: 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 € incl. 21% btw of 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en 878/124-06/38 (perceel 2: 32.270,00 € excl. btw of 39.046,70 € incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Ecoles - Scholen

18 Instruction publique – Ecole La Cordée – Projet d'établissement de l'école – Validation.

LE CONSEIL,

Vu le décret mission du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'article 67 §1er alinéa 1 dudit décret qui définit le projet d'établissement comme étant « l'ensemble des choix pédagogiques et, le cas échéant, les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation visés à l'article 69, §2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur » ;

Vu l'article 67 §2 dudit décret, mentionnant que chaque établissement est tenu d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme du processus de contractualisation visé au paragraphe 6, son contrat d'objectifs pour une période de six ans ;

Vu la circulaire n°4968, définissant le projet d'établissement comme une entreprise de concertation qui deviendra un outil de collaboration, une référence interne à l'établissement pour les 3 ans à venir, un support de réflexion, un outil de pilotage et de management, de prospective et d'engagement ;

Considérant que d'après la dite circulaire, le projet d'établissement est un instrument de communication ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école communale de la Cordée a été finalisé par l'équipe éducative, qu'il a été rédigé par l'ensemble de l'équipe éducative dans un souci de clarté et de concrétisation de ses valeurs, choix et actions pédagogiques ;

Considérant que les choix pédagogiques s'inscrivent dans le cadre de :

- La continuité du projet éducatif et pédagogique défini par le Pouvoir Organisateur (la commune de Forest),
- Du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre du 24 juillet 1997,
- Du décret relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ;

Considérant que le projet d'établissement est un outil de clarification tant en interne destiné aux membres de l'équipe, que vers l'extérieur, destiné aux élèves, parents et partenaires ;

Considérant que l'école communale de la Cordée a fait partie de la vague 2 des écoles dans l'élaboration de son plan de pilotage et de la formalisation de son contrat d'objectifs ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école de la Cordée s'inscrit en cohérence et continuité avec son contrat d'objectifs ;

Considérant que le Conseil de participation du 28 novembre 2023 a remis un avis favorable ;

Considérant que le Comité Paritaire Locale (COPALOC) a remis un avis favorable le 14 février 2024 ;

DECIDE :

De valider projet d'établissement de l'école communale de la Cordée dans le cadre du Pacte pour un enseignement d'excellence.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs – School La Cordée – Inrichtingsproject – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het "Takendecreet" van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken

bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op artikel 67, §1, 1e lid van voornoemd decreet dat het inrichtingsproject definieert als “het geheel van pedagogische keuzen en, in voorkomend geval, de bijzondere concrete acties die het opvoedingsteam van de inrichting wil verwezenlijken in samenwerking met het geheel van de leden van de participatieraad bedoeld in artikel 69, § 2, voor het verwezenlijken van de opvoedings- en pedagogische projecten van de inrichtende macht”;

Gelet op artikel 67, §2 van voornoemd decreet, dat vermeldt dat elke inrichting verplicht is een sturingsplan uit te werken in overeenstemming met haar inrichtingsproject dat, na afloop van een proces van contractualisering bedoeld in paragraaf 6, haar doelstellingenovereenkomst voor een periode van 6 jaar zal bevatten;

Gelet op de omzendbrief nr. 4968, die het inrichtingsproject definieert als een overleg dat een samenwerkingsinstrument wordt, een interne verwijzing naar de inrichting voor de komende 3 jaar; een basis voor verdere reflectie, een sturings-, beheers- en prospectie-instrument en een instrument voor betrokkenheid;

Overwegende dat volgens bovengenoemde omzendbrief het inrichtingsproject een communicatie-instrument is;

Overwegende dat het inrichtingsproject van school La Cordée werd afgerond door het opvoedkundig team, dat dit werd opgesteld door het volledige opvoedkundige team, in het belang van de duidelijkheid en de concretisering van zijn waarden, pedagogische keuzen en acties;

Overwegende dat de pedagogische keuzen in de lijn liggen van:

- De continuïteit van het opvoedkundige en pedagogische project bepaald door de Inrichtende macht (de gemeente Vorst),
- Het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren,
- Het decreet tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;

Overwegende dat het inrichtingsproject een instrument voor verduidelijking is, zowel intern, bestemd voor de teamleden, als naar buiten toe, bestemd voor de leerlingen, ouders en partners;

Overwegende dat gemeenteschool La Cordée deel heeft uitgemaakt van golf 2 van scholen in de uitwerking van haar sturingsplan en de formalisering van haar doelstellingenovereenkomst;

Overwegende dat het inrichtingsproject van school La Cordée ingebed is in samenhang met en in het verlengde van haar doelstellingenovereenkomst;

Overwegende dat de Participatieraad van 28 november 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat het Lokaal Paritair Comité (COPALOC) op 14 februari 2024 een gunstig advies heeft uitgebracht;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het inrichtingsproject van school La Cordée in het kader van het Pact voor excellentieonderwijs.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Instruction publique - Openbaar onderwijs

19 **Instruction Publique – Ecole Arc-en-Ciel – Convention de partenariat unique dans le cadre du Festival Bruxelles Babel 2024 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre et la promotion et au renforcement des collaborations entre la Culture et l'Enseignement ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école Arc-En-Ciel s'articule autour des prescriptions/recommandations du Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;

Considérant que celui-ci met en avant la stratégie « favoriser l'accès à la culture » ;

Considérant que celui-ci rentre dans la réforme du Parcours Educatif Culturel et Artistique (PECA) ;

Considérant que l'école Arc-en-Ciel, située Avenue du Globe 40 à 1190 Forest a choisi la collaboration avec l'opérateur culturel unique Tremplins asbl, représenté par Thierry Leroy situé, Rue du Meiboom 18 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que la convention de partenariat vise l'organisation d'un atelier de théâtre débouchant sur une création artistique originale présentée lors du Festival Bruxelles Babel, sur le thème du numérique qui se déroulera les 10 et 11 mai 2024 au Centre Culturel Jacques Franck, Chaussée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles ;

Considérant qu'une convention de partenariat est à proposée entre la Commune de Forest et l'asbl Tremplins et que ce partenariat n'engage aucun frais supplémentaire pour la Commune de Forest ;

DECIDE :

Décide d'approuver la convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'asbl Tremplins , Rue du Meiboom 18 à 1000 Bruxelles, concernant l'organisation d'un atelier de théâtre et une création sur le thème du numérique, les 10 et 11 mai 2024 au Centre Culturel Jacques Franck, Chaussée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles, avec les classes de l'école Arc-en-Ciel, Avenue du Globe 40 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – School Arc-en-Ciel – Overeenkomst unieke samenwerking in het kader van het Festival Bruxelles Babel 2024 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 maart 2006 van de Franse Gemeenschap betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs;

Overwegende dat het inrichtingsproject van de school Arc-en-Ciel draait rond de voorschriften/aanbevelingen van het Pact voor Excellentieonderwijs;

Overwegende dat de strategie van de bevordering van toegang tot cultuur er vooropstaat;

Overwegende dat dit deel uitmaakt van de PECA-hervorming (cultureel en artistiek onderwijstraject);

Overwegende dat de school Arc-en-Ciel, gelegen Globelaan 40 te 1190 Vorst, kiest om samen te werken met de volgende unieke culturele operator : vzw Tremplins, vertegenwoordigd door Thierry Leroy, gevestigd in de Meiboomstraat 18 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de partnerschapsovereenkomst tot doel heeft een theaterworkshop te organiseren voor een originele artistieke creatie die zal worden gepresenteerd tijdens het Festival Bruxelles Babel, met als thema digitale technologie, dat op 10 en 11 mei 2024 zal plaatsvinden in het cultureel centrum Jacques Franck, Waterlooosesteenweg 94 in 1060 Brussel;

Overwegende dat hiervoor een partnerschapsovereenkomst wordt voorgesteld tussen de Gemeente Vorst en de vzw Tremplins, die geen kosten met zich meebrengt voor de Gemeente Vorst;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw Tremplins, Meiboomstraat 18 te 1000 Brussel, voor de organisatie van een theaterworkshop en artistieke creatie op 10 en 11 mei 2024 in het cultureel centrum Jacques Franck, Waterlooosesteenweg 94 in 1060 Brussel, met klassen van de school Arc-en-Ciel, Globelaan 40 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

20 Logement - Régie Foncière – Budget 2024 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires en avril, mai et juin

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant qu'en date du 7 mars 2024, le budget de la régie foncière pour l'exercice 2024 est prêt à être soumis au vote du Conseil communal;

Considérant que ce budget sera présenté au Conseil de mars 2024;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2023 pour ces dépenses;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au Conseil du 19 mars 2024 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt fin avril 2024 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes pour les mois de avril, mai et juin 2024;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2023, détaillés à l'annexe 2 du budget 2023;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie – Begroting 2024 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten in april, mei en juni

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat op 7 maart 2024 de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 klaar is om ter stemming aan de gemeenteraad te worden voorgelegd.

Overwegende dat deze begroting zal worden voorgelegd tijdens de gemeenteraad van maart 2024;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2023;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de gemeenteraad van 19 maart 2024 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste eind april 2024 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST,

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2024;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2023, toegelicht in bijlage 2 van de begroting voor 2023;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21 **Régie Foncière - Mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements » - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 26 septembre 2023 faisant choix de la procédure négociée avec publication préalable comme mode de passation du marché « Mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canda 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », pour un montant total estimé à € 181.818,18 hors TVA ou € 220.000,00, 21% TVA comprise et qui sera demandé à l'article 240-01 lors de l'établissement du budget patrimonial 2024 de la Régie foncière ;

Vu la décision du Conseil communal de financer cette dépense par les ressources provenant des charges urbanistiques du permis d'urbanisme (réf : PU25817) et par le subsidie Politique de la Ville Axe 1 (visa :2310203572) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 d'attribuer le marché pour la mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements » », le montant estimé s'élevant à € 159.632,20 hors TVA ou € 193.154,96, 21% TVA comprise, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 mars 2024 d'octroyer une indemnité, dans le respect du Cahier Spécial de Charges pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », aux 4 opérateurs économiques les mieux classés, pour autant qu'ils aient obtenu au moins 50 points, le montant total estimé s'élevant à € 8.000,00 (non soumis à la TVA) (2.000,00 € par opérateur économique), le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

DÉCIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 attribuant le marché pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », le montant estimé s'élevant à € 159.632,20 hors TVA ou € 193.154,96, 21% TVA comprise , le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 octroyant une indemnité aux opérateurs économiques ayant obtenu 50 points, dans le respect du Cahier Spécial de Charges pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », le montant total estimé s'élevant à 8.000,00 € (non soumis à la TVA) (2.000,00 € par opérateur économique), le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Grondregie – Opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 september 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de “Opdracht van projectontwerper betreffende "Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen" voor een totaalbedrag geraamd op 181.818,18 € excl. btw of 220.000,00 €, 21% btw inbegrepen, en dat ingeschreven zal worden op artikel 240-01 bij de opstelling van de patrimoniale begroting 2024 van de Grondregie;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad om deze uitgave te financieren met de bronnen afkomstig van stedenbouwkundige lasten van de stedenbouwkundige vergunning (ref. SV25817) en met de subsidie van As 1 van het Stadsbeleid (visum 2310203572);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 tot gunning van de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” waarvan het bedrag geraamd wordt op 159.632,20 € excl. btw of 193.154,96 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 maart 2024 tot toekenning van een vergoeding, in naleving van het bijzonder bestek voor de opdracht van projectontwerper van het project betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” aan de 4 best gerangschikte ondernemers, voor zover zij minstens 50 punten verkregen hebben, waarvan het totaalbedrag geraamd wordt op 8.000,00 € (niet aan btw onderworpen) (2.000 € per ondernemer), waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 tot gunning van de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” waarvan het bedrag geraamd wordt op 159.632,20 € excl. btw of 193.154,96 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om een vergoeding toe te kennen aan de ondernemers die minstens 50 punten hebben verkregen, in naleving van het bijzonder bestek voor de opdracht van projectontwerper van het project

betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen”, waarvan het totaalbedrag geraamd wordt op 8.000,00 € (niet onderworpen aan de btw) (2.000,00 € per ondernemer), waarbij het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Population - Bevolking

- 22 **Population - Elections - Adhésion à la centrale d'achat organisée par le Service Public Fédéral Intérieur - Accord cadre - Marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) - Exercice 2024.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2, 7°, b) ;

Considérant que le Service Public Fédéral Intérieur organise une partie de ses marchés en tant que centrale d'achat dans le cadre des élections du 9 juin 2024 ;

Considérant qu'il apparaît intéressant pour la Commune de se doter de la possibilité d'adhérer à ces marchés si la Commune le souhaite ;

Considérant toutefois que cette adhésion n'oblige pas la Commune de devoir passer tous les marchés via cette centrale d'achat ;

DECIDE

D'adhérer au marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin

2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) organisé par le Service Public Fédéral Intérieur en tant que centrale d'achat et de leur communiquer cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Bevolking - Verkiezingen - Aansluiting bij de aankoopcentrale van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Raamovereenkomst - Overheidsopdracht voor leveringen/diensten voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) - Dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 236;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 47;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat een aanbestedende overheid gebruik kan maken, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, van de in artikel 2, 7°, b) bedoelde gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale;

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken een deel van hun opdrachten als aankoopcentrale organiseert in het kader van de verkiezingen van 9 juni 2024;

Overwegende dat het voor de Gemeente interessant lijkt om de mogelijkheid te hebben zich bij deze opdrachten aan te sluiten indien de Gemeente het wenst;

Overwegende dat deze aansluiting de Gemeente er echter niet toe verplicht al haar overheidsopdrachten via deze aankoopcentrale te plaatsen;

BESLIST

Zich aan te sluiten bij de overheidsopdracht voor leveringen/diensten voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) die door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken als aankoopcentrale georganiseerd is en deze beslissing aan hen mee te delen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

23 Motion demandant au Gouvernement Fédéral de réviser la norme KUL-accroître la collaboration entre police Fédérale, police judiciaire, et la zone de police(à la demande de à la demande de Mesdames et Messieurs Lakhroufi (MR), Jans (DéFI), El Yousfi (PS), Koplowicz (PTB*PVDA), Peycker (les engagé.e.s), Huytebroeck (Ecolo), AL Masude (IND); conseillers communaux) - Report du 26/03/2024

Considérant que la sécurité est un droit fondamental et une des conditions de l'exercice des libertés individuelles et collectives.

Considérant la série de violences armées auxquelles les forestois(e)s, et plus largement les Bruxellois(e)s, sont confrontés ;

Considérant qu'il y a urgence à renforcer les missions de patrouille, la police de proximité au sein de la Zone de police Bruxelles-Midi.

Considérant qu'il y a urgence à renforcer la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée.

Considérant que nous concentrons sur notre zone des infrastructures qui réclament des dispositifs policiers réguliers importants (stades de foot, salle de concert, prisons et gare internationale) ainsi que des lieux sensibles qualifiés comme tels par l'OCAM;

Considérant que la norme KUL détermine la capacité théorique par zone de police et donc du financement des zones de police.

Considérant que cette clé de répartition désavantage les zones fortement urbanisées comme la Région de Bruxelles-Capitale.

Considérant qu'il y a manifestement un sous financement structurel des six zones de police de la Région Bruxelloise.

Considérant la récente étude publiée par Bruxelles Pouvoirs Locaux (BPL) qui situe ce sous-financement annuel entre 10 et 12 % pour les six zones de police bruxelloises.

Demande au Conseil communal de Forest ;

D'appeler le Gouvernement Fédéral à réviser la norme KUL afin que celle-ci bénéficie mieux aux zones de police bruxelloises.

De renforcer encore la collaboration entre la police fédérale, en ce compris la police judiciaire, et la zone de police Bruxelles-Midi.

D'appeler le Gouvernement Fédéral à renforcer les effectifs au sein de la Direction Judiciaire Déconcentrée de l'arrondissement de Bruxelles.

Pour le groupe MR

Youssef Lakhroufi

Cédric Pierre

Mustapha Ben Taha

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Motie waarin de federale regering wordt verzocht de KUL-norm te herzien, ter versterking van de samenwerking tussen de federale politie, de gerechtelijke politie en de politiezone (op vraag van de dames en heren Lakhroufi (MR), Jans (Défi), El Yousfi (PS), Koplowicz (PTB*PVDA), Peycker (les engagé.e.s), Huytebroeck (GROEN), Al Masude (IND); gemeenteraadsliden).-
Uitstel van 26/03/2024**

Overwegende dat veiligheid een grondrecht is en een van de voorwaarden voor de uitoefening van de individuele en collectieve vrijheden.

Overwegende de opeenvolging van gewapende gewelddaden waarmee de Vorstenaars, en meer in het algemeen de Brusselaars, worden geconfronteerd;

Overwegende dat het dringend nodig is om de patrouilles en de buurtpolitie binnen de Brusselse politiezone Zuid te versterken;

Overwegende dat de strijd tegen de drugshandel en de georganiseerde misdaad dringend moet worden opgevoerd;

Overwegende dat wij in onze zone een concentratie van infrastructuur hebben die een aanzienlijke regelmatige politiecontrole vereisen (voetbalstadions, concertzalen, gevangenissen en een internationaal treinstation), evenals door het OCAD als gevoelig bestempelde sites;

Overwegende dat de KUL-norm de theoretische capaciteit per politiezone bepaalt en dus de financiering van de politiezones;

Overwegende dat deze verdeelsleutel sterk verstedelijkte gebieden zoals het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadeelt;

Overwegende dat er duidelijk sprake is van een structurele onderfinanciering van de zes Brusselse politiezones;

Overwegende de studie die Brussel Plaatselijke Besturen (BPB) recent publiceerde en die deze jaarlijkse onderfinanciering raamt op 10 tot 12% voor de zes Brusselse politiezones;

Vraagt de Gemeenteraad van Vorst:

De federale regering op te roepen om de KUL-norm te herzien, zodat die meer ten goede zou komen aan de Brusselse politiezones;

De samenwerking tussen de federale politie, met inbegrip van de gerechtelijke politie, en de politiezone Brussel-Zuid verder te versterken;

De federale regering op te roepen om het personeel te versterken binnen de gedeconcentreerde gerechtelijke directie van het arrondissement Brussel.

Vanwege de MR-fractie

Youssef Lakhroufi

Cédric Pierre

Mustapha Ben Taha

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Intervention de Mr Loewenstein :

• Dans la situation actuelle, le groupe DÉFI ne peut pas être contre cette motion qui vise à renforcer la présence policière à Bruxelles, avec un petit focus sur la zone Midi. On aurait pu demander qu'il y ait un focus sur Forest en particulier. Je laisse le soin à Madame la Bourgmestre de s'en charger.

Néanmoins, je m'interroge sur les chances que les belles intentions du modeste conseil communal de Forest soit entendu par le Gouvernement fédéral alors que l'on a pas abouti à quelque amélioration sachant que le MR, Ecolo et le PS sont tous les 3 partenaires du Gouvernement fédéral depuis presque 5 ans.

Sur la forme, le MR a initialement pris l'initiative de déposer ici une motion en réaction aux fusillades qui touchent notre commune. C'est bien gentil mais je m'interroge sur la crédibilité de cette demande venant de vous, MR, parti qui participe sans discontinuer depuis 25 ans, depuis ¼ de siècle au Gouvernement fédéral, qui a notamment eu le portefeuille de l'intérieur, qui n'a pas réussi à engranger des résultats là où il est au pouvoir, qui a par-dessus tout contribué à diminuer les moyens de la justice et de la police, et qui vient ici demander – c'est facile mais peu cohérent –, depuis les bancs de l'opposition communale de Forest, au Gouvernement fédéral dans lequel il est dans la majorité, de réaliser ce qu'il n'a pas fait avec vous ces 25 dernières années.

Et à 3, MR, PS et Ecolo, vous n'avez finalement pas réussi à réviser la norme KUL alors que ce point se trouve dans la déclaration de politique générale de la majorité fédérale. J'ai de sérieux doutes sur les chances que cette motion serve à quelque chose alors que 3 des partis autour de la table n'ont pas engrangé de résultats là où ils ont les leviers.

Intervention de Mme Huytebroeck :

On peut bien sûr agir mieux à d'autres niveaux de pouvoir mais j'aimerais qu'on se recentre à notre niveau de pouvoir vu la situation urgente dans laquelle on est. Je me réjouis qu'on ait pu trouver un consensus avec tous les partis représentés dans cette assemblée.

Intervention de Mme El Yousfi :

Je remercie le groupe MR d'avoir introduit dans cette motion beaucoup des suggestions faites par le PS et Ecolo. Je rejoins Mme Huytebroeck sur le fait qu'on pourrait faire mieux mais il est important de noter que la motion a été signée par tous ce soir.

Intervention de Me De Beer :

J'apprécie le consensus et aussi que la notion de « présence de l'armée dans la rue » ait été retirée (sans quoi nous n'aurions pas signé le texte).

Il faut que la police de proximité soit renforcée ainsi que les liens entre celle-ci et les citoyens.

Tussenkomst van de heer Loewenstein :

* In de huidige situatie kan de DÉFI-fractie niet tegen deze motie zijn, die tot doel heeft de aanwezigheid van de politie in Brussel te verhogen, met een kleine focus op de zone Zuid. We hadden kunnen vragen om ons in het bijzonder op Vorst te concentreren. Dat laat ik aan de burgemeester over.

Toch vraag ik me af hoe groot de kans is dat de goede bedoelingen van de bescheiden

gemeenteraad van Vorst gehoord zullen worden door de federale regering, terwijl we geen enkele verbetering hebben bereikt, wetende dat MR, Ecolo en PS allemaal al bijna 5 jaar partners zijn van de federale regering.

Wat de vorm betreft, nam de MR het initiatief om een motie in te dienen als reactie op de schietpartijen in onze gemeente. Dat is heel vriendelijk, maar ik vraag me af hoe geloofwaardig dit verzoek is komende van u, de MR, een partij die al 25 jaar, een kwart eeuw, deel uitmaakt van de federale regering, die onder meer de portefeuille Binnenlandse Zaken heeft gehad, die er niet in geslaagd is resultaten te boeken waar ze aan de macht is, die vooral heeft bijgedragen aan de vermindering van de middelen van justitie en politie, en die hier komt vragen – het is gemakkelijk maar weinig coherent – vanuit de gemeentelijke oppositie in Vorst, aan de federale regering waarin de partij in de meerderheid is, om te realiseren wat de regering de afgelopen 25 jaar niet met u heeft gedaan.

En jullie 3 - MR, PS en Ecolo - zijn er uiteindelijk niet in geslaagd om de KUL-norm te herzien, ook al staat dit punt in de algemene beleidsverklaring van de federale meerderheid. Ik heb ernstige twijfels over de kans dat deze motie iets bereikt als 3 van de partijen rond de tafel geen resultaten hebben bereikt waar ze de hefboomen hebben.

Tussenkoms t van mevrouw Huytebroeck :

We kunnen natuurlijk beter handelen op andere machtsniveaus, maar ik zou graag zien dat we ons weer richten op ons niveau, gezien de urgentie. Ik ben blij dat we met alle partijen die in deze vergadering vertegenwoordigd zijn, een consensus hebben bereikt.

Tussenkoms t van mevrouw El Yousfi :

Ik dank de MR-fractie omdat zij in deze motie veel van de suggesties van de PS en Ecolo heeft opgenomen. Ik ben het met mevrouw Huytebroeck eens dat het beter kan, maar het is belangrijk dat de motie vanavond door iedereen is ondertekend.

Tussenkoms t van de heer De Beer :

Ik waardeer de consensus en ook dat de “aanwezigheid van het leger op straat” is geschrapt; anders hadden we de tekst niet ondertekend.

De buurtpolitie moet worden versterkt, evenals de banden tussen de politie en de burgers.

1 annexe / 1 bijlage

24 Question orale relative à la situation assez inquiétante dans les locaux du Patinage (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)

Madame l'Echevine,

Suite à un article paru la semaine dernière dans la Dernière heure et qui dépeint une situation assez inquiétante dans les locaux du Patinage, nous aimerions que vous puissiez nous donner quelques informations mais également les solutions concrètes que vous envisagez de mettre en place, ainsi que leur délai.

Beaucoup d'éléments dans l'article renvoient à l'organisation des locaux. En effet, les travailleurs de la commune occupent le bâtiment du Patinage depuis 10 ans. Cette solution temporaire - prévue à l'origine pour durer 4 ans, le temps des travaux de la maison communale – dure

depuis 10 ans et nous pouvons imaginer que les locaux ne sont plus adaptés à la situation. Outre la croissance « naturelle » d'une commune, les citoyen.ne.s et donc aussi les travailleur.euse.s de la commune ont dû faire face à deux crises d'importance majeure, à savoir le Covid et la guerre en Ukraine. Ces événements ont changé nos habitudes mais également accru les demandes de la population.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Que comptez-vous mettre en place dans les prochaines semaines pour assurer le confort des travailleur.euse.s et des citoyen.ne.s ?
- Avez-vous également des précisions sur le délai de réintégration dans les locaux de la maison communale historique ? Il nous revient que les locaux du patinage doivent être libérés en juin. Est-ce vrai ? Tout est-il prêt pour le déménagement ?
- Vous avez parlé du non-remplacement des départs à la pension dans le cadre des économies que doit faire la commune. Cela signifie-t-il qu'il n'est pas prévu que des renforts soient envoyés dans les services concernés par la surcharge ?

En vous remerciant pour vos réponses,

Stéphanie Koplłowicz

Mondelinge vraag over de onrustwekkende situatie in de lokalen in de Schaatsstraat (op vraag van mevrouw Koplłowicz, gemeenteraadslid) (*Aanvullend*)

Mevrouw de Schepen,

Naar aanleiding van een artikel in La Dernière Heure van vorige week, waarin een nogal zorgwekkende situatie in de lokalen aan de Schaatsstraat wordt beschreven, zouden wij graag van u informatie ontvangen over de concrete oplossingen die u van plan bent door te voeren en op welke termijn.

Veel van de punten in het artikel betreffen de organisatie van de lokalen. Het gemeentepersoneel werkt al 10 jaar in het pand aan de Schaatsstraat. Deze tijdelijke oplossing – die oorspronkelijk bedoeld was voor 4 jaar, de tijd die nodig was om het gemeentehuis te renoveren – duurt nu al 10 jaar en we kunnen ons voorstellen dat het gebouw niet meer aangepast is aan de behoeften. Naast de 'natuurlijke' groei van een gemeente kregen de burgers en dus ook de gemeentebeambten te maken met twee grote crisissen, nl. de coronapandemie en de oorlog in Oekraïne. Deze gebeurtenissen veranderden onze gewoonten, maar verhoogden ook het aantal vragen van de bevolking.

Onze vragen zijn dus de volgende:

- Wat gaat u de komende weken doen om het comfort van werknemers en burgers te garanderen?
- Hebt u ook informatie over de termijn waarbinnen het historische gemeentehuis weer in gebruik kan worden genomen? Wij hebben vernomen dat de lokalen aan de Schaatsstraat in juni ontruimd moet zijn. Klopt dit? Is alles klaar voor de verhuizing?
- U noemde het niet vervangen van mensen die met pensioen gaan in het kader van de bezuinigingen die de gemeente moet doorvoeren. Betekent dit dat er geen versterking voorzien wordt voor de overbelaste diensten?

Hartelijk dank voor uw antwoorden,

Stéphanie Koplłowicz

25 **Interpellation concernant les problèmes révélés au service Population (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

La presse du 8 avril dernier révélait au grand jour de nouveaux problèmes internes à la commune. Après l'incendie au service prévention sur lequel nous sommes déjà intervenus et qui n'est pas encore éteint, c'est le service population qui fait parler de lui.

La presse évoque une dégradation des conditions de travail ressentie par certains agents, un déséquilibre entre les tâches effectués par les agents. Les personnes visées :

- les chefs de service,
- le chef de département, qui rappelons-le, est ingénieur, est en fin de carrière et a été muté par le Collège au service Population sans lui demander son avis et sans tenir compte des compétences requises par assumer une telle mission,
- mais aussi l'échevine qui donnerait ses instructions en directe vers les agents en contournant la hiérarchie, qui demanderait de régler des cas particuliers *en faisant fi des règles de rendez-vous imposées par la commune*.

Selon ce même article, il est précisé que la conséquence de cette situation est que certains agents souhaitent démissionner et/ou font l'objet d'un suivi psychologique pour tenir.

Autre problème pointé et non des moindres, un agent du service Action sociale ne peut pas accueillir les Forestois dans de bonnes conditions. Lorsqu'il oriente et assiste des Forestois dans leurs démarches pour des demandes de reconnaissance de handicap, de Grappa, ou encore pour des indications de dernière volonté, il doit pouvoir accueillir les citoyens dans de bonnes conditions, pas en présence d'autres collègues.

La solution proposée : le déplacé dans le local des archives au 1^{er} étage, local sans fenêtre ouvrable, séparé d'une fine paroi de celui de l'échevine qui, selon ses aveux, admet la précarité de la situation tout en précisant que le local d'archives peut être aéré lorsqu'elle ouvre la fenêtre de son bureau grâce à cette fine paroi...

Quant aux PMR, elles sont accueillies au rez-de-chaussée, dans la cafétéria du personnel... entre, je cite le témoignage repris dans la presse, « *le vélo de l'échevine et les câbles des serveurs* » ou bien « *au milieu des collègues qui prennent leur pause* ».

J'apprends qu'une plainte a été déposée auprès de Mensura et que le SIPP aurait établi un rapport de la situation il y a quelques jours.

Avant de poser mes questions, je suis bien conscient qu'il s'agit d'une situation temporaire, situation temporaire depuis +/- 10 ans qui devrait être considérablement améliorée lors du déménagement vers l'Hotel communal. Il n'en demeure pas moins que l'on accueille du public et que ce public doit être accueilli dans de bonnes conditions.

J'en viens à mes questions :

1. Quelles suites ont été données à la plainte introduite auprès de Mensura?

2. Quelles sont les conclusions du SIPP sur la question des locaux?
3. Quelles mesures sont prises pour améliorer le management ? Quelles sont les reproches faits aux chefs de service et au chef de département ?
4. Qu'en est-il des instructions données directement par l'échevine vers les agents ? Est-ce avéré ?

Interpellatie over de problemen die aan het licht zijn gekomen op de dienst Bevolking (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Op 8 april bracht de pers nieuwe interne problemen bij de gemeente aan het licht. Na de 'brand' bij de preventiedienst, waarover we het al gehad hebben en die nog steeds niet 'gedoofd' is, is het nu de dienst Bevolking waarover gesproken wordt.

De pers heeft het over een verslechtering van de werkomstandigheden voor sommige personeelsleden en een onevenwichtige taakverdeling. De betrokkenen:

- de diensthoofden,
- het departementshoofd, een ingenieur, is aan het einde van zijn loopbaan en werd door het College overgeplaatst naar de Bevolkingsdienst zonder zijn advies te vragen en zonder rekening te houden met de vaardigheden die nodig zijn om een dergelijke taak op zich te nemen,
- maar ook de schepen die haar instructies rechtstreeks aan de medewerkers zou geven en daarbij de hiërarchie zou omzeilen, die zou vragen om bepaalde zaken te regelen en daarbij de door de gemeente opgelegde afspraken negeert.

Volgens hetzelfde artikel is het gevolg van deze situatie dat sommige personeelsleden ontslag willen nemen en/of psychologische begeleiding volgen om stand te houden.

Een ander probleem – en niet het minste – is dat een medewerker van de dienst sociale actie niet in staat is om de Vorstenaren in goede omstandigheden te ontvangen. Wanneer hij Vorstenaren begeleidt en helpt met aanvragen voor erkenning van een handicap, IGO of een laatste wilsbeschikking, moet hij burgers in goede omstandigheden kunnen ontvangen, niet in aanwezigheid van collega's.

De voorgestelde oplossing was een verplaatsing naar de archiefruimte op de eerste verdieping: een ruimte waar geen raam geopend kan worden, gescheiden door een dunne wand van het kantoor van de schepen die de precaire situatie toegeeft en aangeeft dat de archiefruimte verlucht kan worden als ze het raam van haar kantoor opent dankzij de fijne wand ...

PBM worden ontvangen op de gelijkvloerse verdieping, in de personeelsrefter – ik citeer het persartikel – "tussen de fiets van de schepen en de kabels van de servers" of "tussen collega's die pauzeren".

Ik hoor dat er een klacht is ingediend bij Mensura en dat de IDPB enkele dagen geleden een rapport heeft opgesteld over de situatie.

Ik ben me ervan bewust dat dit een tijdelijke situatie is – een tijdelijke situatie die al een tiental jaar duurt – die aanzienlijk zou moeten verbeteren als we verhuizen naar het gemeentehuis. Feit blijft echter dat we burgers ontvangen en dat die in goede omstandigheden moet worden onthaald.

Mijn vragen:

1. Welk gevolg is er gegeven aan de klacht die bij Mensura werd ingediend?
2. Wat zijn de conclusies van de IDPB over de kwestie van de lokalen?
3. Welke concrete maatregelen werden er genomen om dit alles te verbeteren? Wat wordt er ten laste gelegd aan de diensthoofden en het departementshoofd?
4. Hoe zit het met de rechtstreekse instructies van de schepen aan de medewerkers? Klopt dit?

5 .Le service population ne travaille peut-être pas dans les meilleures conditions à la rue du Patinage mais cela fait 10 ans que le service s’y trouve et que la population y est accueillie ? Qu’est-ce qu’il explique qu’il aura fallu autant de temps pour dénoncer de tels problèmes ?

6 .Enfin, s’agissant d’une situation temporaire, quand le service « population / état civil / action sociale pourra-t-il regagner l’Hôtel communal.

5. De bevolkingsdienst werkt misschien niet in de beste omstandigheden in de Schaatsstraat, maar ze ontvangen de burgers er al 10 jaar. Waarom heeft het zo lang geduurd om dergelijke problemen te melden?

6. Tot slot, aangezien dit een tijdelijke situatie is, wanneer kan de dienst “bevolking/burgerlijke stand/sociale actie” terugkeren naar het gemeentehuis?

1 annexe / 1 bijlage

26 Interpellation relative au fonctionnement du service de la population, à l’accessibilité des locaux pour les PMR et aux conditions de travail de travail de certains membres du personnel (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)

Madame la Présidente,

Chers collègues,

La presse du 8 avril dernier s’est faite l’écho de dysfonctionnements au sein du service de la population. Selon plusieurs travailleurs interrogés par l’administration, les conditions de travail se seraient considérablement dégradées depuis près d’un an, et en particulier, depuis le changement de chef de service. Ceux-ci évoquent des demandes qui ne respecteraient plus la ligne hiérarchique et le fonctionnement normal du service. Ils s’inquiètent d’une augmentation des agressions et d’une démotivation de plusieurs travailleurs.

En outre, l’article met en lumière le triste sort d’un travailleur communal qui est en charge des dossiers liés à l’action sociale. Selon l’article, deux travailleurs doivent se partager un local d’archives

dépourvu de ventilation. Le SIPP aurait visité les locaux. Face à cette situation, l'Echevine propose d'ouvrir sa fenêtre voisine, on peut apprécier sa sollicitude mais je crains que cela ne permette pas d'atteindre des conditions minimales de bien-être au travail. Et il n'est pas non plus acceptable de laisser des travailleurs dans un cadre de travail aussi déplorable en attendant le déménagement dans la maison communale. Une solution à court-terme doit être trouvée et elle est doit l'être dans les plus brefs délais.

Pire encore, pour un service à vocation sociale, qui est notamment chargé de traiter les demandes d'allocations GRAPA et la rédaction des dernières volontés, ce local n'est pas accessible aux PMR et donc difficile d'accès pour nos séniors. Une solution a visiblement été trouvée puisqu'il est désormais possible que ces personnes aient un rendez-vous dans la cafétéria du personnel, pour la confidentialité, ce n'est pas vraiment l'idéal. Le personnel serait d'ailleurs mécontent de cette situation. Le Collège préconise donc d'organiser les rendez-vous lorsque les guichets sont fermés, là-encore, ce n'est pas très optimal comme solution.

Par ailleurs, dans l'article, l'Echevine s'est refusée à tout commentaire sur la problématique du management, ce qui incidemment nous incline à penser que tout ne fonctionne pas bien dans le service.

Je souhaite donc interroger le Collège sur les éléments suivants :

1° Pourriez-vous vous nous présenter la situation actuelle du fonctionnement du service.

- Combien d'agents sont actuellement en congé maladie ou l'ont été durant plus de dix jours au cours de l'année écoulée ?
- Quels sont les faits reprochés au chef de service ou à la ligne hiérarchique ?
- Quelles moyens avez-vous mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du service suite aux annonces parues dans la presse ?
- Des agressions physiques ou verbales ont-elles été révélées ?
- Quelles mesures sont mises en œuvre pour assurer la sécurité physique et mentale des travailleurs communaux ?

2° En ce qui concerne les conditions de travail de certains travailleurs, pourriez-vous nous faire état de la solution trouvée pour garantir des conditions de travail normales ?

- Quel est la conclusion du rapport du SIPP ?
- Est-ce que l'ensemble des bâtiments communaux ont fait l'objet d'une analyse du SIPP ?
- Est-ce que d'autres cas problématiques ont été identifiés ?

3° En ce qui concerne l'accès aux locaux, pourquoi maintenir un accueil dans le bâtiment Patinage dont les guichets sont déjà saturés et ne pas implanter le service de l'action sociale dans d'autres bâtiments communaux ou du CPAS ?

- Quelles sont les pistes envisagées ?
- Pourquoi ne pas prévoir une tournante de l'agent entre deux bâtiments ou directement chez les personnes concernées si leur déplacement est impossible ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie over de werking van de bevolkingdienst, de toegankelijkheid van de lokalen voor personen met beperkte mobiliteit en de werkomstandigheden van bepaalde personeelsleden (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de voorzitter,

Beste collega's,

Op 8 april berichtte de pers over disfuncties bij de dienst Bevolking. Volgens verschillende werknemers die door de administratie werden ondervraagd, zijn de werkomstandigheden het afgelopen jaar aanzienlijk verslechterd, met name sinds de verandering van diensthoofd. Ze wijzen op verzoeken waarbij de hiërarchie of de normale werking van de dienst niet werden gerespecteerd. Ze maken zich zorgen over een toename van de agressie en de demotivatie van verschillende werknemers.

Het artikel belicht ook de benarde situatie van een medewerker die instaat voor de dossiers omtrent sociale actie. Volgens het artikel moeten twee werknemers een onventileerbare archiefruimte delen. De IDPB zou de lokalen bezocht hebben. In verband met deze situatie stelt de schepen voor om haar raam ernaast open te zetten. Dat begrijpen we, maar ik ben bang dat dit het niet mogelijk zal maken om minimaal welzijn op de werkplek te bereiken. Het is ook niet aanvaardbaar om de werknemers in zo'n deplorabele werkomgeving te laten in afwachting van de verhuizing naar het gemeentehuis. Er moet een kortetermijnoplossing worden gevonden en wel zo snel mogelijk.

Erger nog, voor een dienst met een sociale roeping, die aanvragen voor inkomensgarantie voor ouderen verwerkt en laatste wilsbeschikkingen opstelt, zijn de gebouwen niet toegankelijk voor PBM en dus moeilijk toegankelijk voor senioren. Er is blijkbaar een oplossing gevonden, want deze mensen kunnen nu een afspraak maken in de personeelskantine, hoewel dit niet echt ideaal is vanwege de vertrouwelijkheid. Het personeel is naar verluidt niet blij met deze situatie. Het College raadt daarom aan om afspraken te maken wanneer de loketten gesloten zijn, wat opnieuw niet de beste oplossing is.

Bovendien weigert de schepen in het artikel commentaar te geven op het probleem van het management, wat ons overigens doet vermoeden dat niet alles vlot loopt in de dienst.

Daarom wil ik het College de volgende vragen stellen:

1° Kunt u ons vertellen hoe de dienst momenteel werkt?

- Hoeveel personeelsleden zijn momenteel met ziekteverlof of zijn het afgelopen jaar langer dan tien dagen met ziekteverlof geweest?
- Wat legt men het diensthoofd of de hiërarchie ten laste?
- Welke maatregelen hebt u genomen om de goede werking van de dienst te herstellen na de berichten in de pers?
- Zijn er gevallen van fysieke of verbale agressie gemeld?
- Welke maatregelen werden er genomen om de fysieke en mentale veiligheid van het gemeentepersoneel te garanderen?

2° Wat de arbeidsomstandigheden van bepaalde werknemers betreft, kunt u ons zeggen welke oplossing er gevonden is om normale arbeidsomstandigheden te garanderen?

- Wat is de conclusie van het rapport van de IDPB?
- Zijn alle gemeentegebouwen door de IDPB geanalyseerd?
- Zijn er andere problemen geïnterpreteerd?

3° Waarom, wat de toegang tot de lokalen betreft, een receptie behouden in de Schaatsstraat, waar de loketten al overbelast zijn, en de sociale dienst niet onderbrengen in andere gemeente- of OCMW-gebouwen?

- Welke pistes worden er verkend?
- Waarom niet een medewerker laten circuleren tussen twee gebouwen of rechtstreeks naar de betrokkenen gaan als ze zich niet kunnen verplaatsen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier.

Précisions de Mme La Présidente :

Les points 24, 25 et 26 reprenant les mêmes sujets, ils ont été regroupés et Mme l'échevine répond aux trois questions en une seule fois. Une partie des questions relevant du personnel, Mme l'Echevine répondra partiellement en huis clos.

Réponse de Mme Angeli :

Pour moi, et en concertation avec Mme la Secrétaire, toutes les réponses devraient être en huis clos.

Je vois que vous n'êtes pas d'accord.

Réplique de Mme Koplowicz :

Je n'ai, à dessein, posé aucune question au sujet de personnes spécifiques mais bien sur les locaux, l'organisation du travail, le déménagement et le plan d'économie de la commune pour que vous puissiez y répondre publiquement. Vous pouvez donc, il me semble, répondre à mes questions en séance publique.

Réplique de Mr Pierre :

J'aimerais attirer l'attention de Mme l'Echevine que mis à part ma question sur la ligne hiérarchique pour laquelle je suis d'accord que le huis clos soit requis, le reste me semble découler de la simple organisation des services. Je pense donc que vous devriez nous répondre en séance publique, en toute transparence.

Intervention de Mr Barghouti :

Je permets de rappeler que la notion de transparence n'a rien à voir avec une séance publique ou à huis clos. La transparence d'une échevine vis-à-vis du conseil communal peut se faire également à huis clos. Ou alors, ce que vous allez dire, c'est que dans le public sont des personnes intéressés par la réponse qui sera donnée. Il y a des règles à respecter et on peut poser la question à Mme la Secrétaire communale qui est à même de trancher les questions juridiques qui concernent le conseil communal.

Intervention de Mr Ghysels :

Sur l'interprétation du règlement, le huis clos est l'exception. Il se décline quand on parle de nom de personnes mais pas quand on parle de l'organisation. Ici on ne sait pas identifier de qui on parle, peut-être à l'exception du chef de service. Et la transparence, c'est justement de ne pas le faire à huis clos mais en séance publique, surtout quand il y a du public. Je suis assez surpris de l'interprétation de la transparence par certains.

Réplique de Mr Loewenstein :

Je ne pouvais pas dire mieux que Mr Ghysse. A noter que je n'ai pas de soucis que les questions qui amènent à devoir parler d'une personne en particulier soient renvoyées en huis clos. Quand je pose la question « Le service population ne travaille peut-être pas dans les meilleures conditions à la rue du Patinage mais cela fait 10 ans que le service s'y trouve et que la population y est accueillie ? Qu'est-ce qu'il explique qu'il aura fallu autant de temps pour dénoncer de tels problèmes ? », ça me semble logique que la réponse soit donnée en séance publique. Toutes une série des questions posées peuvent être abordées en séance publique dès lors qu'on ne cite pas de personnes.

Réponse de Mme Angeli :

Je n'ai pas de soucis à répondre en public, je vais faire le tri dans mes réponses.

En ce qui concerne les locaux et le déménagement, ceci n'est pas de mon ressort, je vais laisser la parole aux personnes concernées.

Concernant les agents malades plus de dix jours dans le département affaires du citoyen, je vous rapporte des éléments factuels collectés auprès de la ligne hiérarchique qui pourra le compléter si nécessaire.

5 agents ont été en congé maladie durant plus de dix jours pour l'année écoulée. L'agent attaché au service de l'action sociale a été malade 1 semaine en janvier, 3 jours en février et est en congé de maladie depuis début mars.

Quels sont les faits reprochés aux chefs de service, de département ? En tant qu'Echevine et membre du Collège, je n'ai reçu aucune plainte, aucun de ces points ne m'ont été rapportés. J'ai néanmoins appris que la personne responsable du service Action sociale avait rencontré la Secrétaire communale durant son congé maladie. Pour le reste, j'ai lu l'article comme vous.

Concernant les moyens mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement, Je vous partage premièrement un bref rétroacte pour bien contextualiser :

Il y a quelques mois, demande a été faite dans cette assemblée pour trouver des pistes afin de minimiser le temps d'attente pour prendre un rendez-vous au service permis passeports. Il s'est donc posé le besoin d'un espace pour délivrance de passeports pour répondre au besoin de diminuer le délai d'attente de rdv permis-passeports. Dans ce cadre-là l'équipe s'est réunie pour pouvoir répondre à la demande de réduire le temps d'attente de délivrer les documents ?.

Il existe donc un local au rez, près de la sortie, avec 2 bureaux et 1 petit local à l'étage pour 1 seul bureau.

Suite à une réflexion collective avec tous les agents concernés nous avons testé plusieurs formules et lorsque le responsable du service des affaires sociales était en maladie, la logique a été de rassembler le bureau accueil, aide à la prise de rdv et le bureau délivrance de passeports au rez, près de la sortie. Et de monter le bureau d'action sociale au 1er. Ceci afin de préserver la confidentialité des rdv action sociale, à la demande du responsable (avant de tomber en maladie)

Evidemment, pour les PMR, nous nous adaptons et trouvons des aménagements raisonnables, comme pour tous les services (carte d'identité, état civil qui sont aussi à l'étage):

Voici les quelques pistes de solutions :

- Recevoir les personnes à mobilité réduite sur rendez-vous l'après-midi dans le bureau du rez-de-chaussée.

- Se déplacer à domicile c'est déjà le cas, d'ailleurs une solution est à l'étude car un dossier handicap ou euthanasie se fait en ligne via la plateforme. Donc nous sommes en réflexion avec le service informatique : partage de connexion 4G
- Nous n'avons encore jamais, à ma connaissance, reçu un.e citoyen.ne dans la cuisine réservée au personnel ni même entre des « câbles ». Il doit y avoir confusion entre 2 locaux.
- Un déménagement de service ne serait pas censé car l'action sociale est un service central pour les personnes plus vulnérables et c'est de là parfois qu'elles sont reçues par le service pop, étrangers, état civil ou permis-passeport. Donc, les excentrer et séparer le service action sociale serait compliquer davantage les démarches de ces personnes. Et puis ce serait une logistique supplémentaire : accueil,...
- Encore faudrait-il encore trouver un bâtiment avec local disponible et accessible pour les PMR.
- Nous préférons donc la mutualisation des espaces et la nouvelle façon de travailler dynamique, flexible et mobile comme prévu dans la Maison Dewin.

Vous le dites bien dans votre interpellation, cela fait bientôt 10 ans que nous sommes dans ce bâtiment et qu'il n'y avait jamais eu de problème. Ce local a toujours été exploité successivement par plusieurs personnes sans jamais avoir reçu de plainte. Pour expliquer à tout le monde, il y a bien des fenêtres dans le local incriminé dans l'article. C'est un local lumineux. Il est vrai qu'il y a des archives dans cette pièce tout comme il y en a dans mon bureau. Il est vrai qu'on ne sache pas y ouvrir la fenêtre mais ce n'est pas le seul local dans le cas.

Je conçois que cette situation ne soit pas la meilleure mais je signale que jusqu'ici il n'y a pas réellement eu de plainte.

Vous parlez de deux personnes dans un même local, sachez que ça ne s'est produit que pendant quelques heures uniquement, le temps que le responsable des affaires sociales puisse faire le point avec la personne qui le remplace en cas de maladie.

Concernant les agressions physiques ou verbales, cela arrive malheureusement trop souvent j'en conviens, nous sommes un service au contact direct du public. (CPAS, hôpitaux, banque, mutuelle...). Une aggravation de l'agressivité est cependant déplorée par certains acteurs de terrain, depuis les confinements, et ça ne se limite pas à nos frontières (communales ou nationales)

Suite à cela, La commune a organisé une formation sur la gestion de l'agressivité. Et entre novembre et janvier, tout le département des affaires du citoyen l'a suivie. Les retours sont très positifs.

Les services qui l'ont souhaité, ont conservé les parois mises en place lors de la pandémie.

Le fait de travailler en grande partie sur rendez-vous diminue également les tensions au guichet. Ca apaise donc le personnel.

Le chef de département a aussi rappelé aux agents qu'il existe une cellule d'aide psychologique à laquelle ils peuvent faire appel. C'est le programme d'assistance aux employés. Je vous garantie pour ma part que le bien-être de nos employés est au centre de mes préoccupations.

Concernant ce qui m'est reproché, je ne vois absolument pas à quoi vous faites allusion. Pour ma part, c'est complètement faux et non fondé. Je vois que le journaliste est dans la salle, il pourra sans doute m'en dire plus. Pour ma part, je n'ai strictement rien à me reprocher.

Réplique de Mme Koplowicz :

C'est gentil mais vous n'avez pas répondu à mes questions. On peut voir que c'est compliqué d'occuper ces locaux après dix ans, c'est comme ça. Mais du coup, quand cela va-t-il s'arrêter, quels sont les délais ? A-t-on tenu compte, dans l'aménagement des nouveaux locaux de toutes les questions soulevées ici (intimité et autres). Un autre de mes questions était de savoir si avec le plan d'économies de la commune, un renfort est prévu pour le département des affaires du citoyen ? je n'ai pas entendu de réponse à ces questions.

Réplique de Mme Angeli :

Tout à fait, je n'ai pas répondu à ces questions, quelqu'un d'autre va s'en charger ;

Réponse de Mme Père :

En ce qui concerne les travaux de la maison communale, il faut partir de là. C'est vrai que ça dure depuis dix ans. Je ne suis pas la première échevine à suivre ce dossier qui est extrêmement complexe. Tout le monde attend le retour à la maison communale.

Je vais parler des aspects techniques. Il a toujours été clair qu'on rentrerait dans la maison communale uniquement quand on aurait toutes les attestations de conformité de toutes les installations techniques du bâtiment. Cela pour la sécurité, le bien-être et le confort des travailleurs. On est actuellement à la fin du chantier pour les parties sous-sol, rez-de-chaussée et 1^{er} étage du bâtiment. On est dans une période de négociations avec l'entrepreneur, il y a une série de choses que nous avons obtenues. Cependant, à ce jour, nous n'avons pas toutes les attestations. Nous attendons le rapport des pompiers suite à la visite du 19 avril dernier. Nous attendons aussi l'accord du CPTT qui n'est pas encore là puisqu'on n'a pas tous les documents. Je ne peux donc pas encore vous donner une date de déménagement vu qu'il manque encore une série de documents. Une fois qu'on aura les documents, il y aura l'aspect organisationnel, ce qui n'est pas à charge du service des travaux. Mon rôle est de m'assurer que le personnel et le public soient accueillis dans un bâtiment conforme à tous les critères de sécurité. Etant membre du CPPT, j'ai une responsabilité dans ce sens-là.

Réplique de Mme Koplowicz :

Merci. Il y a des rumeurs qui circulent qu'il faille quitter le Patinage en juin, peut-ont me répondre là-dessus ?

Sur la question d'éventuellement renforcer les services du département des affaires du citoyen, je suis désolée d'insister mais je n'ai pas eu de réponse à cette question-là.

Réponse de Mme El Hamidine

Concernant les aspects organisationnels :

Tous les 15 jours, se réunit le comité Dewin (service des travaux, SIPP, informatique, échevins, secrétaire communale, syndicats) qui discute de l'avancée des travaux et du futur du personnel dans ce bâtiment rénové. De plus nous sommes à l'approche des élections, ce qui complique le fait de déménager maintenant. Il faut que le personnel puisse travailler dans de bonnes conditions pour ces élections. Le temps est trop court pour déménager avant les élections.

Nous n'avons pas encore de date précise pour le déménagement mais on y travaille activement.

Réplique de Mr Pierre :

Juste il manque des éléments de réponses par rapport aux questions

Réplique de Mr Loewenstein :

Je voudrais apporter concernant les rumeurs pour le déménagement du bâtiment Patinage en

juin. Lors d'un précédent conseil communal, j'avais posé la question du bail de ce bâtiment. Celui-ci avait été prolongé de 6 mois et court donc jusqu'à fin juin.

Intervention de Mme El Hamidine :

Les propos de Mr Lowenstein concernent le bâtiment du Kraft.

Réplique de Mr Loewenstein :

C'est juste, je retire ce que j'ai dit. Je repose mes questions par rapport aux suites données à la plainte chez Mensura, savoir si le SIPP a remis ses conclusions, si c'est le cas, peut-on les communiquer ici en séance publique ou si ce n'est pas possible, en huis clos.

Intervention de Mme Moens :

Je pense qu'il doit s'agir d'une plainte informelle parce que formellement, Mensura ne m'a pas encore contactée. Je n'ai pas encore reçu le rapport du SIPP.

Réplique de Mr Pierre :

J'avais encore deux questions pour lesquelles je n'ai pas eu de réponse : - Est-ce que l'ensemble des bâtiments communaux ont fait l'objet d'une analyse du SIPP, avez-vous connaissance d'autres cas problématiques et si oui comment comptez-vous les régler ?- Par rapport au Service de l'action sociale, quel est son état et comment fait-on pour traiter les demandes inhérents à ce service (demande d'euthanasie,...) ?

Réponse de Mme El Hamidine :

Nous n'avons pas encore eu le rapport du SIPP.

Le SIPP fait régulièrement des visites dans différents bâtiments communaux ainsi que dans les écoles.

Par rapport aux affaires sociales, il est clair que deux personnes sont absentes. Si des personnes viennent directement à l'accueil avec des demandes en rapport avec ce service, elles sont renvoyées vers le chef de service. Les demandes d'euthanasie ou de dons d'organes ne sont pas très courantes. Ce sont des demandes qui peuvent être faites dans d'autres lieux. Les demandes concernant le handicap peuvent être faites au niveau des mutuelles et du CPAS. Quand les personnes s'adressent à la communes ont les dirigent donc vers ces organismes.

Il a été demandé qu'on puisse avoir accès aux boîtes mails de ces personnes pour voir s'il y avait des demandes et pouvoir y répondre. Les personnes qui téléphonent sont aussi aidées par les chefs de service. Nous n'avons pas laissé les choses sans solutions. Quand les demandes viennent de personnes âgées, on les dirige vers le Service Seniors où il y a une assistante sociale qui peut les aider également. Nous n'abandonnons pas ce service et nous sommes persuadés de son utilité auprès des personnes concernées.

Réplique de Mme Angeli

Concernant les deux personnes en maladie longue durée, je signale que l'une des deux revient lundi.

Réplique de Mr Pierre.

Je souhaite répliquer sur deux volets :

D'une part par rapport au fonctionnement du service. J'entends la version de l'échevine, j'entends aussi l'inquiétude de mes collègues conseillers que je partage. J'aimerais, comme ça a été le cas quand il y a eu des problèmes au Service de prévention, demander à Madame la

Secrétaire, de faire un rapport sur la situation du département des affaires du citoyen. Ca permettrait de faire la clarté sur ce qui s'y passe et que les conseillers communaux soient au courant de ce qui s'y passe. Cela nous aiderait aussi à guider utilement les administrés sur ce qu'ils lisent dans la presse.

Je souhaite aussi que vous me transmettiez par écrit les chiffres sur les agressions dans ce département.

D'autre part, j'entends qu'actuellement ce sont les chefs de service qui traitent les dossiers pour les deux agents, j'entends qu'un des travailleurs revient ce lundi. Je ne manquerai pas de suivre comment évolue la situation pour éviter que des citoyens soient confrontés à des demandes non traitées. On a une responsabilité collective en tant que Pouvoir public, nos services publics doivent fonctionner.

Toelichting van mevrouw de voorzitter:

Aangezien de punten 24, 25 en 26 over dezelfde onderwerpen gaan, zijn ze samengevoegd en zal de schepen de drie vragen samen beantwoorden. Aangezien sommige vragen over personeel gaan, zal de schepen ze gedeeltelijk achter gesloten deuren beantwoorden.

Antwoord van mevrouw Angeli :

Naar mijn mening, en in overleg met de secretaris, zouden alle antwoorden achter gesloten deuren moeten worden gegeven.

Ik zie dat u het daar niet mee eens bent.

Repliek van mevrouw Koplowitz :

Ik heb bewust geen vragen gesteld over specifieke personen, maar wel over de lokalen, de organisatie van het werk, de verhuizing en het bezuinigingsplan van de gemeente, zodat u die in openbare zitting zou kunnen beantwoorden. Het lijkt mij dus dat u mijn vragen in openbare zitting kunt beantwoorden.

Repliek van de heer Pierre :

Ik wil de aandacht van de schepen vestigen op het feit dat, afgezien van mijn vraag over de hiërarchische lijn, waarvoor ik het ermee eens ben dat het achter gesloten deuren moet worden besproken, de rest mij gewoon een kwestie van organisatie van de diensten lijkt. Daarom vind ik dat u ons in openbare zitting moet antwoorden, in alle openheid.

Tussenkomst van de heer Barghouti :

Ik wil u eraan herinneren dat het begrip transparantie niets te maken heeft met openbare zitting of gesloten deuren. Transparantie van een schepen tegenover de gemeenteraad kan ook achter gesloten deuren. Of anders gaat u zeggen dat er mensen in het publiek zitten die betrokken zijn bij het antwoord dat gegeven zal worden. Er zijn regels die moeten worden nageleefd en de vraag kan worden gesteld aan de gemeentesecretaris, die een uitspraak kan doen over juridische kwesties die de gemeenteraad aangaan.

Tussenkomst van de heer Ghysels :

Wat de interpretatie van het reglement betreft, is vergaderen met gesloten deuren de uitzondering. Het geldt als we het hebben over personen, maar niet als we het hebben over de organisatie. Hier weten we niet over wie het gaat, misschien met uitzondering van het

diensthoofd. En transparantie betekent niet dat we het niet achter gesloten deuren doen, maar in openbare vergadering, vooral als er publiek is. Ik ben nogal verbaasd over de manier waarop sommigen transparantie interpreteren.

Repliek van de heer Loewenstein :

Ik kan het niet beter zeggen dan de heer Ghysels. Ik heb er wel geen probleem mee dat vragen over een bepaalde persoon achter gesloten deuren worden besproken. Als ik vraag "De bevolkingsdienst werkt misschien niet in de beste omstandigheden in de Schaatsstraat, maar ze ontvangen de burgers er al 10 jaar. Waarom heeft het zo lang geduurd om dergelijke problemen te melden?" lijkt het me logisch dat het antwoord wordt gegeven in openbare zitting. Een hele reeks vragen kan in openbare zitting worden behandeld zolang er geen personen bij naam worden genoemd.

Antwoord van mevrouw Angeli :

Ik vind het niet erg om in het openbaar te antwoorden, ik zoek mijn antwoorden wel uit.

Wat de lokalen en de verhuizing betreft: dat is niet mijn bevoegdheid, dus dat laat ik aan de betrokkenen over.

Wat betreft het personeel dat langer dan 10 dagen ziek was in het departement Burgerzaken, geef ik u de feitelijke elementen die ik heb verkregen van de hiërarchische lijn, die kan aanvullen indien nodig.

5 medewerkers waren vorig jaar langer dan 10 dagen in ziekteverlof. Het personeelslid van de dienst sociale actie was 1 week ziek in januari, 3 dagen in februari en is sinds begin maart met ziekteverlof.

Wat legt men de dienst- en departementshoofden ten laste? Als schepen en lid van het College heb ik geen enkele klacht ontvangen en is geen enkel van deze punten mij ter ore gekomen. Wel heb ik vernomen dat de verantwoordelijke van de dienst sociale actie een ontmoeting heeft gehad met de gemeentesecretaris tijdens zijn ziekteverlof. Voor de rest heb ik het artikel net als u gelezen.

Wat betreft de middelen om de goede werking te herstellen, wil ik u eerst een achtergrondschets geven.

Enkele maanden geleden werd in deze vergadering gevraagd om manieren te vinden om de wachttijd voor een afspraak bij de dienst rijbewijzen/paspoorten zo kort mogelijk te maken. Er was dus nood aan een ruimte voor de afgifte van paspoorten, om de wachttijd voor afspraken voor rijbewijzen en paspoorten te verkorten. Het team vergaderde dus om in te gaan op de vraag om de wachttijd voor de afgifte van documenten te verkorten.

Er is dus een ruimte op de begane grond, vlakbij de uitgang, met 2 kantoren en 1 kleine ruimte op de verdieping voor slechts 1 kantoor.

Na brainstormen met alle betrokken medewerkers hebben we een aantal formules uitgeprobeerd, en toen het hoofd van de dienst sociale zaken met ziekteverlof was, was het logisch om de receptie, de hulp bij het maken van afspraken en de balie voor de afgifte van paspoorten samen te brengen op de begane grond, vlakbij de uitgang. En het kantoor van de dienst sociale actie werd naar de eerste verdieping verplaatst. Dit was om de vertrouwelijkheid van afspraken rond sociale actie te garanderen, op verzoek van de verantwoordelijke (vóór diens ziekteverlof).

Voor mensen met beperkte mobiliteit passen we ons natuurlijk aan en vinden we redelijke aanpassingen, zoals voor alle diensten (identiteitskaart, burgerlijke stand ... die ook boven zijn).

Enkele mogelijke oplossingen:

- Mensen met beperkte mobiliteit op afspraak 's middags ontvangen in het kantoor op de begane grond.
- Zich verplaatsen naar de persoon thuis. Dat gebeurt al en er wordt een oplossing bestudeerd, want een handicap- of euthanasiedossier kan online ingediend worden via het platform. Daarom werken we samen met de dienst Informatica rond het delen van een 4G-verbinding.
- Voor zover ik weet, hebben we nog nooit een burger ontvangen in de personeelskeuken of 'tussen de kabels'. Er moet verwarring zijn tussen 2 lokalen.
- Verhuizen zou niet logisch zijn, want sociale actie is een centrale dienst voor kwetsbare mensen en het is soms van daaruit dat ze worden ontvangen door de dienst bevolking, vreemdelingen, burgerlijke stand of rijbewijzen-paspoorten. Dus een afsplitsing van de dienst sociale actie zou het nog ingewikkelder maken voor deze mensen. Het zou ook extra logistiek vergen: onthaal, ...
- En we zouden nog steeds een gebouw moeten vinden met lokalen die beschikbaar en toegankelijk zijn voor PBM.
- Wij geven dus de voorkeur aan het delen van ruimten en een nieuwe manier van werken die dynamisch, flexibel en mobiel is, zoals gepland voor Huis Dewin.

Zoals u in uw interpellatie aangeeft, werken wij al bijna 10 jaar in dit gebouw en er zijn nooit problemen geweest. Het lokaal is altijd achtereenvolgens door verschillende mensen gebruikt zonder ooit een klacht te hebben ontvangen. En ja, er zijn wel degelijk ramen in het lokaal dat in het artikel aan de kaak wordt gesteld. Er is voldoende licht in de ruimte. Het is wel zo dat er archieven in deze kamer liggen, net als in mijn kantoor. Het klopt dat er geen raam open kan, maar het is niet het enige lokaal waar dat het geval is.

Ik begrijp dat deze situatie niet ideaal is, maar ik wil erop wijzen dat er tot nu toe geen echte klachten zijn geweest.

U had het over twee mensen in eenzelfde lokaal, maar u moet weten dat dit slechts een paar uur heeft geduurd, de tijd die het hoofd sociale zaken nodig had om zaken te overlopen met de persoon die hem vervangt bij ziekte.

Wat fysieke of verbale agressie betreft, geef ik toe dat dit helaas maar al te vaak gebeurt, aangezien we een dienst zijn die in rechtstreeks contact staat met het publiek (ocmw, ziekenhuis, bank, ziekenfonds, ...). Sommige terreinwerkers betreuren echter de toename van agressie sinds de lockdowns en dat beperkt zich niet tot onze (gemeentelijke of nationale) grenzen.

Daarom organiseerde de gemeente een vorming agressiebeheersing. Tussen november en januari heeft het hele departement Burgerzaken die gevolgd. De feedback was zeer positief.

De diensten die dat wensten, hebben de wanden die tijdens de pandemie waren geplaatst, behouden.

Het feit dat het meeste werk op afspraak gebeurt, vermindert ook de spanningen aan het loket. Dat is rustgevend voor het personeel.

Het departementshoofd herinnerde het personeel er ook aan dat er een cel psychologische bijstand is waarop ze een beroep kunnen doen. Dat is het Employee Assistance Programme. Van mijn kant kan ik u verzekeren dat het welzijn van onze medewerkers centraal staat.

Ik zie helemaal niet vanwaar de beschuldigingen jegens mij komen. Voor mij is dat volledig vals en ongegrond. Ik zie dat de journalist in de zaal zit, dus die kan me wellicht meer vertellen. Wat mij betreft, heb ik mezelf niets te verwijten.

Repliek van mevrouw Koplowicz :

Dat is aardig, maar u hebt mijn vragen niet beantwoord. Je ziet dat het ingewikkeld is om de lokalen tien jaar te gebruiken. Maar wanneer is het gedaan? Is er bij de inrichting van de nieuwe lokalen rekening gehouden met alles wat hier aan de orde is gesteld (privacy en dergelijke)? Een andere vraag van mij was of er met het besparingsplan in de gemeente versterking voorzien is op het departement Burgerzaken. Hier heb ik geen antwoord op gehoord.

Repliek van mevrouw Angeli :

Absoluut, ik heb die vragen niet beantwoord, dat zal iemand anders doen.

Antwoord van mevrouw Père :

De werken aan het gemeentehuis zijn het uitgangspunt. Het klopt dat het al tien jaar duurt. Ik ben niet de eerste schepen die dit uiterst complexe dossier volgt. Iedereen kijkt uit naar de terugkeer naar het gemeentehuis.

Ik ga het hebben over de technische aspecten. Het is altijd duidelijk geweest dat we pas zouden teruggaan naar het gemeentehuis als we alle conformiteitscertificaten hebben voor alle technische installaties in het gebouw, voor de veiligheid, het welzijn en het comfort van de werknemers. We zijn momenteel aan het einde van de werken voor de kelderverdieping, de begane grond en de eerste verdieping van het gebouw. We zitten in onderhandelingen met de aannemer en we hebben een aantal zaken verkregen. Maar we hebben nog niet alle attesten. We wachten op het rapport van de brandweer na hun bezoek op 19 april. We wachten ook op het akkoord van het CPBW, dat we nog niet hebben ontvangen omdat we niet alle documenten hebben. Ik kan dus nog geen verhuisdatum geven, omdat we nog een aantal documenten missen. Zodra we de documenten hebben, komt het organisatorische aspect, dat niet voor de dienst Werken is. Mijn rol is ervoor te zorgen dat het personeel en het publiek ontvangen worden in een gebouw dat aan alle veiligheidscriteria voldoet. Als lid van het CPBW heb ik een verantwoordelijkheid in dat kader.

Repliek van mevrouw Koplowicz :

Bedankt. Er doen geruchten de ronde dat we de Schaatsstraat in juni moeten verlaten. Kunt u daar een antwoord op geven?

Wat betreft de vraag over de eventuele versterking van de diensten van het departement Burgerzaken, heb ik jammer genoeg geen antwoord gekregen.

Antwoord van mevrouw El Hamidine :

Voor de organisatorische aspecten:

Om de 2 weken vergadert comité Dewin (dienst Werken, IDPB, IT, schepenen, gemeentesecretaris, vakbonden) om de vordering van de werken en de toekomst van het personeel in het gerenoveerde gebouw te bespreken. Bovendien zitten we in de aanloop naar de verkiezingen, wat het moeilijk maakt om nu te verhuizen. Het personeel moet in goede omstandigheden kunnen werken voor deze verkiezingen. De tijd is te kort om nog voor de verkiezingen te verhuizen.

We hebben nog geen precieze datum voor de verhuizing, maar we werken er actief aan.

Repliek van de heer Pierre :

Er zijn nog enkele elementen in de antwoorden die ontbreken.

Repliek van de heer Loewenstein :

Ik wil graag reageren op de geruchten over de verhuizing van de lokalen aan de Schaatsstraat in juni. Tijdens een vorige gemeenteraad heb ik gevraagd naar het huurcontract van dat gebouw. Het huurcontract was met 6 maanden verlengd en loopt dus tot eind juni.

Tussenkoms van mevrouw El Hamidine :

De opmerkingen van de heer Loewenstein hebben betrekking op het Kraft-gebouw.

Repliek van de heer Loewenstein :

Dat klopt. Ik trek dus mijn woorden in. Ik wil graag mijn vragen herhalen over de follow-up van de klacht bij Mensura, d.w.z. of de IDPB zijn conclusies heeft ingediend en zo ja, of deze hier kunnen worden meegedeeld in openbare zitting of, als dat niet mogelijk is, achter gesloten deuren.

Tussenkoms van mevrouw Moens

Ik denk dat het om een informele klacht moet gaan, want formeel heeft Mensura nog geen contact met mij opgenomen. Ik heb het verslag van de IDPB nog niet ontvangen.

Repliek van de heer Pierre :

Ik had nog twee vragen waarop ik geen antwoord heb gekregen: - Zijn alle gemeentelijke gebouwen geanalyseerd door de IDPB? Bent u op de hoogte van andere problematische gevallen en zo ja, hoe denkt u deze op te lossen?- Hoe staat het met de dienst sociale actie en hoe gaan we om met de aanvragen die inherent zijn aan deze dienst (euthanasieverzoeken, ...)?

Antwoord van mevrouw El Hamidine :

We kregen daarover nog geen verslag van de IDPB.

De IDPB brengt regelmatig bezoeken aan verschillende gemeentebouwen en -scholen.

Wat sociale zaken betreft, is het duidelijk dat er twee personen afwezig zijn. Als mensen rechtstreeks naar de receptie komen met vragen in verband met deze dienst, worden ze doorverwezen naar het diensthoofd. Aanvragen i.v.m. euthanasie of orgaandonatie komen niet vaak voor. Deze aanvragen kunnen elders worden ingediend. Aanvragen i.v.m. handicap kunnen worden ingediend bij het ziekenfonds en het OCMW. Wanneer mensen een aanvraag indienen bij de gemeente, worden ze doorverwezen naar deze instanties.

Er is gevraagd om toegang te krijgen tot de mailboxen van deze mensen om te zien of er aanvragen zijn en om die te kunnen beantwoorden. Mensen die bellen, worden ook geholpen door de diensthoofden. We hebben geen zaken onopgelost gelaten. Als er vragen komen van oudere mensen, verwijzen we ze door naar de Seniorendienst, waar er een maatschappelijk werkster is die ook kan helpen. We laten deze dienst niet vallen en we zijn overtuigd van het nut voor de betrokkenen.

Repliek van mevrouw Angeli :

Wat betreft de twee mensen met langdurig ziekteverlof, wil ik erop wijzen dat een van hen maandag terugkomt.

Repliek van de heer Pierre :

Ik wil graag op twee punten reageren:

Ten eerste de werking van de dienst. Ik heb de versie van de schepen gehoord en ik heb ook de bezorgdheid van mijn collega-raadsleden gehoord, waar ik me bij aansluit. Ik zou de secretaris willen vragen om, net als bij de problemen bij de preventiedienst, een rapport op te stellen over de situatie van het departement Burgerzaken. Dit zou het mogelijk maken om te verduidelijken wat er aan de hand is en ervoor te zorgen dat gemeenteraadsleden op de hoogte zijn van wat er gebeurt. Het zou ons ook helpen om onze burgers nuttige informatie te geven over wat ze in de pers lezen.

Ik zou ook graag willen dat u mij cijfers stuurt over gevallen van agressie in dit departement.

Ik hoor ook dat de diensthoofden nu de dossiers van de twee medewerkers behandelen en dat een van hen maandag terugkomt. Ik zal zeker in de gaten houden hoe de situatie evolueert, zodat burgers niet te maken krijgen met onbehandelde vragen. Als overheid hebben we een collectieve verantwoordelijkheid en onze diensten moeten functioneren.

2 annexes / 2 bijlagen

27 **Interpellation relative à l’affichage du drapeau palestinien en soutien au peuple palestinien face aux récentes attaques du gouvernement israélien (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Le 8 avril 2024, six mois se sont écoulés depuis le déclenchement de la sanglante riposte d’Israël à l’attaque du Hamas du 7 octobre.

Le bilan de la guerre à Gaza est apocalyptique : plus de 40 000 tués ou disparus, civil•es dans leur écrasante majorité, dont 14 500 enfants (plus que l’ensemble des enfants morts dans d’autres conflits à travers le monde depuis 4 ans) ; près de 2 millions de déplacés, soit presque toute la population de l’enclave ; 55% du bâti détruit ou endommagé, avec un ciblage systématique des infrastructures civiles, en particulier humanitaires.

De nombreux crimes de guerre ont été perpétrés à Gaza, notamment l’usage de la faim comme arme de guerre, documenté notamment par [Human Rights Watch](#), dénoncé, entre autres, par le secrétaire général de l’ONU Antonio Guterres et le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell;

Par ailleurs, le 26 janvier, la [Cour internationale de justice](#) reconnaissait le risque de génocide à Gaza, notamment au regard des appels à la haine et autres déclarations sans ambiguïté des dirigeants israéliens, et édictait des ordonnances pour le prévenir;

En décembre 2023, la [Fédération internationale pour les droits humains](#) affirmait pour sa part qu’Israël perpétrait d’ores et déjà un génocide contre les Palestiniens à Gaza. C’est également l’opinion de Franceska Albanese, Rapporteuse spéciale de l’ONU pour les droits humains en territoire palestinien occupé, auteure d’un [rapport](#) paru ce 25 mars intitulé “Anatomie d’un génocide”, qui conclut « qu’il existe des motifs raisonnables de croire que le seuil indiquant que des actes de génocide » ont été commis « contre les Palestiniens à Gaza a été atteint »;

Il apparaît que l’opération israélienne n’est pas dirigée contre le Hamas, mais contre l’ensemble du peuple palestinien. De fait, cette guerre intervient dans un contexte de décennies d’oppression des Palestiniens et de déni de leurs droits fondamentaux. Les velléités israéliennes d’effacer le fait palestinien de Gaza doivent être comprises comme la continuité de la Nakba de 1948, quand 750 000 Palestiniens furent chassés de leurs terres.

On constate aussi l’[accélération du nettoyage ethnique et de la colonisation en Cisjordanie](#), à l’ombre des massacres en cours à Gaza.

Arborer le drapeau palestinien, dans ce contexte, c'est marquer sa solidarité avec les trop nombreuses victimes de cette guerre et d'afficher son soutien aux initiatives visant à protéger une population menacée dans son existence même, dont notamment l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et permanent

Par ailleurs, la commune a déjà affiché à plusieurs reprises (dont encore le 5 décembre dernier) son soutien au peuple palestinien. L'affiche du drapeau nous paraît donc cohérent avec la solidarité déjà exprimée envers le peuple palestinien dont la souffrance ne fait qu'augmenter.

Le Collège accepterait-il donc d'afficher le drapeau palestinien sur la maison communale, comme cela fut décidé notamment à Verviers ou Liège ?

Quelles autres mesures de solidarité concrètes sont envisagées?

Merci d'avance pour vos réponses.

Stéphanie Koplowitz

Interpellatie over het uithangen van de Palestijnse vlag als steun aan het Palestijnse volk in het licht van de recente aanvallen van de Israëlische regering (op vraag van Mevrouw Koplowitz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Op 8 april 2024 waren er zes maanden verstreken sinds het bloedige antwoord van Israël op de aanval van Hamas op 7 oktober.

De tol van de oorlog in Gaza is apocalyptisch: meer dan 40.000 doden of vermisten, de overgrote meerderheid van hen burgers, waaronder 14.500 kinderen (meer dan alle kinderen die in de afgelopen 4 jaar zijn omgekomen in andere conflicten over de hele wereld); bijna 2 miljoen ontheemden, zijnde nagenoeg de hele bevolking van de enclave; 55% van de gebouwen zijn verwoest of beschadigd, met regelmatige aanvallen op burgerdoelwitten, in het bijzonder humanitaire infrastructuur.

Er zijn talloze oorlogsmisdaden gepleegd in Gaza, waaronder het gebruik van honger als oorlogswapen, gedocumenteerd door [Human Rights Watch](#) en aan de kaak gesteld o.a. door VN-secretaris-generaal Antonio Guterres en het hoofd van de Europese diplomatie Josep Borrell;

Bovendien erkende het [Internationaal Gerechtshof](#) op 26 januari het risico van genocide in Gaza, vooral gezien de oproepen tot haat en andere ondubbelzinnige verklaringen van Israëlische leiders, en vaardigde het bevelen uit om dit te voorkomen.

In december 2023 verklaarde de [Internationale Federatie voor Mensenrechten](#) dat Israël al schuldig is aan een genocide tegen de Palestijnen in Gaza. Dat is ook de mening van Franceska Albanese, speciale VN-rapporteur voor de mensenrechten in de bezette Palestijnse gebieden, auteur van het [rapport "Anatomy of a Genocide"](#) (gepubliceerd op 25 maart), waarin wordt geconcludeerd dat er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat de drempel die aangeeft dat er genocidedaden zijn gepleegd tegen Palestijnen in Gaza is bereikt.

Het lijkt erop dat de Israëlische operatie niet gericht is tegen Hamas, maar tegen het hele Palestijnse volk. In feite vindt deze oorlog plaats tegen de achtergrond van tientallen jaren van onderdrukking van de Palestijnen en ontzegging van hun fundamentele rechten. De pogingen van Israël om de Palestijnse aanwezigheid in Gaza uit te wissen, moeten gezien worden als een voortzetting van de Nakba in 1948, toen 750.000 Palestijnen van hun land verdreven werden.

We zien ook de [versnelling van etnische zuivering en kolonisatie op de Westelijke Jordaanoever](#), in de schaduw van de opeenvolgende bloedbaden in Gaza.

In deze context is het uithangen van de Palestijnse vlag een teken van solidariteit met de te vele slachtoffers van deze oorlog en van steun aan initiatieven die gericht zijn op de bescherming van een bevolking die in haar bestaan wordt bedreigd, waaronder de invoering van een onmiddellijk en permanent staakt-het-vuren.

De gemeente heeft al meermaals haar steun betuigd aan het Palestijnse volk (o.a. op 5 december jl.). Het uithangen van de vlag lijkt ons dan ook in overeenstemming met de reeds betuigde solidariteit met het Palestijnse volk, waarvan het lijden alleen maar toeneemt.

Is het College bereid om de Palestijnse vlag aan het gemeentehuis op te hangen, zoals onder meer in Verviers en Luik?

Welke andere concrete solidariteitsmaatregelen worden er overwogen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphanie Koplłowicz

Intervention de Mr Loewenstein :

D'abord je voudrais rappeler que nous sommes au Conseil communal de Forest, au niveau communal où nous sommes chargés de traiter des sujets d'intérêt communal.

Et ce qui me préoccupe particulièrement à Forest, c'est la qualité de vie des habitants, c'est la protection de leur pouvoir d'achat, c'est la propreté et la sécurité dans nos rues. C'est aussi la cohésion sociale.

Continuer à importer le conflit israélo-palestinien dans nos rues comme continuent à le faire certains élus et partis représentés au sein de ce conseil communal, c'est jouer avec le feu, c'est attiser les haines des uns et augmenter les peurs des autres.

Dois-je vous rappeler l'augmentation importante des actes antisémites depuis le 7 octobre ? La situation dans certaines écoles et universités, ou encore les tags dans l'espace public dont les derniers qui ont été constatés hier sur la façade de la prison de St Gilles et à la plaine de jeu de la place Constantin Meunier.

Je ne suis malheureusement pas surpris de votre interpellation et surtout ce qu'elle y reprend. J'aurais néanmoins apprécié que vous précisiez que l'attaque du Hamas du 7 octobre n'est pas une simple attaque anodine, que c'est le plus grand pogrom à l'égard de Juifs depuis la Shoah, qu'il a été perpétré par le Hamas qui est une organisation terroriste. Ca vous fait peut-être mal de le dire, mais les mots justes sont importants.

Quant aux crimes de guerre, de génocide, ce n'est pas aux médias et aux ONG à les qualifier comme tels mais à un tribunal. Or, puisque la Cour pénale internationale a été saisie, rappelons qu'elle n'a pas a priori qualifié la riposte israélienne de génocide, qu'elle n'a d'ailleurs pas exigé de cessez-le-feu. Par contre, elle a demandé la libération immédiate des otages, ce que vous omettez de préciser.

Personnellement, je suis intimement convaincu que si les otages avaient été libérés, il en reste pour rappel 133 en captivité, âgés de 1 à 85 ans, il n'y aurait plus besoin de demander un cessez-le-feu, il serait acquis.

Ce qui s'est passé le 7 octobre en Israël et ce qui se passe à Gaza encore aujourd'hui est révoltant et dramatique. Chaque vie innocente perdue, qu'elle soit israélienne ou palestinienne, est douloureuse.

Mais si vous voulez poursuivre dans votre logique de monter les populations les unes contre les autres, continuez comme vous faites. A défaut, remettez-vous en question. Si ce n'est pas pour

vous, au moins pour les Forestoises et les Forestois pour qui la priorité, encore une fois, est que leurs mandataires politiques s'occupent d'abord et avant tout de leur qualité de vie et de leur pouvoir d'achat. Or, il y a encore beaucoup de travail à réaliser pour y arriver. Ne rajoutons pas des problèmes aux problèmes.

Intervention de Mr Pierre :

Je souhaite remercier mon collègue Mr Loewenstein pour ses propos plein de sagesse que nous partageons en tous points au MR. Je pense que la situations que vivent ces deux communautés est fort tendues. Nous avons, je pense, tous en mémoire le conseil communal de décembre. Je pense qu'il n'est pas utile de revenir avec de la violence dans ce conseil. Certes la proposition n'a pas ces intentions-là mais je pense que le sujet nous a profondément parqué alors que notre marge de manœuvre à ce sujet est proprement inexistante au niveau local. On doit prendre cette demande avec les moyens et capacités qui sont les nôtres. A ce titre, mon collègue Mr Lakhloufi complètera mes propos avec une demande qu'on souhaite vous faire.

Intervention de Mr Lakhloufi :

Je souhaite rappeler que la situation est dramatique quel que soit le camp. Rappeler aussi que ce n'est pas le seul conflit, il y en a actuellement dans de nombreux endroits du monde. Pour essayer de trouver une solution qui pourrait convenir à tous, le 21 septembre, c'est la journée internationale de la Paix. Nous souhaitons proposer d'organiser une cérémonie devant le monument aux morts et d'hisser le drapeau de la paix. Les groupes seraient invités à faire des déclarations à ce moment-là. L'idée est de rendre hommage et d'appeler à une paix pour tous les conflits. Nous souhaitons être rassembleurs, constructifs. En tant que mandataires politiques nous devons œuvrer à la cohésion, à l'amitié et à la sécurité pour tous les peuples. Nous devons veiller à ne pas attiser la haine entre les différents peuples qui cohabitent sur Forest.

Intervention de Mme Huytebroeck :

Je ne vais pas répéter la position d'Ecolo en ce qui concerne ce conflit, on la défend de manière très vigoureuse à tous les niveaux de pouvoir. Il est urgent pour nous de reconnaître au Palestiniens le droit d'exister tout comme nous voulons un cessez-le-feu immédiat et la libération de tous les otages. Nous soutenons aussi la justice internationale .Nous souhaitons aussi que soient combattus tous les actes antisémites partout où ils sont commis.

Toutes les actions qui peuvent être menées partout et peuvent faire bouger les lignes doivent être menées.

En ce qui concerne l'action de placer un drapeau, je ne pense pas que ça n'a jamais été fait à Forest, la Bourgmestre nous le dira. Je ne pense pas que le drapeau ukrainien ait été hissé à Forest. Nous ne pensons pas qu'hisser un drapeau particulier soit une bonne idée. Ca ne doit pas se limiter aux symboles ou nous donner bonne conscience. Il ne faudrait pas non plus susciter des polémiques alors que ce dont nous avons besoin, ce sont des actes concrets.

Intervention de Mme El Yousfi :

Je reprends la proposition de Mr Lakhloufi de célébrer la paix le 21 septembre. Je souhaite aussi rappeler que face aux conflits qui ont lieu de par le monde, notre attitude ne doit pas être à géométrie variable. Concernant le conflit israélo-palestinien, on parle de l'importation du conflit par les uns et pas par les autres. Quand on entend le discours ici, pour moi, c'est de l'importation du conflit. Pour moi il est hors de question, quand les uns qualifient ce qu'il se passe là bas, quand c'est un massacre, c'est un massacre, quand c'est un génocide, c'est un génocide. On ne peut pas dire aux uns que les termes qu'ils utilisent ne sont pas valables et utiliser soit même des mots aussi forts que pogrom. Je pense qu'ici, notre parole à nous tous, conseillers communaux, doit être égale. Et je pense que si on veut tous avoir cet esprit de

défense des libertés et des peuples, tout un chacun doit faire attention aux termes qu'il utilise. Je pense que le 7 octobre, tous les démocrates l'ont condamné fermement. Malheureusement, je n'ai pas toujours entendu la même condamnation ferme de tout ce qu'il se passe depuis le 9 octobre. A croire qu'une vie n'est pas égale à une autre.

Le Parti socialiste s'est toujours exprimé par rapport à cet événement qui ne dure pas que depuis le 7 octobre mais depuis 75 ans. Par rapport à la libération des otages, bien sûr, mais de tous les otages parce qu'il faut rappeler que dans les geôles israéliennes il y a des milliers d'otages palestiniens toujours détenus de manière administrative sans aucun jugement. Si certains démocrates trouvent cela normal, moi je ne le trouve pas. Il y a des enfants et des femmes qui se font tuer, il y a une colonisation qui dure. Il y a malheureusement une volonté de recolonisation totale. On a combattu l'apartheid en Afrique du Sud, je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas le même soucis de combat et faire en sorte qu'il y ait deux états libres et égaux.

Réaction de Mr Lowenstein :

Je voudrais juste réagir parce que je trouve la réaction...(Interrompu par Mme la présidente)

Intervention de Mme El Hamidine :

Je vous remercie pour votre question, nous sommes tous sensibles à la situation de Gaza, aux milliers de morts, en ce compris les milliers d'enfants. Le soutien au peuple de Gaza, c'est noté dans l'adoption chahutée d'une motion lors d'un conseil communal précédent.

Jusqu'à présent, le Collège n'a hissé aucun drapeau, ni pour l'invasion en Ukraine ni en soutien pour le peuple congolais ou à la communauté ouïghour. C'est extrêmement périlleux d'assurer une équité, voire de faire des arbitrages entre les horreurs humaines que subissent les populations à travers le monde.

Le collège a pris la décision de faire passer un message universel qui permettra d'exprimer notre solidarité à toutes les victimes de conflits internationaux.

Réplique de Mme Koplwicz :

Si j'ai bien compris ça veut dire affichage du drapeau de la Paix ? Je vous remercie, c'est un geste et c'est mieux que rien.

Je veux répondre pas tant à vous qu'à Mr Loewenstein, que le 26 janvier, la Cour internationale de justice a tranché en disant qu'il y avait un risque de génocide. Je veux rejoindre Mme El Yousfi en ce qui concerne la géométrie très variable en ce qui concerne les indignations internationales. Quand le conflit entre la Russie et l'Ukraine est apparu, il y a eu toute une série de condamnations qu'n'a pas entendu pour ce conflit. C'est aussi dans cette idée-là qu'on souhaitait insister sur l'importance du soutien au peuple palestinien qui en bénéficie beaucoup moins que d'autres populations. Ca n'a rien à voir avec la libération des otages. On a condamné le Hamas, ce n'est pas la question. Quand vous venez, Mr Loewenstein avec la recrudescence des actes antisémites (à voir les chiffres de la réponse écrite, ce n'est pas tellement le cas), vous mélangez tout. La politique coloniale d'un état n'a rien à voir avec ça. Nous devons être très attentif à, d'une part lutter contre l'antisémitisme et d'autre part ne pas l'associer de manière malhonnête avec la critique d'un état.

Réaction de Mr Loewenstein :

Je regrette ne pas pouvoir répondre aux propos à ce qui a été dit par Mmes El Yousfi et Koplwicz d'autant plus que je suis pris à partie et qu'il m'est prêté des intentions qui ne sont pas justifiées. Je respecte la décision de la président mais j'ai beaucoup de choses à dire par rapport à ça. Si je ne peux revenir sur le fond, je me réserve le droit de le faire à un autre

moment mais certains propos proférés sont totalement indécents.

Tussenkomst van de heer Loewenstein :

Allereerst wil ik u eraan herinneren dat we in de gemeenteraad van Vorst zitten, op gemeentelijk niveau, waar we verantwoordelijk zijn voor het behandelen van onderwerpen die van belang zijn voor de gemeente.

En wat mij in Vorst vooral bezighoudt, is de levenskwaliteit van onze inwoners, het beschermen van hun koopkracht, het schoon en veilig houden van onze straten. Het gaat ook over sociale cohesie.

Het Israëliisch-Palestijnse conflict in onze straten blijven importeren, zoals bepaalde verkozenen en partijen in deze gemeenteraad blijven doen, is spelen met vuur, het aanwakkeren van de haat in sommige kringen en het vergroten van de angst van anderen.

Moet ik u herinneren aan de aanzienlijke toename van antisemitische daden sinds 7 oktober? De situatie in bepaalde scholen en universiteiten, of de tags in openbare ruimten, waarvan de recentste gisteren werden opgemerkt op de gevel van de gevangenis van Sint-Gillis en in de speeltuin op het Constantin Meunierplein.

Helaas ben ik niet verrast door uw interpellatie en vooral niet door wat er in staat. Ik had het echter op prijs gesteld als u duidelijk had gemaakt dat de aanval van Hamas van 7 oktober niet zomaar een onschuldige aanval was, maar de grootste pogrom tegen de Joden sinds de Shoah, en dat deze werd gepleegd door Hamas, een terroristische organisatie. Het doet misschien pijn om het te zeggen, maar de juiste woorden zijn belangrijk.

Wat oorlogsmisdaden en genocide betreft, is het niet aan de media en ngo's om deze als zodanig te kwalificeren, maar aan een rechtbank. Nu de zaak aanhangig is gemaakt bij het Internationaal Strafhof, moeten we niet vergeten dat het Strafhof de Israëliische reactie niet a priori als genocide heeft bestempeld en daarnaast geen staakt-het-vuren heeft geëist. Aan de andere kant riep het wel op tot de onmiddellijke vrijlating van de gijzelaars, wat u niet vermeldt.

Persoonlijk ben ik er vast van overtuigd dat als de gijzelaars waren vrijgelaten - ter herinnering: er zitten er nog 133 in gevangenschap, tussen de 1 en 85 jaar oud - het niet meer nodig zou zijn geweest op te roepen tot een staakt-het-vuren. Dan was dat al bereikt.

Wat er op 7 oktober in Israël is gebeurd en wat er nu nog steeds in Gaza gebeurt, is weerzinwekkend en tragisch. Elk onschuldig leven dat verloren gaat, of het nu Israëliërs of Palestijnen zijn, is pijnlijk.

Maar als u door wilt gaan met uw logica om bevolkingsgroepen tegen elkaar op te zetten, ga dan door zoals u bezig bent. Zoniet, stel uzelf dan in vraag. Als u het niet voor uzelf doet, doe het dan op zijn minst voor de inwoners van Vorst, voor wie het nogmaals prioriteit heeft dat hun politieke mandatarissen vooral zorgen voor hun levenskwaliteit en koopkracht. Er is echter nog veel werk aan de winkel om dit te bereiken. Laten we niet nog meer problemen creëren.

Tussenkomst van de heer Pierre :

Ik wil mijn collega, de heer Loewenstein, bedanken voor zijn wijze woorden, die wij bij de MR in alle opzichten delen. Ik denk dat de situatie waarin deze twee gemeenschappen zich bevinden

erg gespannen is. Ik denk dat we ons allemaal de gemeenteraad van december herinneren. Ik denk niet dat het zin heeft om met geweld naar deze raad terug te keren. Het is natuurlijk niet de bedoeling van het voorstel, maar ik denk dat het onderwerp ons ernstig heeft verlamd, hoewel onze speelruimte in deze kwestie op lokaal niveau vrijwel onbestaande is. We moeten dit verzoek inwilligen met de middelen en capaciteiten die we hebben. In dit verband zal mijn collega, de heer Lakhloufi, mijn opmerkingen aanvullen met een verzoek dat wij u willen doen.

Tussenkomst van de heer Lakhloufi :

Ik wil eraan herinneren dat de situatie aan beide kanten tragisch is. Ik wil er ook aan herinneren dat dit niet het enige conflict is; er zijn op dit moment conflicten op tal van plaatsen in de wereld. Om te proberen een oplossing te vinden die voor iedereen aanvaardbaar is, is 21 september de Internationale Dag van de Vrede. We willen voorstellen om een ceremonie te organiseren voor het Monument der Doden en de vredesvlag te hijsen. De fracties zouden worden uitgenodigd om op dat moment verklaringen af te leggen. Het idee is hulde te brengen en op te roepen tot vrede in alle conflicten. We willen verbindend en constructief zijn. Als politieke mandatarissen moeten we werken aan cohesie, vriendschap en veiligheid voor alle volkeren. We moeten oppassen dat we geen haat aanwakkeren tussen de verschillende volkeren die samenleven in Vorst.

Tussenkomst van mevrouw Huytebroeck :

Ik ga het standpunt van Ecolo over dit conflict, dat we op alle machtsniveaus zeer krachtig verdedigen, niet herhalen. Voor ons is het dringend noodzakelijk om het bestaansrecht van de Palestijnen te erkennen, net zoals we een onmiddellijk staakt-het-vuren en de vrijlating van alle gijzelaars willen. We steunen ook het internationaal recht en we willen dat alle antisemitische daden worden bestreden, waar ze ook worden gepleegd.

Alle acties die overal kunnen worden ondernomen en die de situatie kunnen veranderen, moeten worden ondernomen.

Wat het uithangen van een vlag betreft, ik denk niet dat dit ooit is gedaan in Vorst, de burgemeester zal het ons vertellen. Ik denk niet dat de Oekraïense vlag ooit is gehesen in Vorst. Wij vinden het geen goed idee om een bepaalde vlag te hijsen. Het mag niet beperkt blijven tot symbolen of ons geweten sussen. We moeten ook geen controverse aanwakkeren als we concrete actie nodig hebben.

Tussenkomst van mevrouw El Yousfi :

Ik steun het voorstel van de heer Lakhloufi om op 21 september de vrede te vieren. Ik wil ook herhalen dat onze houding ten opzichte van conflicten niet wisselend mag zijn. Wat het Israëliësch-Palestijnse conflict betreft, gaat het erom dat het conflict door sommigen wordt geïmporteerd en door anderen niet. Als je de retoriek hier hoort, vind ik dat het conflict geïmporteerd wordt. Wat mij betreft kan dat niet de bedoeling zijn: als sommige mensen wat daar gebeurt als een bloedbad omschrijven, dan is het een bloedbad, als het genocide is, dan is het genocide. Je kunt mensen niet vertellen dat de termen die ze gebruiken ongegrond zijn en dan zelf woorden gebruiken die zo sterk zijn als pogrom. Ik denk dat wij als gemeenteraadsleden allemaal met dezelfde stem moeten spreken. En ik denk dat als we allemaal deze zin voor het verdedigen van vrijheden en volkeren willen, iedereen voorzichtig moet zijn met de termen hij gebruikt. Ik denk dat op 7 oktober alle democraten dit krachtig hebben veroordeeld. Helaas heb ik niet altijd dezelfde krachtige veroordeling gehoord van alles wat er sinds 9 oktober is gebeurd. Het lijkt erop dat niet elk leven gelijkwaardig is.

De PS heeft zich altijd uitgesproken over deze gebeurtenis, die niet pas sinds 7 oktober, maar al 75 jaar aan de gang is. Uiteraard met betrekking tot de vrijlating van de gijzelaars. Van alle gijzelaars wel, want we mogen niet vergeten dat er in Israëliësch gevangenen nog steeds

duizenden Palestijnse gijzelaars administratief worden vastgehouden zonder enige vorm van proces. Terwijl sommige democraten dit normaal vinden, vind ik dat niet. Er worden kinderen en vrouwen vermoord, er is sprake van een aanhoudende kolonisatie. Helaas is er een verlangen naar een volledige herkolonisatie. We hebben in Zuid-Afrika tegen apartheid gevochten; ik zie niet in waarom we niet dezelfde wil zouden hebben om te vechten en ervoor te zorgen dat er twee vrije en gelijkwaardige staten zijn.

Reactie van de heer Loewenstein :

Ik wil alleen reageren omdat ik de reactie ... (onderbroken door mevrouw de voorzitter)

Tussenkomst van mevrouw El Hamidine :

Ik dank u voor uw vraag. We zijn ons allemaal bewust van de situatie in Gaza en de duizenden doden, waaronder duizenden kinderen. We merkten op dat er steun was voor de bevolking van Gaza bij de chaotisch verlopende goedkeuring van een motie tijdens een vorige gemeenteraad.

Tot op heden heeft het College geen vlag gehesen, noch bij de invasie van Oekraïne, noch ter ondersteuning van het Congolese volk of de Oeigoerse gemeenschap. Het is uiterst delicaat om billijkheid te garanderen of zelfs maar te arbitrereren tussen de humanitaire verschrikkingen waaronder mensen over de hele wereld lijden.

Het College heeft besloten een universele boodschap over te brengen om onze solidariteit te betuigen met alle slachtoffers van internationale conflicten.

Repliek van mevrouw Koplowicz :

Als ik het goed begrepen heb, betekent dat het uithangen van de vredesvlag? Ik dank u, het is een signaal en het is beter dan niets.

Ik zou willen antwoorden, niet zozeer aan u als wel aan de heer Loewenstein, dat het Internationaal Gerechtshof op 26 januari heeft geoordeeld dat er een risico op genocide bestaat. Net als mevrouw El Yousfi wil ik wijzen op de sterk wisselende internationale verontwaardiging. Toen het conflict tussen Rusland en Oekraïne uitbrak, waren er voor dit conflict een hele reeks veroordelingen die niet werden gehoord. Het is ook met dit in gedachten dat we wilden benadrukken hoe belangrijk het is om het Palestijnse volk te steunen, dat veel minder gesteund wordt dan andere bevolkingsgroepen. Dit heeft niets te maken met de vrijlating van de gijzelaars. We hebben Hamas veroordeeld, daar gaat het niet om. Als u komt, mijnheer Loewenstein, met de toename van antisemitische daden (als u naar de cijfers in het schriftelijke antwoord kijkt, is dat niet echt het geval), haalt u alles door elkaar. Het koloniale beleid van een staat heeft daar niets mee te maken. We moeten heel voorzichtig zijn bij enerzijds de bestrijding van antisemitisme en anderzijds dit niet op een oneerlijke manier associëren met kritiek op een staat.

Reactie van de heer Loewenstein :

Ik betreur dat ik niet kan reageren op wat er is gezegd door mevrouw El Yousfi en mevrouw Koplowicz, temeer omdat ik word aangevallen en ik ervan beschuldigd word dat mijn intenties niet gerechtvaardigd zijn. Ik respecteer de beslissing van de voorzitter, maar ik heb er veel over te zeggen. Als ik niet op de inhoud kan terugkomen, behoud ik me het recht voor om dat op een ander moment te doen, maar sommige opmerkingen zijn heel ongepast.

2 annexes / 2 bijlagen

28 **Question orale concernant la mise en piétonnier de la rue du Mystère (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

Entre mars et juin 2019, le Collège a réalisé une phase test pour la création d'une rue scolaire dans la rue du Mystère en collaboration avec les écoles Parkschool et Saint-Denis. Des aménagements pour pérenniser cette rue scolaire auront été réalisés fin février 2022 et la rue scolaire est effective depuis le 7 mars 2022.

Dernièrement, il m'a été rapporté un projet de piétonnisation de la rue du Mystère présenté lors d'une réunion d'information.

Il ne me semble pas que ce projet soit repris dans votre plan communal de mobilité.

Pourriez-vous nous en dire davantage par rapport à ce projet ?

1. D'où vient la demande de piétonnisation ?
2. Qui a été consulté et sous quelle forme ? Comment les participants à la réunion d'information ont-ils été informés ? Quel a été le public ciblé par la concertation ? Combien y avait-il de participants à la réunion ?
3. Une objectivation de la situation a-t-elle été réalisée ? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui a été analysé ? Pourriez-vous communiquer cette étude ? A-t-on évalué l'impact de cette piétonnisation sur la circulation entre la zone Alliés-ch de Bruxelles et la rue de Bourgogne ?
4. Où en est-on dans l'évolution de ce dossier ? Qui doit encore décider quoi ? Quelles sont les suites de la procédure ? Quand souhaitez-vous aboutir ?

Mondelinge vraag over de omvorming tot voetgangerszone van de Mysteriestraat (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Tussen maart en juni 2019 verrichtte het College een test voor de creatie van een schoolstraat in de Mysteriestraat, in samenspraak met de Parkschool en de school Saint-Denis. Eind februari 2022 werden er inrichtingen aangebracht om deze schoolstraat permanent te maken en de schoolstraat is effectief sinds 7 maart 2022.

Onlangs vernam ik dat er plannen zijn om de Mysteriestraat autovrij te maken, een voorstel dat gepresenteerd werd op een infovergadering.

Ik denk niet dat dit project in het gemeentelijk mobiliteitsplan stond.

Kunt u ons meer vertellen over dit project?

1. Waar komt de vraag voor een voetgangerszone vandaan?
2. Wie is er geraadpleegd en in welke vorm? Hoe werden de aanwezigen op de informatievergadering geïnformeerd? Wie was het doelpubliek van het overleg? Hoeveel mensen woonden de vergadering bij?
3. Wordt de situatie objectief beoordeeld? Zo ja, wat werd er geanalyseerd? Kan u de studie met ons delen? Is de impact van deze voetgangerszone geëvalueerd op het verkeer tussen de wijk Bondgenoten, Brusselsesteenweg en Bourgondiëstraat?
4. Hoe evolueert dit dossier? Wie moet nog wat beslissen? Wat zijn de volgende stappen in de procedure? Wanneer hoopt u tot een beslissing te komen?

Intervention de Mr Loewenstein:

Selon mes informations, les sensibilités des deux écoles sont assez différentes. Parkschool est très favorable à la rue scolaire alors que l'institut St Denis est beaucoup plus réservé sur le projet.

Or si le piétonnier est concrétisé, il aura un impact sur la liaison entre la chaussée de Bruxelles et la rue de Bourgogne.

1. Suite aux informations reçues depuis que j'ai déposé ma question, je reformulerai en demandant s'il y a une consultation plus large qu'avec les deux écoles de la rue concernée? Si oui, quand ; sous quelle format et avec quel public invité ?

A défaut d'objectivation réalisée, prévoyez-vous d'en faire une

Intervention de Mme la présidente :

Je voulais juste vous préciser que vos propos concernant votre refus de réplique seront repris dans le PV

Réponse de Mr Mugabo :

Je ne sais pas qu'elle est votre source d'information justifiant la modification de votre question.

A la base, la demande vient du comité de parents de Parkschool avec la direction de l'école. Nous les avons rencontrés, Mme Père et moi avec des membres de l'administration. Ils venaient nous rencontrer pour nous signaler les problèmes rencontrés avec la rue scolaire. Ils nous ont formulé une proposition fin 2023. A ce stade, les services sont occupés d'analyser la faisabilité de cette demande. La réunion d'information dont vous parlez fait partie de ce processus d'analyse. Le service voirie /mobilité a rencontré les directions des deux écoles vu qu'on est conscients que ces deux écoles peuvent avoir des contraintes et des points de vue différents. Le but de cette réunion était de récolter le plus d'informations pour comprendre les contraintes des uns et des autres (lieu et moments de livraison,...). A ce stade, aucune décision n'est prise, il n'y a pas de planning décidé. On a juste accueilli une demande particulière et les services sont occupés à l'analyser.

Réplique de Mr Loewenstein :

On reste donc dans la situation actuelle pour le moment et vous réfléchissez à l'introduction ou non d'un permis à un moment ou un autre pour aller plus loin c'est ça ?

Réplique de Mr Mugabo :

Pour faire simple, à ce stade, je n'ai pas de réponse technique à vous apporter à ce stade-ci. On reste avec la rue scolaire installée depuis plusieurs années. Nous sommes conscients qu'elle ne fonctionne pas toujours de manière adéquate en ce qui concerne l'installation des barrières par les ALE. Ces questions-là sont gérées par l'école en question. Et parallèlement, on étudie la demande formulée par l'école.

Réplique de Mr Loewenstein :

Pour conclure, je suppose que sur base de cette étude vous reviendrez vers Parkschool et l'institut St Denis et si vous voulez aller plus loin, vous ferez une concertation avec l'ensemble du quartier ?

Reactie van de heer Loewenstein :

Volgens mijn informatie verschillen de strekkingen van de twee scholen nogal. De Parkschool is een groot voorstander van de schoolstraat, terwijl het Institut Saint-Denis veel terughoudender is over het project.

Als de voetgangerszone gerealiseerd wordt, zal dat een impact hebben op de verbinding tussen de Brusselsesteenweg en de Boergondiëstraat.

1. Naar aanleiding van de informatie die ik heb ontvangen sinds ik mijn vraag heb ingediend, zou ik deze willen herformuleren door te vragen of er een breder overleg zal plaatsvinden dan alleen met de twee scholen in de betreffende straat? Zo ja, wanneer; in welke vorm en met welk publiek?

Bent u bij gebrek aan een objectieve beoordeling van plan een dergelijk overleg te organiseren?

Tussenkomsst van mevrouw de voorzitter:

Ik wilde alleen duidelijk maken dat uw opmerkingen over uw weigering om te antwoorden in de notulen zullen worden opgenomen.

Antwoord van de heer Mugabo

Ik weet niet wat uw informatiebron is voor het veranderen van uw vraag.

De vraag komt eigenlijk van het oudercomité van de Parkschool met de schooldirectie. Mevrouw Père en ik hebben met hen overlegd, samen met leden van de administratie. Ze kwamen naar ons toe om ons te vertellen over de problemen die ze hadden met de schoolstraat. Ze hebben ons een voorstel gedaan eind 2023. Op dit moment onderzoeken de diensten de haalbaarheid van dit voorstel. De informatiebijeenkomsst die u noemde, maakt deel uit van dit analyseproces. De dienst Wegen/Mobiliteit heeft een ontmoeting gehad met de directie van beide scholen, omdat we ons ervan bewust zijn dat de twee scholen verschillende beperkingen en standpunten kunnen hebben. Het doel van de bijeenkomst was om zoveel mogelijk informatie te verzamelen om elkaars beperkingen te begrijpen (plaats en tijdstip van levering, ...). In dit stadium is er nog geen beslissing genomen en is er nog geen planning vastgelegd. We hebben net een specifieke vraag ontvangen en de diensten zijn bezig met de analyse ervan.

Repliek van de heer Loewenstein

Dus we blijven voorlopig bij de huidige situatie en u denkt na over het al dan niet invoeren van een vergunning op een bepaald moment om verder te gaan, is dat het?

Repliek van de heer Mugabo

Om het eenvoudig te zeggen, ik heb in dit stadium geen technisch antwoord voor u. We houden vast aan de schoolstraat die al enkele jaren bestaat. We zijn ons ervan bewust dat het niet altijd goed werkt als het gaat om de installatie van de barrières door de PWA'ers. Deze aspecten worden georganiseerd door de school in kwestie. Tegelijkertijd bestuderen we het verzoek van de school.

Repliek van de heer Loewenstein

Tot slot neem ik aan dat u op basis van dit onderzoek terugkomt bij de Parkschool en Institut St-Denis en als u verder wilt gaan, u overleg houdt met de hele buurt?

1 annexe / 1 bijlage

29 **Question orale au Marais Wiels (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Nous avons appris via la presse que :

- les anciens bureaux de la brasserie Wielemans Ceuppens seront bientôt rénovés.
- le projet d'extension annoncé qui aurait réduit la surface du Marais Wiels serait à l'arrêt et que la Région compterait seulement restaurer et sauvegarder l'un des trois derniers bâtiments.

Et ce, suite à un permis octroyé en décembre 2023.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet ? Quel a été ou sera le rôle de la commune dans ce dossier ?

Le point est reporté.

Mondelinge vraag over het Wielsmoeras (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Via de pers vernamen wij:

- dat de voormalige kantoren van de brouwerij Wielemans Ceuppens binnenkort gerenoveerd worden;
- dat het aangekondigde uitbreidingsproject, dat de oppervlakte van het Wielsmoeras zou verkleinen, is stopgezet en het Gewest slechts één van de laatste drie gebouwen zou restaureren en behouden.

Dit na een vergunning die in december 2023 werd verleend.

Kunt u ons meer vertellen over dit project?

Wat is of wordt de rol van de gemeente hierin?

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

30 **Question orale relative à l'inquiétude des travailleurs et travailleuses d'Audi Bruxelles (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,

L'inquiétude des travailleurs et travailleuses d'Audi Bruxelles est grande. 371 intérimaires ont déjà perdu leur emploi. Des milliers d'autres ont un avenir incertain. Une task-force a été mise sur pied par le Premier ministre. Cette task force a rencontré la direction de l'usine, mais n'a pas pris contact avec les représentants des travailleurs et travailleuses. Hillal Sor, Secrétaire général des métallos FGTB, a dénoncé cela et exigé que les syndicats soient impliqués dans les

discussions sur l'avenir d'Audi. Audi est une entreprise cruciale

pour notre commune. Des milliers de familles risquent de perdre leur emploi. D'où nos questions :

- La commune a-t-elle été consultée ou impliquée dans le cadre des discussions de la task-force ?
- La commune peut-elle faire pression, à son niveau, pour soutenir la demande des syndicats d'être associés aux discussions sur l'avenir de l'entreprise ?
- Il y a quelques mois, vous nous aviez annoncé avoir des contacts avec une représentante de la direction d'Audi. Est-ce que durant ces rencontres des demandes ont été faites afin d'aider à préserver l'emploi sur ce site de Forest, et avec quels résultats ?

Merci

d'avance pour vos réponses.

Simon de Beer

Mondelinge vraag over de ongerustheid van de werknemers van Audi Brussel (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de burgemeester,

De werknemers bij Audi Brussel maken zich grote zorgen.

371 tijdelijke contracten werden niet verlengd. Duizenden anderen staan voor een onzekere toekomst.

De eerste minister heeft een taskforce opgericht. Deze taskforce heeft overleg gepleegd met de directie van de fabriek, maar heeft geen contact gehad met de vertegenwoordigers van het personeel. Hillal Sor, secretaris-generaal van de ABVV-metaalarbeiders, heeft dit aan de kaak gesteld en eist dat de vakbonden betrokken worden bij de besprekingen over de toekomst van Audi.

Audi is een cruciaal bedrijf voor onze gemeente. Duizenden gezinnen dreigen hun inkomen te verliezen.

Vandaar onze vragen:

- Is de gemeente geraadpleegd of betrokken bij de besprekingen van de taskforce?
- Kan de gemeente op haar niveau druk uitoefenen om de vraag van de vakbonden te steunen om betrokken te worden bij de besprekingen over de toekomst van het bedrijf?
- Enkele maanden geleden zei u ons dat u contact had met een vertegenwoordigster van de directie van Audi. Is tijdens deze gesprekken de vraag voorgelegd om de tewerkstelling in Vorst te vrijwaren en met welk resultaat?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Réponse de Mme El Hamidine.

Contrairement à ce qui avait été annoncé par le Premier ministre à la chambre, le Fédéral a choisi de ne pas inclure la commune dans l'unique réunion de la taskforce qui s'est tenue mi-avril. Nous avons pourtant marqué notre intérêt à prendre part à cette réunion. Nous avons bien évidemment réitéré notre disposition à intégrer les discussions.

Nous avons pas eu de nouveaux contacts avec la direction d'Audi depuis la précédente interruption de la production et le passage en chômage technique des travailleurs pour cause de tensions sur les fournitures.

Depuis des années, nous avons toujours exprimé nos préoccupations pour les travailleurs d'Audi et de ses sous-traitants directs qui eux aussi n'ont pas reconduit des dizaines d'emplois intérimaires.

Comme autorité communale, nous sommes évidemment très inquiets de l'avenir de l'usine. Audi Brussels a des milliers de travailleurs, des familles sont plongées dans l'incertitude. Nous sommes également inquiets par rapport au devenir de ce site. Les informations que nous avons actuellement sont que des décisions importantes doivent être prises par le groupe en Allemagne. Nous n'avons pas de précisions, que des bribes d'information.

En attendant, nous affichons la plus grande solidarité avec les travailleurs et restons très attentifs au respect de leurs droits. Nous avons d'ailleurs autorisé leur demande de manifester hier.

Réplique de Mr De Beer :

Merci Madame la Bourgmestre. Tout acte de solidarité est effectivement important dans la situation actuelle. Je ne trouve pas normal que la commune ne soit pas plus impliquée dans la taskforce puisque c'est elle qui est impactée au premier chef. Je trouve que de la part du gouvernement, de ne pas impliquer la commune et les syndicats dans la taskforce, c'est une très mauvaise façon de commencer les négociations. Au nom du PTB, j'insiste sur l'importance que les emplois et l'usine restent sur le site forestois. Il faut vraiment voir Audi comme une opportunité même si on a parfois tendance de voir l'usine come un poids pour la commune en raison entre autres des impôts qui ne sont plus payés. C'est avant tout une formidable opportunité pour créer de l'emploi. Je ne peux que vous soutenir et vous encourager pour faire ce que vous pouvez pour être impliquer dans les discussions parce que l'avenir de cette entreprise et vraiment très important pour notre commune.

Réplique de Mme El Hamidine :

Je souhaite reformuler pour être précise : la commune a montré son intérêt, a sollicité le Fédéral pour pouvoir participer à la taskforce. Ca lui a été refusé.

Antwoord van mevrouw El Hamidine :

In tegenstelling tot wat de eerste minister in de Kamer heeft aangekondigd, heeft de federale regering ervoor gekozen om de gemeente niet te betrekken bij de enige vergadering van de taskforce midden april. We hadden echter aangegeven dat we geïnteresseerd waren om aan deze vergadering deel te nemen. Uiteraard hebben wij onze bereidheid om aan de besprekingen deel te nemen, herhaald.

Sinds de vorige productiestop en de technische werkloosheid van werknemers vanwege spanningen over de bevoorrading hebben we geen contact meer gehad met de directie van Audi.

We uiten al jaren onze bezorgdheid voor de werknemers van Audi en zijn rechtstreekse onderaannemers, die ook tientallen tijdelijke banen niet hebben verlengd.

Als lokale overheid zijn we uiteraard erg bezorgd over de toekomst van de fabriek. Audi Brussels telt duizenden werknemers en gezinnen worden in onzekerheid gedompeld. We maken ons ook zorgen over de toekomst van de site. De informatie die we momenteel hebben, is dat er belangrijke beslissingen zullen worden genomen door de groep in Duitsland. We hebben geen details, enkel stukjes informatie.

In de tussentijd zijn we uiterst solidair met de werknemers en blijven we alert voor de inachtneming van hun rechten. We hebben zelfs toestemming gegeven voor een manifestatie gisteren.

Repliek van de heer De Beer :

Bedankt, mevrouw de Burgemeester. Elk teken van solidariteit is belangrijk in de huidige situatie. Ik vind het niet normaal dat de gemeente niet nauwer betrokken wordt bij de taskforce, want de gemeente voelt de impact op de eerste plaats. Dat de regering de gemeente en de vakbonden niet bij de taskforce betreft, vind ik een heel slechte manier om de onderhandelingen te beginnen. Namens de PTB*PVDA wil ik benadrukken hoe belangrijk het is dat de banen en de fabriek op de Vorstse site blijven. We moeten Audi echt als een opportuniteit zien, ook al bestaat soms de neiging om de fabriek als een last voor de gemeente te zien, o.a. wegens belastingen die niet meer worden betaald. Bovenal is het een formidabele kans om banen te creëren. Ik kan jullie alleen maar steunen en aanmoedigen om te doen wat jullie kunnen om betrokken te worden bij het overleg, want de toekomst van dit bedrijf is echt heel belangrijk voor onze gemeente.

Repliek van mevrouw El Hamidine :

Ik zou het anders willen formuleren: de gemeente heeft haar belangstelling getoond en heeft de federale regering gevraagd om haar te laten deelnemen aan de taskforce. Dat werd geweigerd.

1 annexe / 1 bijlage

31 **Interpellation relative à l' inclusion des personnes en situation de handicap (à la demande de Monsieur Lakhloufi, conseiller communal) (Complémentaire)**

En début de législature, la majorité communale avait déclaré faire de l'inclusion des personnes en situation d'handicap l'une de ses priorités politiques pour cette législature. Nous arrivons à la fin de celle-ci et nous aimerions savoir quels sont les progrès et les réalisations concrètes qui ont été fait au cours de ces 6 années pour honorer votre engagement en faveur de l'intégration des personnes en situation de handicap ?

En matière d'emplois communaux, nous aimerions savoir si notre commune respecte l'Ordonnance régionale du 02 février 2017 qui stipule que les pouvoirs locaux ont l'obligation d'engager des personnes handicapées au sein de leur administration. L'ordonnance stipule en son article 2 : « *les administrations des pouvoirs locaux emploient au moins une personne handicapée à mi-temps par tranche de 20 ETP prévus au cadre du personnel* ». Soit 2.5% des ETP. Pouvons-nous savoir quel était ce taux d'occupation au 1er janvier 2019?

Selon un rapport de la BPL de mars 2021, Forest était encore très loin de remplir cette obligation

légale. En effet, en 2021, ce pourcentage n'était que de 0.54% d'ETP. C'était par ailleurs l'un des taux d'occupation les plus faibles en région bruxelloise. Une seule commune faisait moins bien. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quel est le taux d'occupation des personnes handicapées au sein de l'administration communale au 1er janvier 2024 ? Nous aimerions aussi connaître la répartition par fonction et par niveau d'étude.

Enfin, nous souhaiterions savoir si notre commune soutient à travers ses marchés publics les Entreprises de Travail Adapté. Quels sont les montants totaux annuels des marchés publics conclus avec ce type d'entreprise pour les années 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

En matière de vie sociale et d'accessibilité, nous regrettons l'absence de candidature forestoise pour le label Handycity. Pour information, ce label vise à encourager les communes tant à Bruxelles qu'en Région wallonne dans leur démarche d'inclusion des personnes en situation de handicap sur leur territoire. Ce label est remis tous les 6 ans aux communes qui ont introduit un pré-bilan à mi-mandat et leur candidature. Sur les 76 communes qui ont introduit leur candidature, on retrouve 9 communes bruxelloises. Anderlecht, Bruxelles-Ville, Ixelles, Koekelberg, Molenbeek-St-Jean, Saint-Josse, Schaerbeek, Uccle, Woluwe-Saint-Pierre.

Pourquoi Forest n'a-t-elle pas introduit de pré-bilan et de candidature ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie over de inclusie van personen met een handicap (op vraag van de heer Lakhloufi, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Aan het begin van de bestuursperiode verklaarde de meerderheid in de gemeente dat ze de inclusie van personen met een handicap tot een van haar politieke prioriteiten voor deze bestuursperiode zou maken. Nu we aan het einde van deze bestuursperiode komen, zouden we graag willen weten welke vooruitgang en concrete verwezenlijkingen er in deze 6 jaar gebeurd zijn om uw belofte voor de integratie van personen met een handicap na te komen?

Op het gebied van gemeentelijke betrekkingen zouden we graag willen weten of onze gemeente voldoet aan de gewestelijke ordonnantie van 02 februari 2017, die bepaalt dat lokale besturen verplicht zijn om personen met een handicap aan te werven binnen hun administratie. In artikel 2 van de ordonnantie wordt het volgende bepaald: "*de lokale besturen nemen minstens één persoon met een handicap halftijds in dienst per schijf van twintig voltijdsequivalenten in de personeelsformatie*". Dit komt neer op 2,5% van de VTE's. Kunnen we uitzoeken wat dit tewerkstellingspercentage was op 1 januari 2019?

Volgens een verslag van BPB van maart 2021 voldeed Vorst nog lang niet aan deze wettelijke verplichting. In 2021 was dit percentage immers slechts 0,54% van de VTE's. Het was ook een van de laagste tewerkstellingspercentages in het Brussels Gewest. Slechts één gemeente deed het slechter. Hoe zit dat vandaag? Wat is het tewerkstellingspercentage van personen met een handicap binnen het gemeentebestuur op 1 januari 2024? We zouden ook graag de uitsplitsing naar functie en opleidingsniveau weten.

Tot slot willen we graag weten of onze gemeente maatwerkbedrijven ondersteunt via haar overheidsopdrachten. Wat zijn de totale jaarlijkse bedragen van de overheidsopdrachten die met dit soort bedrijven worden gesloten voor 2019, 2020, 2021, 2022 en 2023?

Wat het sociale leven en de toegankelijkheid betreft, betreuren we dat Vorst het Handycity-label niet heeft aangevraagd. Ter informatie: dit label heeft als doel gemeenten in zowel Brussel als het Waals Gewest aan te moedigen bij hun inspanningen voor de inclusie van personen met een handicap op hun grondgebied. Het label wordt om de 6 jaar toegekend aan gemeenten die een tussentijdse evaluatie

halverwege het mandaat en een aanvraag hebben ingediend. Van de 76 gemeenten die een aanvraag hebben ingediend, liggen er 9 in Brussel. Anderlecht, Brussel-Stad, Elsene, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost, Schaarbeek, Ukkel, Sint-Pieters-Woluwe.

Waarom heeft Vorst geen voorafgaandelijke balans en aanvraag ingediend?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Intervention de Mme Koplowicz

Je voulais remercier pour cette question qui m'intéresse au plus haut point. Je voulais rappeler à Mr Lakhroufi que son groupe politique a voté contre en juillet 2016 les propositions qui rendaient obligatoires ces quotas dans l'administration publique. Aujourd'hui, il n'y a donc aucune sanction de prévue pour le non-respect de ces quotas. C'est là qu'on peut vraiment voir la limite de voter des quotas sans dispositions coercitives. Sinon, je rejoins les questions concernant ce qui va être mis en place par la commune parce que ce 0,54 % est un peu scandaleux. Que peut-on faire ici pour rendre ces quotas effectifs et mettre en place des mesures plus contraignantes.

Intervention de Mr Loewenstein :

J'ai eu l'occasion de poser la même question il y a quelques mois suite au même rapport de 2021 puisque je ne pense pas qu'un nouveau rapport de BPL est sorti sur le sujet. Il est important de tendre, voire de dépasser l'objectif de 2,5 %. Ce qui est intéressant à savoir, c'est que les chiffres analysés dans ce rapport viennent des administrations communales elles-mêmes. On ne peut pas comparer les situations d'une commune à l'autre. D'abord parce que certaines personnes en situation de handicap travaillent dans les communes mais ne sont pas considérées comme tel parce qu'elles ne le souhaitent pas. Dans certaines autres communes le chiffre communiqué est parfois gonflé et qui passent le seuil de 2,5 % et donc passent pour des communes vertueuses alors que ce n'est pas le cas. L'ordonnance régionale permet à la fois d'engager les 2,5 % mais aussi de pouvoir compenser si ce n'est pas possible de les engager via le recours à des ETA. L'un doit être vu par rapport à l'autre. Je tiens à signaler que c'est l'ensemble du parlement qui a voté qu'il n'y ait pas de sanction en cas du non-respect des quotas. C'est aussi le cas pour un certain nombre d'autres ordonnances concernant le handicap (par exemple celle concernant l'accessibilité des sites web ou encore celle qui prévoit une meilleure accessibilité des transports organisés par la STIB). Il ne suffit pas, alors qu'on est tous ici favorables à l'inclusion des personnes en situation de handicap, ce n'est pas tout de le vouloir, il est important aussi d'être attentifs à garantir cette chaîne d'accessibilité, à garantir cette inclusion sur le terrain. Une des étapes à venir sera sans doute d'établir une législation qui prévoit des sanctions en cas de non-respect.

Intervention de Mme Huytebroeck :

C'est une manière que j'ai non seulement suivi et dont j'ai été en charge de nombreuses années et à part la Cocof qui avait pu arriver à ce seuil de 2,5 %, c'était extrêmement compliqué pour les administrations y compris communales d'arriver à ce pourcentage. C'est vrai que c'est aussi plus nuancé qu'on ne pense. Effectivement, certains travailleuses et travailleurs sont répertoriés comme handicapés mais ne veulent pas se retrouver sur le quota de personnes porteuses de handicap. Il y a évidemment différents handicaps, pas uniquement le handicap physique. Ce qu'on voit aussi souvent quand une administration (communale ou autre) s'engage à employer des personnes porteuses de handicap, c'est quelque chose qui doit être accompagné pour que ce ne soit pas contre-productif. C'est souvent là que le bât blesse. Très souvent les communes n'ont pas la capacité à mettre sur pied un accompagnement adéquat pour ces personnes porteuses de handicap, ce qui fait qu'elles sont très vite découragées et quittent les

administrations, ce qui est un vrai problème. Il faut vraiment mettre les moyens de l'accompagnement et de la formation.

Réponse de Mme Angeli

Cher Monsieur le conseiller, je vous remercie pour votre question. Notre majorité est en effet très sensible à l'inclusion de manière générale. Dès le mois de décembre 2018, le Collège a mis en place une Commission d'accompagnement du Plan Diversité. Et tous les progrès et les réalisations concrètes qui ont été faites au cours de ces 6 années pour honorer l'engagement de la majorité communale en faveur de l'intégration des personnes en situation de handicap se retrouvent également dans ces plans de diversité 2019-21, 2022-23, 2024-25.

Sans tout vous détailler, je vous cite ici quelques points parmi le dernier plan:

1. Recrutement d'agents en situation de handicap

- Encourager le recrutement d'agents en situation de handicap

Invitation aux candidats dans les offres d'emploi à nous communiquer les aménagements dont ils pourraient avoir besoin lors de la phase de sélection.

- Communiquer les avantages d'un Contrat d'Adaptation Professionnel aux recruteurs potentiels

En application via la diffusion d'une note de service et lorsqu'un candidat en situation de handicap postule pour l'offre le concernant.

- Diffusion de la 'liste des candidats en recherche d'emploi ou stage' élaborée par Diversicom et l'accompagner d'une note reprenant les avantages du CAP

En application lorsque nous la recevons de Diversicom ce qui permet à chaque fois de sensibiliser d'autres responsables d'équipes

- Souscrire à la charte de Diversicom pour les soutenir dans leur mission et ainsi bénéficier de cette liste de candidats (605 euros).

En application

2. Intégration d'agents en situation de handicap

Favoriser l'intégration des agents en situation de handicap :

- Discussion préalable avec le recruteur intéressé pour le sensibiliser au challenge que cela représente

Appliqué lors de chaque engagement mais avec une meilleure sensibilisation depuis 2023

- Déterminer un.e responsable au sein du service recruteur, et donc en contact direct et quotidien avec l'intéressé.e, chargé.e de faire le lien entre l'agent, le responsable de l'agent, le responsable diversité et l'organisme encadrant (si pertinent).

Appliqué lors de chaque engagement mais avec une meilleure sensibilisation depuis 2023

- Préparer les équipes via une formation, une séance de sensibilisation, donnée par un organisme reconnu comme Diversicom ou Bataclan.

Proposé depuis 2023 lorsqu'on estime que ce sera nécessaire

- En fonction des cas, demander un suivi de l'intégration par un organisme reconnu pour

bénéficiaire de leur expertise (1306 euros/engagement via Diversicom)

Proposé depuis 2023 lorsqu'on estime que ce sera nécessaire

3. Accessibilité de notre site internet

Développement d'un site internet 'accessible'. C'est-à-dire utilisation de certaines couleurs et exclusion d'autres, présentation adaptée au logiciel qui 'lit' le site, utilisé par les personnes déficientes visuelles

Développement en cours. Toutefois, le site ne sera pas labelisé 'any surfer', parce que c'est trop 'précis', mais il 'tendra vers'

4. Accessibilité de la maison communale Dewin (après rénovation)

Il s'agira de bien communiquer au niveau de l'accessibilité des espaces pour les personnes en situation de handicap.

Malgré les contraintes patrimoniales, le projet de la Maison DEWIN a été discuté, lors de son développement, avec différentes associations concernées par la problématique de l'accessibilité (CAWaB asbl - Le Collectif Accessibilité Wallonie Bruxelles, ANLH ASBL -Association Nationale pour le Logement des Personnes Handicapées, Acces&Go, AMT CONCEPT-)

Un Audit de la Maison Dewin, à l'instar de ce qui avait été fait pour le Centre de vaccination fixe - Forest - Access-i), sera effectué lorsque les travaux seront finis. Très bientôt.

5. Recours à des entreprises de travail adapté (art.5 de l'Ordonnance)

Rappeler au service des marchés publics que certaines entreprises de travail adapté peuvent également répondre à certains marchés publics.

Concernant le respect de l'Ordonnance régionale du 02 février 2017, qui stipule que les pouvoirs locaux ont l'obligation d'engager des personnes handicapées au sein de leur administration, l'AC Forest occupait au :

- 1/1/18 : 1 agent pour un taux de 0,13% (plan div 19-21)**
 - 1/1/19 : 3 agents pour un taux de 0.39 % (3/761.8 ETP)**
 - 1/1/24 : 4 agents pour un taux de 0.52 % (4/771.9 ETP)**
- o Dont 3 agents de niveaux E et un de niveau D ; aucun 'cadre'**

Notons également que :

- 2 agents en situation de handicap ont été engagés depuis le début de l'année 2024. Nous en sommes donc à 5 puisque l'un d'entre eux a quitté l'AC Forest entre temps.

- 3 autres ont travaillé courant 2021-23

Toutefois, ces données ne reflètent pas la réalité du terrain. Effectivement, la difficulté de leur collecte réside dans la connaissance par l'employeur du handicap d'un travailleur puisque rien n'oblige un agent à communiquer son handicap à son employeur. De plus, la majorité des handicaps ne sont pas visibles (seuls 3% des personnes présentant un handicap sont des PMR). En l'occurrence, nous connaissons tous des collègues qui sont en situation de handicap mais qui ne souhaitent pas être socialement et administrativement reconnus comme tel.

Concernant le soutien de notre commune aux Entreprises de Travail Adapté, un marché public, relatif à la reliure, a été attribué à « L'OUVROIR ». Vous trouverez les montants et les

années concernées ci-dessous :

- 2019 : 2.409,23 €

- 2020 : 619,40 €

- 2021 : 616,29 €

- 2022 : 765,13 €

- 2023 : 812,30 €

D'autres Entreprises de Travail Adapté ont été approchées pour plusieurs marchés (distribution du journal communal en 2021, préparation et livraison de sandwiches en 2023, ...) mais soit leurs tarifs sont trop élevés, soit ils ne remettent pas offre.

Concernant l'absence de candidature forestoise pour le label Handycity, celui-ci est remis tous les 6 ans (ou pas) aux communes qui ont introduit un prébilan à mi-mandat et leur candidature au Label. Cela fera partie du prochain plan de diversité car ce sera beaucoup plus cohérent de candidater quand nous serons dans la Maison Dewin et nous aurons d'autant plus de chances d'être labellisé.

En parallèle à ce plan diversité, la question du handicap est bel et bien au centre de nos préoccupations car dans chaque événement, plaines de jeux, espaces publics actions et réalisations de tous les échevins et services, la question du handicap est prise en compte.

il existe également une sensibilisation à la personne en situation de handicap envers la population, à travers notamment l'événement Handicaptiv'moi qui se déroule toujours avec un franc succès le 29 mai au mois de juin,

Je vous remercie donc de m'avoir permis de présenter tout ce qui est mis en place en faveur des personnes en situation de handicap dans notre commune. Bien sûr, nous sommes conscient.es que c'est un travail en permanente évolution et qu'il est toujours nécessaire de faire mieux.

Réplique de Mr Lakhloufi :

Ce que je constate c'est que c'est compliqué. On pourrait faire mieux mais je sens qu'il y a une volonté d'agir correctement et concrètement par rapport à cette problématique et cette thématique-là.

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

Ik wil u bedanken voor deze vraag, die mij ten zeerste interesseert. Ik wil de heer Lakhloufi eraan herinneren dat zijn fractie in juli 2016 tegen de voorstellen heeft gestemd die deze quota verplicht stelden in het openbaar bestuur. Vandaag zijn er dus geen sancties voorzien voor het niet naleven van deze quota. Daar zien we dus echt de grenzen van het stemmen voor quota zonder dwingende bepalingen. Voor de rest ben ik het eens met de vragen over wat de gemeente gaat invoeren, want 0,54 % is een beetje schandalig. Wat kunnen we hier doen om deze quota effectief te maken en meer dwingende maatregelen in te voeren?

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Ik heb enkele maanden geleden dezelfde vraag gesteld naar aanleiding van hetzelfde rapport

uit 2021, aangezien er volgens mij geen nieuw rapport van BPB ter zake is gepubliceerd. Het is belangrijk om de doelstelling van 2,5 % na te streven of zelfs te overtreffen. Wat interessant is, is dat de cijfers die in dit verslag worden geanalyseerd, afkomstig zijn van de gemeentebesturen zelf. Het is niet mogelijk om de situatie van gemeente tot gemeente te vergelijken. Ten eerste omdat sommige mensen met een handicap in de gemeenten werken, maar niet als zodanig worden beschouwd omdat ze dat niet willen. In sommige andere gemeenten wordt het meegedeelde cijfer soms opgeblazen om de drempel van 2,5 % te halen en worden ze dus beschouwd als goed presterende gemeenten terwijl dat niet het geval is. De gewestelijke ordonnantie maakt het mogelijk om de 2,5% aan te werven, maar ook om te compenseren als dat niet mogelijk is, door gebruik te maken van maatwerkbedrijven. Het ene moet in relatie tot het andere bekeken worden. Ik wil erop wijzen dat het hele Parlement ervoor heeft gestemd om geen sancties op te leggen als de quota niet worden gehaald. Dit is ook het geval voor een aantal andere ordonnanties i.v.m. handicap (bv. over de toegankelijkheid van websites of betere toegankelijkheid van het openbaar vervoer). Hoewel we hier allemaal voorstander zijn van de inclusie van mensen met een handicap, is het niet voldoende om het te willen: het is ook belangrijk om aandacht te besteden aan het garanderen van deze toegankelijkheidsketen, aan het garanderen van deze inclusie op het terrein. Een van de volgende stappen zal ongetwijfeld het opstellen van wetgeving zijn die voorziet in sancties in geval van niet-naleving.

Tussenkomst van mevrouw Huytebroeck

Het is iets wat ik niet alleen heb gevolgd, maar waarvoor ik vele jaren verantwoordelijk ben geweest, en afgezien van FGC, dat tot de drempel van 2,5% kon komen, was het uiterst ingewikkeld voor de administraties - ook de gemeentelijke - om dit percentage te halen. Het is genuanceerder dan je zou denken. Sommige werknemers staan geregistreerd als gehandicapt, maar willen niet worden opgenomen in het quotum mensen met een handicap. Er zijn duidelijk verschillende soorten handicaps, niet alleen lichamelijke. Wat we ook vaak zien wanneer een administratie (gemeentelijke of andere) zich engageert om mensen met een handicap in dienst te nemen, is iets dat ondersteund moet worden zodat het niet contraproductief werkt. Daar ligt vaak het probleem. Heel vaak hebben gemeenten niet de capaciteit om mensen met een handicap de juiste ondersteuning te bieden, waardoor ze snel ontmoedigd raken en de overheid verlaten, wat echt een probleem is.

We moeten echt zorgen voor de middelen voor ondersteuning en opleiding.

Antwoord van mevrouw Angeli

Ik dank u voor uw vraag. Onze meerderheid is inderdaad erg gevoelig voor inclusie in het algemeen. Al in december 2018 richtte het College een commissie op om het Diversiteitsplan te ondersteunen. Alle vooruitgang en concrete verwezenlijkingen van de voorbije 6 jaar om de inzet van de gemeentelijke meerderheid voor de integratie van personen met een handicap te honoreren, zijn ook terug te vinden in de Diversiteitsplannen 2019-'21, 2022-'23 en 2024-'25.

Zonder in detail te treden, noem ik hier enkele punten uit het laatste plan:

1. Aanwerving van personen met een beperking

- De aanwerving van personen met een handicap bevorderen

Kandidaten aanmoedigen ons in de selectiefase te vertellen welke specifieke inrichtingen ze nodig hebben

- De voordelen van een professioneel aanpassingscontract (PAC) communiceren aan potentiële werkgevers

In uitvoering door de verspreiding van een dienstnota en wanneer een kandidaat met een handicap solliciteert

- Verspreiding van de door Diversicom opgestelde ‘lijst van kandidaten op zoek naar een baan of een stage’ en deze vergezeld doen gaan van een nota waarin de voordelen van het PAC worden uiteengezet

In uitvoering wanneer we deze ontvangen van Diversicom, waardoor het telkens mogelijk is om andere diensthoofden te sensibiliseren

- Het charter van Diversicom onderschrijven om hen te steunen in hun missie en zo gebruik te maken van deze kandidatenlijst (605 euro)

In uitvoering

2. Integratie van personen met een beperking

De integratie van personen met een beperking bevorderen:

- Voorafgaand gesprek met de geïnteresseerde rekruteerder om deze bewust te maken van de uitdaging die dit vormt

Uitgevoerd bij elke aanwerving, maar met betere sensibilisering sinds 2023

- Een verantwoordelijke aanwijzen binnen de dienst die aanwerft, en dus in rechtstreeks dagelijks contact met de betrokkene, die als schakel fungeert tussen de werknemer, de leidinggevende van de werknemer, de diversiteitsambtenaar en de omkaderende organisatie (indien relevant)

Uitgevoerd bij elke aanwerving, maar met betere sensibilisering sinds 2023

- De teams voorbereiden via vorming, sensibilisering door een erkende organisatie zoals Diversicom of Bataclan

Voorgesteld sinds 2023 wanneer men het noodzakelijk acht

- Afhankelijk van het geval, follow-up van de integratie door een erkende organisatie vragen om hun expertise te benutten (1.306 euro/aanwerving via Diversicom)

Voorgesteld sinds 2023 wanneer men het noodzakelijk acht

3. Toegankelijkheid van onze website

Ontwikkeling van een ‘toegankelijke’ website: d.w.z. het gebruik van bepaalde kleuren en uitsluiting van andere, aangepaste presentatie aan de software die de site ‘leest’, gebruikt door slechtzienden

Ontwikkeling aan de gang. De site wordt niet gelabeld ‘any surfer’ omdat dat te precies is, maar er wordt ‘naar gestreefd’

4. Toegankelijkheid van het gemeentehuis (na renovatie)

Informatie verspreiden over de toegankelijkheid van de ruimten voor personen met een handicap.

Ondanks de erfgoedkundige beperkingen werd het project Huis Dewin besproken met verschillende verenigingen die zich toeleggen op toegankelijkheid (CAWaB - Collectif Accessibilité Wallonie Bruxelles, NVHG - Nationale Vereniging ter Huisvesting van Gehandicapten, Acces&Go, AMT CONCEPT).

Een audit van Huis Dewin, zoals wat gedaan werd voor het vast vaccinatiecentrum (Access-i), zal worden uitgevoerd zodra de werkzaamheden af zijn. Zeer binnenkort.

5. Gebruik van maatwerkbedrijven (art. 5 ordonnantie)

De dienst Overheidsopdrachten eraan herinneren dat sommige maatwerkbedrijven ook kunnen reageren op bepaalde overheidsopdrachten.

Met betrekking tot de naleving van de gewestelijke ordonnantie van 2 februari 2017, die bepaalt dat lokale overheden verplicht zijn om personen met een handicap aan te werven binnen hun administratie, heeft gemeente Vorst binnen het personeelskader:

- 1/1/2018: 1 agent voor een percentage van 0,13% (div plan 19-21)**
- 1/1/2019: 3 agenten voor een percentage van 0,39% (3/761,8 VTE)**
- 1/1/2024: 4 agenten voor een percentage van 0,52% (4/771,9 VTE)**

o Waarvan 3 agenten op niveau E en 1 op niveau D; geen “kader”

Bijkomende vaststellingen:

- 2 agenten met handicap werden aangenomen sinds begin 2024. Dit brengt het totaal op 5, aangezien één van hen gemeentebestuur Vorst intussen heeft verlaten.

- 3 anderen werkten er in de loop van 2021-'23.

Deze cijfers weerspiegelen echter niet de realiteit op het terrein. De moeilijkheid bij het verzamelen van deze informatie ligt bij de kennis van de werkgever over de handicap van een werknemer, aangezien die laatste niet verplicht is zijn werkgever daarover te informeren. Bovendien zijn de meeste handicaps niet zichtbaar (slechts 3% van de mensen met een handicap zijn PBM). We kennen allemaal collega's die gehandicapt zijn, maar die niet als zodanig sociaal of administratief erkend willen worden.

Wat betreft de steun van onze gemeente aan maatwerkbedrijven, werd er een overheidsopdracht voor boekbinden toegekend aan L'OUVROIR. U vindt de bedragen en de betrokken jaren hieronder:

- 2019: 2.409,23 €

- 2020: 619,40 €

- 2021: 616,29 €

- 2022: 765,13 €

- 2023: 812,30 €

Andere maatwerkbedrijven zijn benaderd voor verschillende opdrachten (verdeling van het gemeentelijk infoblad in 2021, klaarmaken en bezorgen van broodjes in 2023, ...) maar ofwel zijn hun tarieven te hoog ofwel dienen ze geen offerte in.

Wat betreft het ontbreken van een kandidatuur van Vorst voor het label Handycity: het label wordt om de 6 jaar toegekend (of niet) aan gemeenten die een tussentijdse balans en hun aanvraag voor het label hebben ingediend. Dit zal deel uitmaken van het volgende diversiteitsplan, aangezien het veel coherenter zal zijn om een aanvraag in te dienen als we terug in Huis Dewin zijn en dus meer kans maken om het label te krijgen.

Parallel met het diversiteitsplan staat de gehandicaptenproblematiek centraal, want alle schepenen en diensten houden bij elk evenement, speelplein, openbare ruimte, actie en project

rekening met gehandicaptenkwesties.

We sensibiliseren ook het grote publiek voor mensen met een handicap, met name via het evenement "Handicaptiv'moi / Boeiende Handicaps", dat altijd een groot succes is in het voorjaar.

Ik wil u bedanken dat u mij de gelegenheid gaf om alles te presenteren wat er in onze gemeente wordt gedaan voor mensen met een handicap. Natuurlijk zijn we ons ervan bewust dat dit werk voortdurend evolueert en dat we het altijd beter moeten doen.

Repliek van de heer Lakhloufi

Ik zie dat het ingewikkeld is. We kunnen nog beter doen, maar ik voel dat er een wil is om correct en concreet te handelen met betrekking tot deze kwestie en dit thema.

1 annexe / 1 bijlage

32 **Question orale concernant les agressions à proximité et dans le Parc Duden (à la demande de Monsieur Van Vlasselaer, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

1/ Les faits

Les organes de la presse quotidienne des 13 et 14 avril 2024 ont relaté des nouvelles agressions dans le périmètre et dans les environs du Parc Duden ; ces récidives seraient le fait d'une ou plusieurs bandes organisées et viennent s'ajouter à la vague de violences qui croît sans discontinuer et sous les aspects les plus divers, que ce soient des squats d'entrée d'immeubles avec menaces verbales ou physiques, des tapages diurnes et nocturnes, d'actes de vandalisme d'intensité croissante ou encore de trafics de drogues !

Les habitant(e)s s'inquiètent et s'interrogent sur la persistance de ces faits et attendent légitimement des autorités politiques, policières et juridiques le rétablissement de la sécurité et de la tranquillité publiques dans leurs lieux de vie quotidienne

2/ L'environnement juridique

Tant la Cour européenne des droits de l'homme (arrêt 23/9/1998) que le Conseil d'Etat (avis 30/6/1978) ont stipulé que le devoir de maintenir l'ordre fait partie des devoirs de l'Etat de droit !

Par ailleurs, les travaux parlementaires relatifs à l'art. 135, §2 de la loi communale montrent qu'il en va non seulement des forces de police communales mais également de l'exécution des missions de « police administrative générale » des communes.

Sur les divers aspects de la police et du maintien de l'ordre, la compétence est soit fédérale, soit communale et n'emarge pas aux régions (sauf quelques aspects limités de la sécurité civile spécifiquement déterminés), mais sans ambiguïté l'autorité de base de la police administrative générale est la commune !!

Dès lors, il appartient au 1^{er} chef aux autorités locales administratives et de police de prévenir toutes atteintes à et de faire respecter l'ordre public et particulier lorsque les principes de base de l'Etat de droit sont mis en cause!

Enfin, les textes légaux et réglementaires précisent clairement que le champ des attributions des zones de police :

A/Les missions de police administrative :

- 1) veiller au maintien de l'ordre public, en ce compris le respect des lois et règlements de police,

la prévention des infractions et le protection des personnes et des biens

- 2) assister toute personne en danger
- 3) assurer une surveillance générale et des contrôles dans les lieux qui leur sont légalement accessibles
- 4) transmettre le compte rendu de leurs missions aux autorités compétentes ainsi que les renseignements recueillis

B/ Les missions de police judiciaires :

- 1) rechercher les crimes, les délits et les contraventions, d'en rassembler les preuves, d'en donner connaissance aux autorités compétentes, d'en saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité compétente les auteurs, de la manière et dans les formes déterminées par la loi
- 2) rechercher les personnes dont la privation de liberté est prévue par la loi, de s'en saisir, de les arrêter et de les mettre à la disposition des autorités compétentes
- 3) rechercher, saisir et mettre à la disposition de l'autorité compétente les objets dont la saisie est prescrite
- 4) transmettre aux autorités compétentes le compte rendu de leurs missions ainsi que les renseignements recueillis à cette occasion

3/ Les questions :

Il découle de ces constats les questions suivantes dont les objets sont de la compétence des communes et du conseil de police :

- Quelle est la nature exacte et le nombre des agressions récentes dans et en proximité du parc Duden ?
- Quelles actions et réponses concrètes, à court et à long terme, ont été débattues et décidées afin d'éradiquer ces atteintes intolérables au maintien de l'ordre public et à la protection des personnes et de leurs biens ?
- Quelles mesures effectives de renforcement de la police de proximité ont été examinées et décidées ?
- L'ouverture ou le rétablissement d'une ou plusieurs antennes de type « Koban » font-elles partie des solutions retenues ?
- Les remises en service de patrouilles pédestres, cyclistes, canines et équestres ainsi que le renforcement de la présence des agents de prévention font-elles partie de l'arsenal des mesures envisagées ou décidées ? et si non, pourquoi ?
- Des contacts ont-ils été pris avec la direction de la sécurité publique (DAS) qui est l'unité d'appui qui fournit aux entités de la police intégrée différentes formes de renfort en matière de gestion de l'espace public(GNEP),en particulier les équipes et moyens spécialisés dans la répression, la prévention et la résolution de situations violentes ? et si oui, quels en sont les résultats ?
- Quelles mesures budgétaires et financières sont examinées pour répondre aux actions nécessaires au rétablissement de l'ordre public et de la protection des personnes ? ...au besoin compensées par des mesures d'économies au niveau des communes parties prenantes de la zone de police ?

Je vous remercie pour votre attention et vos réponses

Le point est reporté.

Mondelinge vraag over de gevallen van agressie in en rond het Dudenpark (op vraag van Mijnheer Van Vlasselaer, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

1/ De feiten

In de pers van 13 en 14 april 2024 werd melding gemaakt van nieuwe gevallen van agressie in en rond het Dudenpark; deze herhaaldelijke incidenten zouden het werk zijn van een of meer georganiseerde bendes en zo wordt de golf van geweld nog heviger en diverser, met het kraken van de inkom van gebouwen met verbale of fysieke bedreigingen, ongeregelde overdag en nachtlawaai, toenemend vandalisme en drugshandel!

Buurtbewoners maken zich zorgen en verwachten terecht van de politieke, politieke en juridische overheden dat ze de openbare veiligheid en rust herstellen.

2/ Juridische context

Zowel het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (arrest 23/9/1998) als de Raad van State (advies 30/6/1978) hebben bepaald dat de ordehandhaving tot de plichten van de rechtsstaat behoort.

Bovendien blijkt uit de parlementaire werkzaamheden met betrekking tot art. 135, §2 van de Gemeentewet dat dit niet alleen van toepassing is op de gemeentepolitie, maar ook op de uitvoering van de "algemene bestuurlijke politietaken" van de gemeenten.

De bevoegdheid over de verschillende aspecten van politie en ordehandhaving is federaal of gemeentelijk en valt niet onder de gewesten (met uitzondering van enkele beperkte aspecten van de civiele bescherming die specifiek omschreven zijn), maar de basisbevoegdheid voor de algemene bestuurlijke politie is ondubbelzinnig de gemeente!

Het is dus in de eerste plaats de taak van de lokale bestuurlijke en politieke autoriteiten om elke aantasting van de openbare orde te voorkomen en ervoor te zorgen dat deze wordt gerespecteerd, in het bijzonder wanneer de basisbeginselen van de rechtsstaat op de helling staan!

Ten slotte wordt het bevoegdheidsgebied van de politiezones duidelijk bepaald in de wet- en regelgeving:

A/ Opdrachten van bestuurlijke politie

- 1) de openbare orde handhaven, met inbegrip van de naleving van politiewetten en -reglementen, overtredingen voorkomen en mensen en eigendommen beschermen;
- 2) bijstand verlenen aan personen in gevaar;
- 3) algemene bewaking en controles uitvoeren op plaatsen waartoe zij wettelijk toegang hebben;
- 4) verslag uitbrengen over hun activiteiten aan de bevoegde overheden, samen met de informatie die zij hebben verzameld.

B/ Opdrachten van gerechtelijke politie

- 1) het opsporen van misdaden, overtredingen en misdrijven, het verzamelen van bewijsmateriaal, het bekendmaken aan de bevoegde autoriteiten, het in beslag nemen, het aanhouden en het ter beschikking stellen van de bevoegde autoriteiten, op de wijze en in de vormen als bij wet bepaald ;
- 2) personen van wie de vrijheidsbeneming bij wet is vastgelegd opsporen, arresteren en ter beschikking stellen van de bevoegde overheden;
- 3) de voorwerpen waarvan de inbeslagneming is voorgeschreven opsporen, in beslag nemen en ter beschikking stellen van de bevoegde overheden;
- 4) het verslag van de opdrachten en de bij die gelegenheid verzamelde informatie doorgeven aan de bevoegde overheden.

3/ Vragen

Deze vaststellingen geven aanleiding tot de volgende vragen, waarvan de voorwerpen onder de bevoegdheid van de gemeenten en de politieraad vallen:

- Wat is de precieze aard en het aantal van de recente gevallen van agressie in en rond het

Dudenpark?

- Welke concrete acties en antwoorden, op korte en lange termijn, werden besproken en vastgelegd om een einde te maken aan deze ontoelaatbare aanslagen op de openbare orde en de bescherming van personen en hun eigendom?
- Welke effectieve maatregelen ter versterking van de buurtpolitie zijn onderzocht en vastgelegd?
- Behoren de opening of heroprichting van een of meer wijkantennes van het type 'koban' tot de gekozen oplossingen?
- Wordt de herinvoering van voetgangers-, fiets-, honden- en paardenpatrouilles en de verhoogde aanwezigheid van preventieambtenaren ook als maatregel overwogen? Zo nee, waarom niet?
- Is er contact geweest met de Directie Openbare Veiligheid, de ondersteuningseenheid die de politie-eenheden voorziet van diverse vormen van versterking op het vlak van genegotieerd beheer van de publieke ruimte (GBPR), met name teams en middelen die gespecialiseerd zijn in repressie, preventie en aanpak van gewelddadige situaties? Zo ja, met welke resultaten?
- Welke budgettaire en financiële maatregelen worden er onderzocht om te reageren op de acties die nodig zijn om de openbare orde te herstellen en mensen te beschermen? ... eventueel gecompenseerd door besparingsmaatregelen op het niveau van de gemeenten die betrokken zijn bij de politiezone?

Dank bij voorbaat voor uw aandacht en uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

33 **Affaires générales - Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS,

Considérant que Madame Deniz AGBABA a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Monsieur VANDERLINDEN Sébastien comme membre effectif

PREND ACTE

De l'élection de Monsieur VANDERLINDEN Sébastien en qualité de membre effectif du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke wet betreffende de OCMW's,

Overwegende dat Mevrouw Deniz AGBABA haar ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Gelet op de voordracht van de heer VANDERLINDEN Sebastien als werkend lid;

NEEMT KENNIS VAN

de verkiezing van de heer VANDERLINDEN Sebastien tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

34 **Question d'actualité : Tags antisemites (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale). (Ajouté en séance)**

Chère madame Moens,

Je sais que j'arrive trop avec ma question d'actualité mais je viens seulement de voir l'information.

J'ai donc pris connaissance des tags antisemites découverts sur la prison de forest et dans la plaine de jeux adjacente. Si la situation a été réglée entre-temps, j'aimerais cependant interpellier la bourgmestre en lui demandé quelles actions de sensibilisation relatives à l'antiracisme, la lutte contre les discriminations mais aussi en matière de défense de la paix sont mises en place à forest? En particulier dans les écoles.

En espérant que vous pourrez prendre cette petite question en compte.

Un très grand merci et à tout à l'heure

Stéphanie Koplowicz (pour le groupe PTB).

Actualiteitsvraag : antisemitische tags (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid). (Toegevoegd tijdens de zitting)

Geachte mevrouw Moens,

Ik weet dat ik te laat ben met mijn actualiteitsvraag, maar ik heb het nieuws nog maar net gezien.

Ik heb dus kennis genomen van de antisemitische tags aan de gevangenis van Vorst en het aangrenzende speelplein. Hoewel de situatie ondertussen opgelost is, zou ik de burgemeester toch willen vragen welke sensibiliseringsacties rond antiracisme, de strijd tegen discriminatie en de verdediging van de vrede in Vorst zijn opgezet? Meer bepaald in de scholen.

Ik hoop dat u deze kleine vraag in aanmerking kunt nemen.

Hartelijk dank en tot later.

Stéphanie Koplowicz (PTB*PVDA-fractie)

Réponse de Mme De Ridder :

Je peux répondre sur le volet « écoles » :

Ma réponse se décline en 3 points :

1. Dans la lutte contre les discriminations, les préjugés et l'intolérance, le cours de philosophie et citoyenneté est central. Ce cours est obligatoire à raison d'une heure semaine. Les activités pédagogiques visent à apprendre aux élèves à se connaître soi-même, à s'ouvrir à l'autre, à construire une société basée sur des valeurs démocratiques et humanistes.

2. Plusieurs de nos écoles sont accompagnées par l'asbl Ambassadeurs d'expression citoyenne. L'objectif est de vivre la diversité en invitant et accueillant celle-ci à l'école. Le projet est essentiel pour vivre la diversité en classe car en faisant ensemble, on construit une histoire commune. Nos identités sont multiples, bien souvent attaquées et meurtries. L'éducation à la diversité vise aussi à panser les identités blessées.

3 Suite à l'attaque du 7 octobre, les professeurs de CPC, religion et morale se sont réunis avec la coordinatrice pédagogique pour définir les balises et lignes de conduite afin d'aborder adéquatement le conflit israélo-palestinien en classe :

- **Créer des espaces d'écoute et de parole pour les élèves**
- **Rester factuel**
- **Déconstruire les idées reçues**
- **Par rapport aux propos intolérants, racistes, antisémites, travailler sur la tolérance et les droits de l'enfant**
- **Sensibiliser à la fraternité et à la souffrance de 2 peuples**
- **Mettre les points de vue en perspective**
- **Ne pas ramener le conflit à l'école, amener les élèves à comprendre comment naît une situation de conflit**

Réponse de Mr Tahri :

Quand il y a ce type de tags racistes ou antisémites, on a décidé en collège de donner priorité à leur nettoyage par les services concernés. Je voudrais, à travers ce Conseil, saluer le travail très rapide qui a été fait par le service de détagage.

Antwoord van mevrouw De Ridder

Ik kan over het onderdeel 'scholen' antwoorden:

Mijn antwoord valt uiteen in 3 punten:

1. De cursus filosofie en burgerschap staat centraal in de strijd tegen discriminatie, vooroordelen en intolerantie. Dit vak is verplicht, één uur per week. De pedagogische activiteiten zijn erop gericht leerlingen zichzelf te leren kennen, open te staan voor anderen en een samenleving op te bouwen die gebaseerd is op democratische en humanistische waarden.

2. Verschillende van onze scholen worden ondersteund door de vzw Ambassadeurs d'Expression Citoyenne. Het doel is om diversiteit te beleven door het in de school te omarmen. Het project is essentieel voor het ervaren van diversiteit in de klas, want door samen te werken bouwen we aan een gemeenschappelijk verhaal. We hebben meerdere identiteiten, die vaak aangevallen en verguisd worden. Diversiteitseducatie heeft ook tot doel gekwetste identiteiten te helen.

3. Na de aanslag op 7 oktober kwamen de docenten maatschappijleer, filosofie, godsdienst en ethiek samen met de pedagogische coördinator, om boeien en richtlijnen te bepalen voor de omgang met het Israëliisch-Palestijnse conflict in de klas:

- Creëer ruimte voor leerlingen om te luisteren en te spreken**
- Blijf bij de feiten**
- Sloop vooroordelen**
- Ten aanzien van intolerante, racistische en antisemitische opmerkingen: werken rond tolerantie en de rechten van het kind**
- Sensibiliseren voor broederzin en het lijden van 2 volkeren**
- Plaats standpunten in perspectief**
- Breng het conflict niet terug naar school, maar laat de leerlingen begrijpen hoe een conflictsituatie ontstaat.**

Antwoord van de heer Tahri

Wanneer dit soort racistische of antisemitische tags voorkomen, heeft het College beslist om prioriteit te geven aan het wissen door de relevante diensten. Ik wil hier mijn waardering uitspreken voor het zeer snelle werk van de tagverwijderingsdienst.

Levée de la séance à 22:10
Opheffing van de zitting om 22:10

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Caroline Dupont

